

Ouvrir la voie.



Rapport
annuel
2021


Cascades
Source de possibilités







Emballage carton-caisse

Un leader canadien

6^e plus important producteur en Amérique du Nord



Récupération

Un leader canadien dans la récupération de fibres recyclables

3 956 M\$
Ventes

330 M\$
d'investissements en immobilisations, excluant les actifs au titre du droit d'utilisation



Produits spécialisés

Un leader nord-américain des produits d'emballage industriel et alimentaire

Un leader nord-américain dans la production de carton nid d'abeilles



Papiers tissu

Un leader canadien

4^e plus important producteur en Amérique du Nord

302 M\$

Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA)

389 M\$

BEAA ajusté¹

2021 en un coup d'œil

¹ Certaines informations représentent des mesures non conformes aux IFRS, d'autres mesures financières ou des ratios non conformes aux IFRS qui ne sont pas normalisés selon les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures financières similaires divulguées par d'autres sociétés. Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

Toujours tracer la voie en matière de développement durable



4,3 X¹

moins d'eau consommée
que la moyenne de l'industrie
des pâtes et papiers
nord-américaine (m³/tm)



2,1 M

de tonnes courtes
de fibres recyclées sauvées
de l'enfouissement



83 %

des fibres utilisées
pour fabriquer nos produits
sont recyclées



2,4 X¹

moins d'énergie utilisée
que la moyenne de l'industrie
des pâtes et papiers
nord-américaine (GJ/tm)



45 %²

moins de gaz à effet
de serre émis que la moyenne
de l'industrie des pâtes
et papiers nord-américaine
(t CO₂ eq./tm)



1,2³

Taux de fréquence
OSHA

¹ Source : FisherSolve™Next, ©2022 Fisher International, eau (mètres cubes d'eau rejetée/tonne métrique de produits vendables), énergie (gigajoules d'énergie achetée/tonne métrique de produits vendables)

² Source : FisherSolve™Next, ©2022 Fisher International, émissions directes et indirectes (scope 1 et 2) (tonnes de CO₂ équivalent émis/tonne métrique de produits vendables). Données préliminaires.

³ Taux de fréquence OSHA : nombre d'accidents avec perte de temps ou assignations temporaires ou traitements médicaux X 200 000 heures/heure travaillée.

Aperçu financier

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2021 ¹	2020 ¹	2019 ¹
TEL QUE DIVULGUÉ			
Ventes	3 956	4 105	3 948
Bénéfice d'exploitation	50	292	216
en % des ventes ²	1,3 %	7,1 %	5,5 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA)	302	543	458
en % des ventes ²	7,6 %	13,2 %	11,6 %
Bénéfice net	162	198	72
par action (en dollars)	1,60 \$	2,04 \$	0,77 \$
Dividende par action (en dollars)	0,48 \$	0,32 \$	0,24 \$
AJUSTÉ²			
Bénéfice d'exploitation	137	295	254
en % des ventes	3,5 %	7,2 %	6,4 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (BEAA)	389	546	496
en % des ventes	9,8 %	13,3 %	12,6 %
Bénéfice net	27	187	96
par action (en dollars)	0,26 \$	1,95 \$	1,02 \$
SITUATION FINANCIÈRE (AU 31 DÉCEMBRE)			
Actif total	4 566	5 412	5 188
Dette nette ²	1 351	1 679	1 963
Dette nette/BEAA ajusté ²	3,5 x	2,5 x	3,3 x
Capitaux propres des actionnaires	1 879	1 753	1 492
par action (en dollars)	18,63 \$	17,14 \$	15,83 \$
Fonds de roulement sur les ventes ^{2, 5}	8,6 %	8,8 %	9,8 %
INDICATEURS CLÉS			
Expéditions totales (en '000 de t.c.) ³	2 075	2 189	2 076
Taux d'utilisation de la capacité de fabrication ⁴	90 %	92 %	90 %
\$ US/\$ CAN - Taux moyen	0,80 \$	0,75 \$	0,75 \$

1 Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, de 2020 et de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

2 Certaines informations représentent des mesures non conformes aux IFRS, d'autres mesures financières ou des ratios non conformes aux IFRS qui ne sont pas normalisés selon les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures financières similaires divulguées par d'autres sociétés. Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

3 Les expéditions n'incluent pas l'élimination des expéditions intersecteurs entre les différents secteurs. Excluant les expéditions du secteur des produits spécialisés en raison de la variété d'unités de mesure que ce secteur utilise.

4 Défini comme : expéditions internes et externes de fabrication / capacité pratique. Excluant les activités de fabrication de notre secteur des produits spécialisés.

5 En pourcentage des ventes = fonds de roulement moyen trimestriel des douze derniers mois (DDM) / ventes DDM (non ajusté pour le reclassement rétrospectif des activités abandonnées).

Faits saillants financiers

Symbole : CAS

(À LA BOURSE DE TORONTO)

Indices S&P/TSX

- COMPOSITE CAP
- COMPOSITE HIGH DIVIDEND
- COMPOSITE TR
- SMALL CAP

Indices MSCI

- ACWI EX US IMI
- CANADA IMI EXTENDED ESG FOCUS INDEX

Indices FTSE

- CANADA ALL CAP
- DEVELOPED EX US ALL CAP
- DEVELOPED SMALL CAP EX-U.S.

Indices Solactive¹

- CANADA BROAD MARKET
- ISS ESG SCREEN PARIS ALIGN
DEVELOPED MARKETS

100,9 millions

Actions ordinaires
en circulation
au 31 décembre 2021

0,48 \$

Dividende annuel
par action
en 2021²

18,49 \$

Haut intrajournalier
en 2021

1,41 \$ milliard

Capitalisation
boursière
au 31 décembre 2021

145,4 millions

Volume total d'actions
ordinaires transigées
en 2021

3,4%

Rendement
du dividende annuel
au 31 décembre 2021

12,82 \$

Bas intrajournalier
en 2021

Moody's : Ba2 (stable)

S&P : BB- (positive)

Cotes de crédit de la Société
au 31 décembre 2021

¹ Solactive est un fournisseur d'indices basé en Allemagne.

² Dividende trimestriel augmenté de 0,08 \$ à 0,12 \$ par action en T2 2021.

Rendement du prix de l'action de Cascades pour l'année 2021





Ouvrir

Agent de transfert et registraire

Computershare
Services aux actionnaires
1500, boulevard Robert-Bourassa, bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8 Canada
Téléphone : 514 982-7555
Sans frais (Canada) : 1 800 564-6253
Télécopieur : 514 982-7635
service@computershare.com

Siège social

Cascades Inc.
404, boulevard Marie-Victorin
Kingsey Falls (Québec) J0A 1B0 Canada
Téléphone : 819 363-5100
Télécopieur : 819 363-5155

Relations avec les investisseurs

Jennifer Aitken, MBA
Directrice, relations avec les investisseurs
investisseur@cascades.com
Téléphone : 514 282-2697
www.cascades.com/investisseurs

La notice annuelle 2021 de Cascades inc.
sera disponible à compter du 30 mars 2022 et il suffira
d'en faire la demande au siège social de la Société.

Le document sera aussi accessible dans le site Web
de l'entreprise (www.cascades.com) et sera déposé
dans le site SEDAR (www.sedar.com) à compter de ce jour.

*The English version of this annual report is available
upon request at the head office of the Corporation:*

Corporate Secretary
Cascades Inc.
404 Marie-Victorin Blvd.
Kingsey Falls, Québec
J0A 1B0 Canada

la voie

Table des matières

08

**Message du président exécutif
du conseil d'administration :**

Alain Lemaire

Prendre les devants

.

10

**Message du président et chef
de la direction : Mario Plourde**

Droit devant

.

14

Nos innovations

Voir plus loin

.

21

Information financière

Analyse de la direction, rapport de la direction,
rapport de l'auditeur indépendant
et états financiers consolidés

.

142

**Matières premières et
ventilation de nos résultats**

.

144

Nos usines

**En couverture, Felipe Medina,
opérateur de la thermotransformeuse 13,
à l'usine de Plastiques Cascades – Kingsey Falls :**

« Je crois que la diversité permet la créativité et l'innovation puisque
chacun apporte son propre bagage. Chez Cascades, la diversité ouvre la voie
à des solutions novatrices, favorise une meilleure capacité d'adaptation
aux changements et permet l'évolution. J'en suis très fier. »

A photograph of Alain Lemaire, an older man with white hair, smiling and standing in a large industrial factory. He is wearing a dark green suit, a light blue shirt, and a dark tie with a small pattern. His hands are in his pockets. The background shows the complex steel structure of a factory ceiling and various industrial machines, including a large white machine with a control panel on the right.

Alain Lemaire

Président exécutif du
conseil d'administration

A stylized, handwritten signature of Alain Lemaire in white ink on a blue background.

Alain Lemaire

Prendre les devants.

Chers actionnaires,

On dit souvent que la nécessité est mère de l'invention. Elle a certainement joué un grand rôle pour mes frères et moi lors de la fondation de Cascades, il y a près de soixante ans déjà. À cette nécessité s'ajoutait aussi la conviction profonde qu'une quantité importante de matières destinées aux sites d'enfouissement pouvait et devait se voir donner une autre vie. Nous tenions à les recycler et les réutiliser pour créer de nouveaux produits. Ainsi, l'impact environnemental inhérent à la transformation des matières serait réduit. Cette conviction et cet engagement à bâtir et donner vie à l'économie circulaire demeurent au cœur des pratiques commerciales de Cascades.

Au fil des ans, l'entreprise a changé de manière considérable, et cela, à bien des égards. Cependant, son engagement indéfectible en faveur de la durabilité est resté le même – faire du neuf avec du vieux, en utilisant moins d'eau, moins d'énergie et en ayant moins de répercussions sur son environnement naturel – tout comme son engagement d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être de ses employé(e)s ainsi que son dévouement à des causes sociales et à diverses collectivités. Ce n'est rien de nouveau pour nous. Cascades ne se réoriente pas que pour suivre les dernières tendances, il ne s'agit pas d'un stratagème de marketing ou d'une technique de vente. Cette philosophie fait tout simplement partie de son ADN.

C'est dans ce même esprit que l'entreprise a lancé son nouveau plan de développement durable en 2021, son quatrième du genre et un prolongement naturel de l'expérience de plus de 25 ans de Cascades en matière de reddition de comptes sur les indicateurs sociaux et environnementaux. Comprenant de nombreux objectifs, le plan a une large portée et est ambitieux. Les objectifs ont été élargis et incluent maintenant celui de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de type 3 de 22 % d'ici 2030 par rapport à l'année de référence 2019. Qui plus est, ces objectifs de réduction de gaz à effet de serre ont été soumis à la SBTi (Science Based Targets initiative), puis approuvés par cette dernière. Ils sont tous très ambitieux puisque Cascades occupe déjà une position de chef de file sur le plan environnemental. En effet, notre entreprise a consommé 4,3 fois moins d'eau et 2,4 fois moins d'énergie et a émis 45 % moins de GES de type 1 et 2 que la moyenne de l'industrie nord-américaine des pâtes et papiers en 2021. Au risque de me répéter : Cascades prend la gestion de l'environnement au sérieux. C'est une priorité.

D'un point de vue pratique, les initiatives de modernisation lancées au cours des dernières années ont fourni à notre entreprise les outils et le niveau de surveillance nécessaires pour suivre nos progrès, ajuster nos méthodes d'exploitation et

allouer nos ressources pour assurer l'atteinte des objectifs de notre plan de développement durable. Le suivi de ce plan relève du comité santé et sécurité, environnement et développement durable, et les membres du conseil d'administration sont responsables de la surveillance du processus de gouvernance dans son ensemble.

Il en est de même pour le nouveau plan stratégique 2022-2024 sur lequel le conseil d'administration exercera une surveillance exhaustive d'un point de vue de la gouvernance d'entreprise. Les membres du conseil d'administration ont pu remettre en question et peser chacun des éléments du plan avant son lancement. Des ressources externes ont aussi fourni des commentaires et des analyses supplémentaires, des perspectives de la concurrence et du marché ainsi que des validations. Les pratiques et les objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont énoncés dans le plan, puisqu'ils font autant partie intégrante de l'ADN de l'entreprise que sa croissance et sa réussite futures, ainsi que de son positionnement sur le marché, au même titre que ses activités et ses employé(e)s.

Au nom du conseil d'administration, j'aimerais remercier les employé(e)s de Cascades, ses actionnaires, ses partenaires d'affaires et ses parties prenantes pour leur soutien tout au long de l'année 2021. Ce fut une année difficile à bien des égards alors que la pandémie actuelle a entraîné des contraintes opérationnelles imprévisibles et a eu une incidence considérable sur les activités de production. Alors que le plan stratégique précédent se termine, l'équipe de direction de Cascades, appuyée par le conseil d'administration, a mis en place un plan d'action rigoureux qui permettra à l'entreprise de générer une valeur durable importante au cours des années à venir. Nous sommes impatients de tenir toutes les parties prenantes de l'entreprise informées des progrès que nous réaliserons au cours de la mise en œuvre de ce nouveau plan.

A full-page photograph of Mario Plourde, President and CEO, standing in a large industrial facility. He is wearing a dark suit, a light blue shirt, and a patterned tie. He is smiling and looking towards the camera. The background shows large silver pipes, yellow robotic arms, and a complex metal structure.

Mario Plourde

Président et chef
de la direction

Mario Plourde

Droit devant.

Chers actionnaires,

Chaque année apporte de nouveaux défis et de nouvelles possibilités, et à cet égard, 2021 n'a pas fait exception. En 2021, l'économie a été marquée par l'ampleur et la rapidité avec lesquelles la pandémie a entraîné des fluctuations importantes de la demande, des pressions inflationnistes sur les coûts, des contraintes dans la disponibilité de la main-d'œuvre, ainsi que des perturbations logistiques et dans la chaîne d'approvisionnement. Il ne fait aucun doute qu'en raison des réalités commerciales prévalentes tout au long de 2021, l'année écoulée n'a ressemblé à aucune autre, et les complexités opérationnelles sans précédent qui ont découlé de la pandémie de COVID-19 se sont nettement reflétées dans les résultats financiers consolidés de l'entreprise.

Bien que l'équipe de direction de Cascades soit sans contredit insatisfaite de ces résultats, nous ne croyons pas qu'ils représentent fidèlement ce que nos activités peuvent donner. Et compte tenu du contexte difficile et en constante évolution de l'année dernière, nous sommes fiers du degré de résilience de nos employé(e)s et de nos activités.

Une entreprise se définit à la fois par la façon dont elle s'accomplit au fil des cycles économiques habituels et par la façon dont elle traverse les périodes plus difficiles. Toutefois, une entreprise se démarque surtout dans la manière dont elle met à profit les enseignements opérationnels acquis dans une conjoncture commerciale et macroéconomique sans précédent, comme celle des 24 derniers mois, en vue de changements positifs et d'une croissance future. À cet effet, je suis convaincu que Cascades détient ce qu'il faut pour poursuivre son élan de création de valeur future. Même si cela semble optimiste à la lumière de l'incertitude persistante entourant les ramifications à moyen et à long terme de la pandémie, cette conviction inébranlable repose sur quatre éléments clés.

Nos employé(e)s

Le premier et le plus important de ces éléments s'avère, encore et toujours, nos employé(e)s. Les Cascadeuses et les Cascadeurs ont toujours fait preuve d'une grande ingéniosité, de dévouement et de détermination. Leur engagement et leur esprit d'initiative ont été les facteurs fondamentaux de la réussite de Cascades au cours des six dernières décennies et ont été indispensables à notre capacité de répondre aux besoins de nos clients tout en relevant les défis humains et opérationnels sans précédent engendrés par la pandémie. Nos employé(e)s sont au cœur de l'entreprise depuis sa fondation, et leur détermination et leur polyvalence seront les fondements de nos réussites futures.

Notre leadership en matière de durabilité

Depuis près de soixante ans, Cascades se fait la championne des produits responsables et s'efforce d'optimiser continuellement ses pratiques de production afin de réduire au minimum son impact sur l'environnement et de fournir à ses clients des solutions novatrices qui incarnent l'économie circulaire. Même si cette approche n'a pas toujours été la plus simple, elle a toujours été la bonne, et nous sommes fiers que notre engagement environnemental de longue date ait été reconnu pour la troisième année consécutive : Cascades est classée au 18^e rang mondial des sociétés les plus durables par Corporate Knights. Le nouveau Plan de développement durable 2021-2025 de Cascades va encore plus loin dans ce sens et démontre non seulement le dévouement dont l'entreprise a toujours fait preuve pour réduire au minimum l'impact sur notre environnement naturel, mais aussi notre persévérance à toujours faire plus avec moins. Notre expertise en matière d'offre de solutions durables de pointe pour nos clients et notre engagement à réduire au minimum notre empreinte environnementale sont des facteurs de différenciation importants dans le positionnement concurrentiel de Cascades et un catalyseur clé de notre croissance future.

Nos résultats en matière d'adaptabilité

Cascades a toujours fait preuve d'ouverture au changement, d'une capacité à transformer ses activités et d'une aptitude à apporter des changements stratégiques importants à son portefeuille d'affaires tout au long de son existence. La sortie de l'entreprise du marché européen du carton plat, qui a généré un produit net de 450 millions de dollars en 2021, en est la preuve éclatante. Les importantes initiatives de modernisation et les investissements réalisés au cours de la dernière décennie sont des indications tout aussi concrètes de ces changements. Au cours de cette période, nous avons rationalisé notre portefeuille d'affaires,

modernisé nos plateformes et nos équipements, restructuré et optimisé nos processus d'affaires internes et personnalisé nos offres de produits afin de fournir un nombre croissant de solutions novatrices et durables qui répondent aux besoins évolutifs de nos clients. Par conséquent, Cascades est mieux placée que jamais pour tirer parti des opportunités commerciales et générer une valeur importante sur plusieurs fronts.

Notre plan stratégique complet pour 2022-2024

Le plan stratégique 2022-2024 de Cascades décrit la voie à suivre pour y parvenir. À la fin de 2021, l'entreprise a effectué une analyse approfondie de la position concurrentielle de ses activités, qui a tenu compte de la dynamique actuelle du marché, des éléments centraux qui façonnent les bases du marché et d'une vaste gamme de scénarios pour les facteurs macroéconomiques et les prévisions de la demande. Très vaste, l'examen approfondi a porté sur le contexte commercial des deux dernières années et sur une analyse exhaustive effectuée conjointement avec des ressources externes.

De façon générale, les points saillants de notre plan stratégique 2022-2024 peuvent être répartis entre les domaines suivants, les principaux facteurs de croissance stratégique et les initiatives de création de valeur :

Les principaux piliers du plan d'action dans le domaine d'emballage sont les suivants :

1. le parachèvement du démarrage de Bear Island au 4^e trimestre de 2022;
2. l'accroissement de notre niveau d'intégration avec l'ajout de capacité de conversion additionnelle aux États-Unis;
3. l'accélération du rythme du développement et des lancements commerciaux de produits durables;
4. l'augmentation combinée des revenus de nos secteurs d'emballage pour atteindre plus de 3,5 milliards de dollars et des marges de bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA)¹ de 19 % à 21 % pour les emballages en carton-caisse et de 17 % à 19 % pour les produits spécialisés en 2024.

Les principaux piliers du plan d'action visant à accélérer la rentabilité et à renforcer les fondements du secteur des papiers tissu sont les suivants :

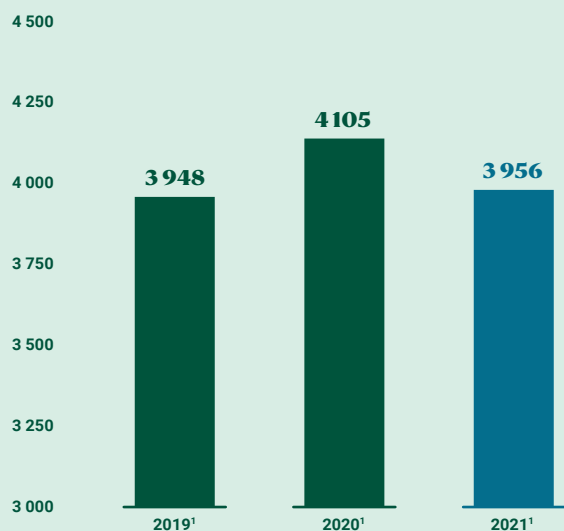
1. intensifier nos efforts pour améliorer l'exécution et l'efficacité de la production, en particulier dans nos opérations aux États-Unis, tout en renforçant nos stratégies commerciales;
2. maximiser l'utilisation d'une base d'actifs bien capitalisée et limiter les dépenses en immobilisations à 35 millions de dollars par année jusqu'en 2024;
3. atteindre un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de dollars et une marge de bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA)¹ de 9 % à 10 % en 2024.

Je suis convaincu que nous avons la bonne équipe et la bonne expérience pour exécuter notre plan. Au cours des 10 dernières années, nous avons pris plusieurs mesures pour nous repositionner et nous adapter à l'évolution des dynamiques du marché et des besoins de nos clients. Je suis fier du travail que nous avons accompli et je pense qu'avec cette vision renouvelée, nous sommes mieux équipés que jamais pour répondre aux attentes des clients et des actionnaires.

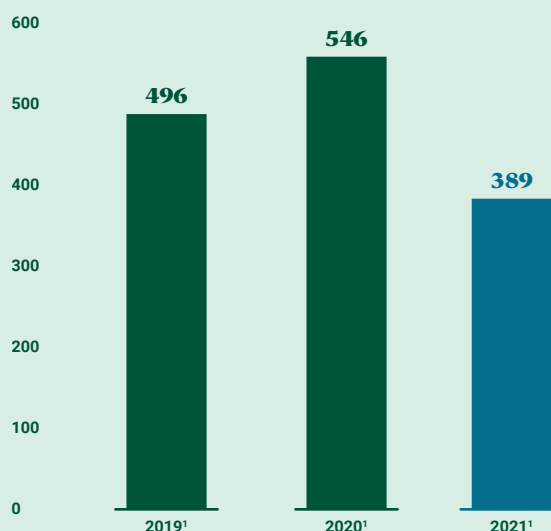
En mon nom et en celui de l'équipe de direction de Cascades, je tiens à vous remercier de votre soutien continu au cours de la dernière année. L'année 2021 a certes été difficile sur bien des plans, mais les enseignements opérationnels et humains tirés seront les catalyseurs de notre avenir. Nous consacrons beaucoup d'efforts et de détermination à offrir de la valeur sur de multiples fronts à l'entreprise et à nos parties prenantes, et à continuer d'« ouvrir la voie » grâce à notre conviction inébranlable que les pratiques inégalées de Cascades en matière de durabilité sont indissociables de sa responsabilité en tant qu'entreprise socialement responsable et font partie intégrante de sa croissance future.

¹ Voir les sections « Déclarations prospectives » et « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

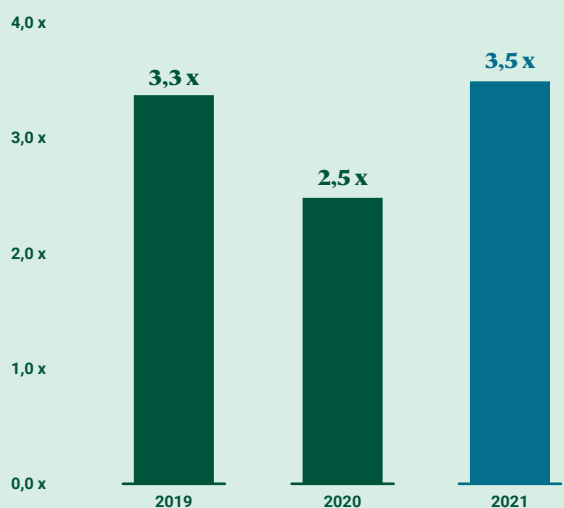
Ventes (M\$)



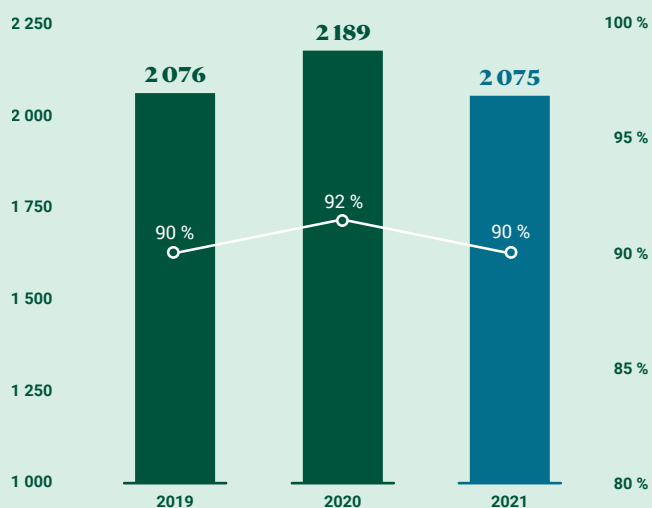
BEAA ajusté² (M\$)



Dette nette/BEAA ajusté²



Expéditions totales et taux d'utilisation de la capacité de fabrication³ (en milliers de t.c. et %)



1 Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, de 2020 et de 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

2 Certaines informations représentent des mesures non conformes aux IFRS, d'autres mesures financières ou des ratios non conformes aux IFRS qui ne sont pas normalisés selon les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures financières similaires divulguées par d'autres sociétés. Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

3 Seulement les secteurs de l'emballage carton-caisse et des papiers tissu.



Des solutions d'emballage écoresponsables pour les fruits et légumes

Cascades Frais^{MC} propose des solutions qui aident les producteurs à atteindre leurs objectifs de développement durable tout en préservant la fraîcheur des produits jusqu'au consommateur.

La première barquette en carton 100 % recyclé¹ en Amérique du Nord

Notre barquette enduite d'un couchage barrière à base d'eau est recyclable² et compostable.

De plus, l'utilisation de cette barquette réduit de 34 % l'émission de GES comparativement à celles faites de pâte moulée à base de bois vierge³.



¹ Excluant le couchage.

² How2Recycle® a préqualifié cette barquette comme étant recyclable au Canada et aux États-Unis.

³ Source : Analyse du cycle de vie des barquettes Cascades (ACV), Groupe AGÉCO, juillet 2021.



Les distributrices Cascades PRO® Tandem®

Nos distributrices assurent le plus haut niveau d'hygiène et de protection. Leurs fonctionnalités et solutions innovantes offrent également une efficacité inégalée pour vous faire gagner du temps et de l'argent.

Cascades « flatte la planète dans le sens du poil »

Cascades innove en devenant la première entreprise de sa catégorie au Canada¹ à lancer un emballage 100 % recyclé sur l'ensemble de sa gamme de produits Cascades Fluff & Tuff®. Cet emballage génère 76 % moins d'impacts potentiels sur le réchauffement climatique².



¹ Première compagnie de la catégorie papier hygiénique et essuie-tout au Canada. Recherche complétée au 30 juillet 2021.

² En comparaison à son équivalent de résine vierge. Statistique basée sur LCA Study Ageco (2021). Rapport de Cascades sur le développement durable.



On transforme vos enjeux en solutions!

Cascades E-com^{MC} s'adapte aux tendances et aux défis des marchés de nos clients avec une gamme d'emballages écoresponsables pour le commerce en ligne.



L'écoconception au service de la livraison de produits frais

Conçue et testée pour maintenir la fraîcheur, la northbox® est l'une des meilleures technologies isothermes du marché.

Elle répond aux exigences thermiques des boîtes-repas et des produits de la mer afin qu'ils soient livrés en toute sécurité et avec moins d'impact environnemental.





Cascades northbox® XTEND^{MC}

La nouvelle technologie northbox XTEND¹ est jusqu'à 20 % plus efficace pour conserver les aliments au frais. Sa conception permet d'expédier des produits pour une durée de transit plus longue ou dans des régions plus chaudes.

Grâce à notre innovation, nos clients ont maintenant une solution northbox® pour les différentes saisons. De plus, notre isolant est fabriqué à partir de fibres recyclées et est recyclable².

¹ Demandes de dessin industriel en instance

² Testée par Innofibre, laboratoire reconnu en attestation de produits issus de l'industrie papetière. How2Recycle® a préqualifié ce produit comme étant recyclable au Canada et aux États-Unis.

États financiers

	22
Analyse par la direction	.
	81
Rapport de la direction aux actionnaires de Cascades inc.	.
	82
Rapport de l'auditeur indépendant aux actionnaires de Cascades inc.	.
	86
États financiers consolidés	.
	91
Information sectorielle	.
	93
Notes afférentes aux états financiers consolidés	.
	141
Conseil d'administration	

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 5 juillet 2021, la Société a annoncé la monétisation de sa participation majoritaire de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (RDM) pour un montant de 1,45 € par action, soit 462 M\$ y compris les contrats de change et avant les frais de transactions de 12 M\$. La transaction a été conclue le 26 octobre 2021. La Société a enregistré un gain de 228 M\$ avant impôts sur les résultats de 24 M\$. La Société a utilisé des attributs fiscaux pour compenser cette charge d'impôts, ce qui a permis de n'avoir aucun impôt à payer relativement à cette transaction. Les activités sont présentées comme activités abandonnées depuis le deuxième trimestre de 2021 avec le retraitement du premier trimestre de 2021 ainsi que les années 2020 et 2019.

Le 15 février 2021, le secteur carton plat Europe, via sa participation dans Reno de Medici S.p.A., a annoncé la vente de ses actions de sa filiale française, qui produit du carton plat à partir de fibres vierges. La transaction a été conclue le 30 avril 2021 et a généré une perte de 2 M\$ qui est présentée dans les activités abandonnées du secteur carton plat Europe.

Bien vouloir consulter la section « Faits saillants » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails relativement aux activités abandonnées. Les tableaux suivants présentent le rapprochement des résultats consolidés et des flux de trésorerie consolidés :

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2021		
	Tel que divulgué au premier trimestre de 2021	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué
Résultats consolidés			
Ventes	1 182	(240)	942
Coût des produits vendus et charges (excluant l'amortissement)	932	(200)	732
Amortissement	76	(11)	65
Frais de vente et d'administration	108	(21)	87
Frais de restructuration	5	—	5
Perte de change	1	—	1
Perte sur instruments financiers dérivés	8	—	8
	1 130	(232)	898
Bénéfice d'exploitation	52	(8)	44
Frais de financement	23	(1)	22
Charge d'intérêts sur avantages du personnel	1	—	1
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(3)	—	(3)
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	(2)	—	(2)
Bénéfice avant impôts sur les résultats	33	(7)	26
Charge d'impôts sur les résultats	8	(2)	6
Bénéfice net pour la période des activités poursuivies incluant la part des actionnaires sans contrôle	25	(5)	20
Résultats générés par les activités abandonnées	3	5	8
Bénéfice net pour la période incluant la part des actionnaires sans contrôle	28	—	28
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	6	—	6
Bénéfice net pour la période attribuable aux actionnaires	22	—	22

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2021		
	Tel que divulgué au premier trimestre de 2021	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué
Flux de trésorerie consolidés			
Flux de trésorerie générés (utilisés) par :			
Activités d'exploitation	84	(27)	57
Activités d'investissement	(82)	7	(75)
Activités de financement	(51)	9	(42)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(1)	6	5
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période	(50)	(5)	(55)
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(6)	5	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	384	—	384
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	328	—	328

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020			Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020			Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2020			Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020		
	Tel que divulgué en 2020	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2020	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2020	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2020	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué
Résultats consolidés												
Ventes	1 313	(272)	1 041	2 598	(537)	2 061	3 873	(798)	3 075	5 157	(1 052)	4 105
Coût des produits vendus et charges (excluant l'amortissement)	1 021	(218)	803	2 011	(416)	1 595	3 016	(623)	2 393	4 022	(829)	3 193
Amortissement	71	(11)	60	146	(23)	123	227	(35)	192	299	(48)	251
Frais de vente et d'administration	131	(24)	107	241	(48)	193	348	(72)	276	460	(93)	367
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	1	—	1	2	—	2	(5)	—	(5)	(43)	—	(43)
Baisse de valeur et frais de restructuration	—	—	—	15	—	15	31	—	31	52	(9)	43
Gain de change	—	—	—	(1)	—	(1)	—	(1)	(1)	—	(1)	(1)
Perte (gain) sur instruments financiers dérivés	(1)	1	—	—	—	—	(1)	2	1	1	2	3
	1 223	(252)	971	2 414	(487)	1 927	3 616	(729)	2 887	4 791	(978)	3 813
Bénéfice d'exploitation	90	(20)	70	184	(50)	134	257	(69)	188	366	(74)	292
Frais de financement	27	(1)	26	54	(2)	52	79	(3)	76	105	(4)	101
Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	1	—	1	2	—	2	3	—	3	(7)	—	(7)
Perte sur le rachat de dette à long terme	—	—	—	—	—	—	6	—	6	6	—	6
Perte (gain) de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	17	—	17	8	—	8	(3)	—	(3)	(6)	—	(6)
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	(3)	—	(3)	(6)	—	(6)	(9)	—	(9)	(14)	—	(14)
Bénéfice avant impôts sur les résultats	48	(19)	29	126	(48)	78	181	(66)	115	279	(70)	209
Charge d'impôts sur les résultats	15	(5)	10	27	(10)	17	24	(14)	10	45	(19)	26
Bénéfice net pour la période des activités poursuivies incluant la part des actionnaires sans contrôle	33	(14)	19	99	(38)	61	157	(52)	105	234	(51)	183
Résultats générés par les activités abandonnées	—	14	14	—	38	38	—	52	52	—	51	51
Bénéfice net pour la période incluant la part des actionnaires sans contrôle	33	—	33	99	—	99	157	—	157	234	—	234
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	11	—	11	23	—	23	32	—	32	36	—	36
Bénéfice net pour la période attribuable aux actionnaires	22	—	22	76	—	76	125	—	125	198	—	198

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2020			Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2020			Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2020			Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020		
	Tel que divulgué en 2020	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2020	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2020	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2020	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué
Flux de trésorerie consolidés												
Flux de trésorerie générés (utilisés) par :												
Activités d'exploitation	117	(17)	100	245	(39)	206	381	(62)	319	587	(110)	477
Activités d'investissement	(73)	11	(62)	(115)	13	(102)	(159)	19	(140)	(203)	35	(168)
Activités de financement	(58)	10	(48)	(129)	24	(105)	(155)	34	(121)	(156)	39	(117)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	—	1	1	—	6	6	—	14	14	—	41	41
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période	(14)	5	(9)	1	4	5	67	5	72	228	5	233
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	12	(5)	7	6	(4)	2	5	(5)	—	1	(5)	(4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	155	—	155	155	—	155	155	—	155	155	—	155
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	153	—	153	162	—	162	227	—	227	384	—	384

	Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019			Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019			Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2019			Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019		
(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Tel que divulgué en 2019	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2019	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2019	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2019	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué
Résultats consolidés												
Ventes	1 230	(279)	951	2 505	(549)	1 956	3 769	(805)	2 964	4 996	(1 048)	3 948
Coût des produits vendus et charges (excluant l'amortissement)	991	(227)	764	2 000	(447)	1 553	2 998	(657)	2 341	3 943	(854)	3 089
Amortissement	67	(11)	56	139	(22)	117	212	(33)	179	289	(47)	242
Frais de vente et d'administration	104	(23)	81	215	(43)	172	320	(64)	256	453	(86)	367
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(10)	—	(10)	(7)	—	(7)	(29)	—	(29)	(24)	—	(24)
Baisse de valeur et frais de restructuration	9	—	9	10	—	10	11	—	11	78	(14)	64
Gain de change	—	—	—	(1)	—	(1)	(1)	—	(1)	(2)	—	(2)
Gain sur instruments financiers dérivés	(3)	—	(3)	(5)	—	(5)	(4)	—	(4)	(2)	(2)	(4)
	1 158	(261)	897	2 351	(512)	1 839	3 507	(754)	2 753	4 735	(1 003)	3 732
Bénéfice d'exploitation	72	(18)	54	154	(37)	117	262	(51)	211	261	(45)	216
Frais de financement	25	(1)	24	50	(3)	47	74	(4)	70	101	(5)	96
Charge d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	14	—	14	24	—	24	48	(1)	47	42	(1)	41
Perte sur le rachat de dette à long terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	14
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(6)	—	(6)	(7)	—	(7)	(7)	—	(7)	(6)	—	(6)
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	(2)	—	(2)	(4)	—	(4)	(6)	—	(6)	(9)	—	(9)
Bénéfice avant impôts sur les résultats	41	(17)	24	91	(34)	57	153	(46)	107	119	(39)	80
Charge d'impôts sur les résultats	8	(5)	3	18	(9)	9	30	(11)	19	19	(14)	5
Bénéfice net pour la période des activités poursuivies incluant la part des actionnaires sans contrôle	33	(12)	21	73	(25)	48	123	(35)	88	100	(25)	75
Résultats générés par les activités abandonnées	—	12	12	—	25	25	—	35	35	—	25	25
Bénéfice net pour la période incluant la part des actionnaires sans contrôle	33	—	33	73	—	73	123	—	123	100	—	100
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	9	—	9	18	—	18	25	—	25	28	—	28
Bénéfice net pour la période attribuable aux actionnaires	24	—	24	55	—	55	98	—	98	72	—	72

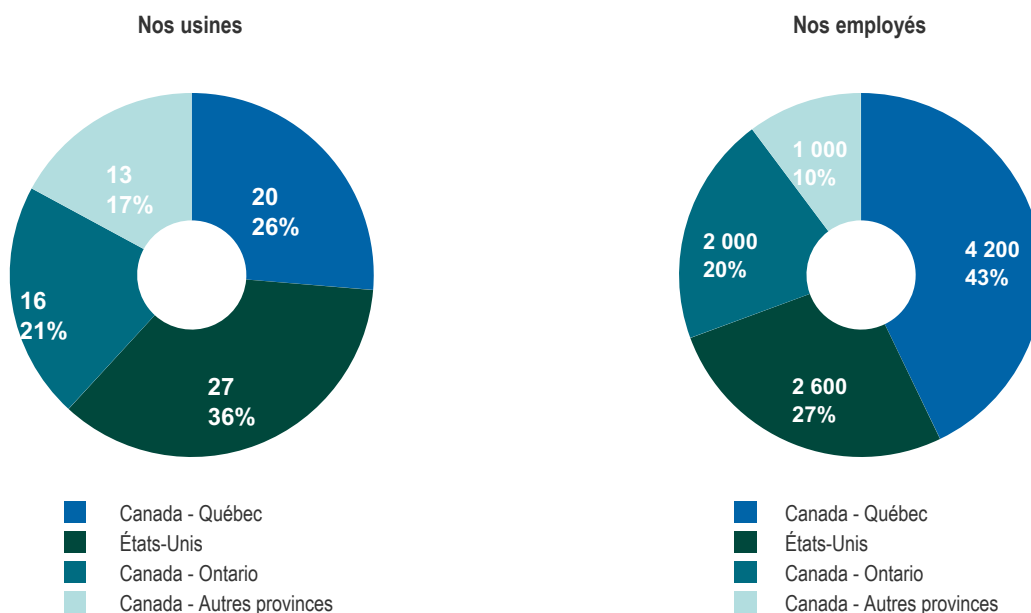
	Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019			Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2019			Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2019			Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019		
(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Tel que divulgué en 2019	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2019	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2019	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué	Tel que divulgué en 2019	Activités abandonnées - Carton plat Europe	Tel que divulgué
Flux de trésorerie consolidés												
Flux de trésorerie générés (utilisés) par :												
Activités d'exploitation	52	(37)	15	140	(47)	93	297	(49)	248	460	(101)	359
Activités d'investissement	(66)	17	(49)	(132)	24	(108)	(471)	31	(440)	(540)	49	(491)
Activités de financement	12	6	18	(29)	21	(8)	195	26	221	121	36	157
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	—	12	12	—	—	—	—	(12)	(12)	—	12	12
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période	(2)	(2)	(4)	(21)	(2)	(23)	21	(4)	17	41	(4)	37
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(4)	2	(2)	(4)	2	(2)	(6)	4	(2)	(9)	4	(5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	123	—	123	123	—	123	123	—	123	123	—	123
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	117	—	117	98	—	98	138	—	138	155	—	155

NOTRE ENTREPRISE

Fondée en 1964 à Kingsey Falls, au Québec, Cascades inc. est une entreprise spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation de produits d'emballage et de papiers tissu composés principalement de fibres recyclées. La Société a été mise sur pied par les frères Lemaire, qui étaient déjà convaincus qu'une entreprise suivant les principes du développement durable, de la réutilisation, de la récupération et du recyclage pourrait réussir et être profitable. Après plus de 55 ans d'activité, Cascades est devenue une multinationale de près de 80 unités d'exploitation¹ et compte approximativement 10 000 employés¹ répartis entre le Canada et les États-Unis. La Société exerce ses activités dans les trois secteurs suivants :

(Secteurs) (non audités)	Nombre d'usines ¹	Ventes ² 2021 (en M\$)	Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement 2021 (BEAA) ² (en M\$)	BEAA ajusté 2021 ^{2,3} (en M\$)	Marge BEAA ajusté 2021 ^{2,3} (%)
PRODUITS D'EMBALLAGE					
Carton-caisse	25	2 009	350	372	18,5%
Produits spécialisés	18	548	74	74	13,5%
PAPIERS TISSU	15	1 272	(38)	27	2,1%

La répartition par secteur géographique de nos usines⁴ et de nos employés à travers l'Amérique du Nord est comme suit :



¹ Incluant les coentreprises significatives. La Société compte également 18 unités de récupération et de recyclage, qui sont incluses au sein des activités corporatives.

² Excluant les entreprises associées et coentreprises non consolidées aux résultats. Veuillez vous référer à la Note 8 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails sur les entreprises associées et les coentreprises.

³ Certaines informations représentent des mesures non conformes aux IFRS d'autres mesures financières ou des ratios non conformes aux IFRS qui ne sont pas normalisés selon les IFRS et pourraient donc ne pas être comparables à des mesures financières similaires divulguées par d'autres sociétés. Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

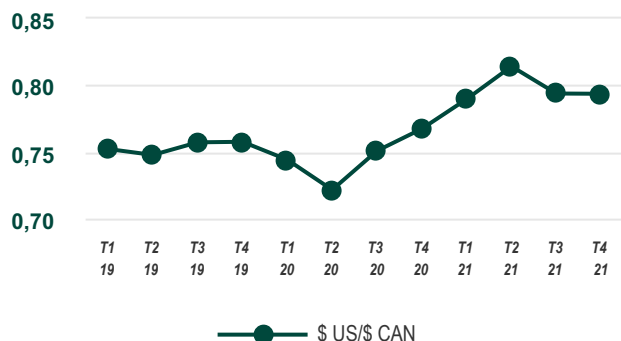
⁴ Excluant les bureaux de vente, les unités de transport et de distribution ainsi que les unités de services corporatifs et les sièges sociaux. Incluant nos principales entreprises associées et coentreprises.

FACTEURS CLÉS

Les résultats de Cascades peuvent être influencés par la variation des éléments suivants :

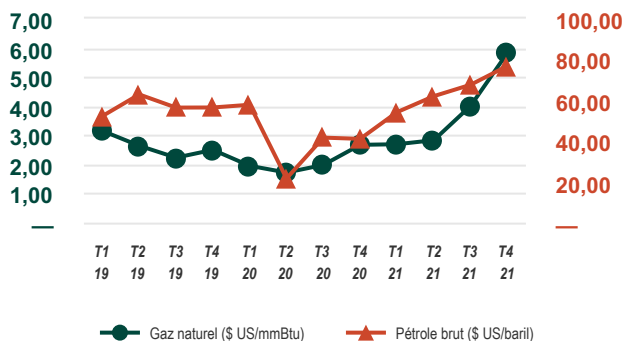
TAUX DE CHANGE

Sur une base annuelle, la valeur moyenne de la devise canadienne a augmenté de 7 % par rapport à la devise américaine en 2021.



COÛTS DE L'ÉNERGIE

Le prix moyen du gaz naturel a augmenté de 85 % en 2021 par rapport à l'année dernière. En ce qui concerne le pétrole, le prix moyen a été en hausse de 61 % en 2021 par rapport à 2020.



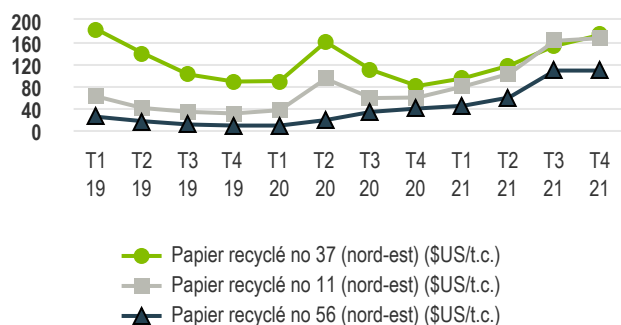
(non audités)	2019				2020				2021			
	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	
\$ US/\$ CAN - moyenne	0,75 \$	0,74 \$	0,72 \$	0,75 \$	0,77 \$	0,75 \$	0,79 \$	0,81 \$	0,79 \$	0,79 \$	0,80 \$	
\$ US/\$ CAN - taux de clôture	0,77 \$	0,71 \$	0,74 \$	0,75 \$	0,79 \$	0,79 \$	0,80 \$	0,81 \$	0,79 \$	0,79 \$	0,79 \$	
Gaz naturel Henry Hub - \$ US/mmBtu	2,63 \$	1,95 \$	1,72 \$	1,98 \$	2,67 \$	2,08 \$	2,69 \$	2,83 \$	4,01 \$	5,83 \$	3,84 \$	
Pétrole brut (\$ US/baril)	56,98 \$	57,78 \$	21,65 \$	41,67 \$	41,07 \$	40,54 \$	54,16 \$	62,01 \$	67,60 \$	76,84 \$	65,15 \$	

Source : Bloomberg

MATIÈRES PREMIÈRES

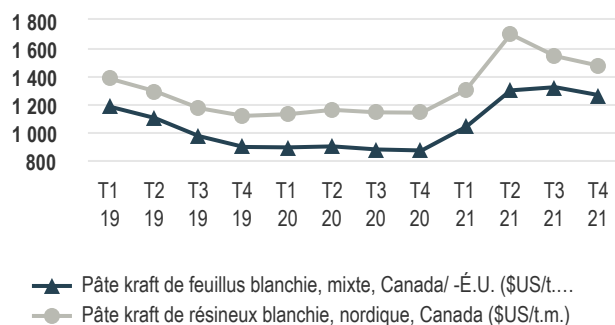
Prix de référence - coût de la fibre en Amérique du Nord¹

Le prix d'indice annuel des papiers recyclés bruns n° 11 (vieux cartons ondulés) et des papiers recyclés blancs n° 56 (papiers résidentiels triés) a augmenté de 108 % et de 233 %, respectivement, en 2021 par rapport à 2020. Le prix d'indice annuel des papiers recyclés blancs n° 37 (papiers de bureau triés) a augmenté de 23 % en 2021 par rapport à 2020. Les variations des coûts de la fibre reflètent les changements dans les niveaux de l'offre et de la demande de fibre tout au long de l'année en raison de la pandémie de la COVID-19.



Prix de référence - pâte commerciale en Amérique du Nord¹

Les prix de référence de la pâte kraft de résineux blanchie et de la pâte kraft de feuillus blanchie ont augmenté de 30 % et de 39 %, respectivement, en 2021 par rapport à 2020 en raison de la dynamique de l'offre et de la demande mondiale.



¹ Source : RISI, excluant les papiers recyclés non triés

PRIX DE MARCHÉ HISTORIQUES DES PRINCIPAUX PRODUITS ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

	2019	2020					2021					2021 vs. 2020	
Les indices servent uniquement à indiquer une tendance. Ils peuvent différer de nos prix de vente ou d'achat réels. (non audités)	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	Var.	%
Prix de vente (moyenne)													
PRODUITS D'EMBALLAGE													
Carton-caisse (\$ US/tonne courte)													
Papier doublure kraft non blanchi, 42 lb, est des É.-U. (marché libre)	734	715	715	715	748	723	772	825	858	875	833	110	15 %
Papier médium semi-chimique, 26 lb, est des É.-U. (marché libre)	638	615	615	615	648	623	675	735	775	795	745	122	20 %
Produits spécialisés (\$ US/tonne courte)													
Carton plat recyclé non couché - copeaux flexibles, 20 pt (Série B)	730	710	700	700	720	708	740	793	867	980	845	137	19 %
PAPIERS TISSU (\$ US/tonne courte)													
Bobines mères, fibres recyclées (officiel)	1 142	1 111	1 138	1 123	1 110	1 120	1 115	1 159	1 170	1 178	1 156	36	3 %
Bobines mères, fibres vierges (officiel)	1 429	1 416	1 450	1 427	1 418	1 428	1 453	1 550	1 544	1 511	1 515	87	6 %
Prix des matières premières (moyenne)													
PAPIER RECYCLÉ													
Amérique du Nord (\$ US/tonne courte)													
Papiers résidentiels triés, n° 56 (SRP - moyenne du Nord-Est)	15	8	18	33	39	24	44	59	108	108	80	56	233 %
Boîtes de cartonnage ondulé, n° 11 (OCC - moyenne du Nord-Est)	41	36	93	58	59	61	79	102	162	167	127	66	108 %
Papiers de bureau triés, n° 37 (SOP - moyenne du Nord-Est)	128	89	160	109	80	109	94	117	153	173	134	25	23 %
PÂTE VIERGE (\$ US/tonne métrique)													
Pâte kraft de résineux blanchie, nordique, Canada	1 239	1 127	1 158	1 140	1 138	1 141	1 302	1 598	1 542	1 472	1 478	337	30 %
Pâte kraft de feuillus blanchie, mixte, Canada/ É.-U.	1 036	890	897	875	868	883	1 037	1 297	1 320	1 262	1 229	346	39 %

Sources : RISI et Cascades.

TABLEAU DE SENSIBILITÉ¹

Le tableau de sensibilité présente une estimation quantitative de l'incidence sur le BEAA annuel de Cascades des variations possibles des prix de vente de ses principaux produits, des coûts de certaines matières premières et de l'énergie, ainsi que des taux de change, en supposant que, pour chaque variation, toutes les autres variables demeurent constantes. Cette sensibilité est fondée sur les expéditions externes de fabrication et de transformation ainsi que sur les chiffres de consommation de Cascades en 2021. Cependant, il est important de noter que ce tableau ne tient pas compte des instruments de couverture des risques utilisés par la Société. En fait, les politiques de gestion et les portefeuilles de couverture de Cascades (voir la section « Facteurs de risque ») doivent également être pris en considération pour une analyse complète de la sensibilité aux facteurs illustrés.

En ce qui concerne le taux de change \$ CAN/\$ US, nous ne considérons pas la sensibilité indirecte de Cascades. Cette sensibilité est liée au fait que certains des prix de vente et des coûts des matières premières de Cascades au Canada se fondent sur des prix et des coûts de référence en dollars américains qui sont convertis en dollars canadiens. Autrement dit, la fluctuation du taux de change peut avoir une influence directe sur les ventes et les achats des usines canadiennes au Canada. Cependant, puisque celle-ci est difficilement mesurable de manière précise, nous ne l'incluons pas dans le tableau qui suit. Celle-ci exclut également l'incidence de la fluctuation des taux de change sur les éléments de fonds de roulement et la trésorerie en mains des unités canadiennes de la Société en devises autres que le dollar canadien. La fluctuation des taux de change a également une incidence sur la conversion en dollars canadiens des résultats des unités étrangères.

	EXPÉDITIONS/ CONSOMMATION ('000 DE TONNES COURTES ET '000 MMBTU POUR LE GAZ NATUREL)	AUGMENTATION	IMPACT BEAA (EN MILLIONS DE \$ CAN)
PRIX DE VENTE (FABRICATION ET TRANSFORMATION)²			
Produits d'emballage			
Papier doublure kraft non blanchi, 42 lb, Est des É.-U.	400	25 \$ US/t.c.	13
Papier médium semi-chimique, 26 lb, Est des É.-U.	330	25 \$ US/t.c.	10
Carton plat recyclé non-couché - copeaux flexibles, 20 pt Est des É.-U.	140	25 \$ US/t.c.	4
Produits transformés (à base de carton seulement)	840	25 \$ US/t.c.	26
	1 710		53
Papiers tissu	550	25 \$ US/t.c.	17
	2 260		70
COÛTS DES INTRANTS²			
Produits d'emballage			
Grades bruns (OCC et autres)	1 500	15 \$ US/t.c.	(28)
Grades à base de pâte mécanique (SRP et autres)	110	15 \$ US/t.c.	(2)
	1 610		(30)
Papiers tissu			
Pâte commercial	180	30 \$ US/t.c.	(7)
Grades bruns (OCC et autres)	160	15 \$ US/t.c.	(3)
Grades blancs (SOP et autres)	330	15 \$ US/t.c.	(6)
	670		(16)
GAS NATUREL			
Produits d'emballage	4 000	1,00 \$ US/mmBtu	(5)
Papiers tissu	4 200	1,00 \$ US/mmBtu	(5)
	8 200		(10)
TAUX DE CHANGE³			
Conversion des filiales américaines		Variation de 0,01 \$ CAN/\$ US	1

¹ Sensibilité calculée à partir des volumes utilisés ou des consommations de 2021, et utilisant le taux de change de clôture de 1,25 \$ CAN/\$ US.. Sont exclus les programmes de couverture et l'incidence de dépenses connexes comme les escomptes, les commissions sur les ventes et le partage aux profits.

² Fondés sur les expéditions externes de fabrication et de transformation de 2021, de même que sur la consommation de fibres et de pâtes. Sont inclus les achats effectués à l'interne via nos activités de récupération et recyclage. Ajustés au besoin pour tenir compte des acquisitions, dispositions et fermetures.

³ Par exemple, de 1,25 \$ CAN/\$ US à 1,26 \$ CAN/\$ US.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES

La Société compose avec certains éléments spécifiques qui ont une incidence positive ou négative sur ses résultats d'exploitation. Nous croyons qu'il est pertinent d'informer les lecteurs de leur existence, car ils permettent de mieux mesurer la performance et de comparer les résultats d'exploitation et la liquidité de la Société de façon analogue entre les périodes, nonobstant ces éléments spécifiques. La Direction croit que ces éléments spécifiques ne sont pas nécessairement le reflet de ses opérations régulières quant à la mesure et à la comparaison de sa performance et de ses perspectives. Notre définition des éléments spécifiques peut différer de celle d'autres sociétés et certains d'entre eux peuvent survenir de nouveau dans le futur et pourraient réduire nos liquidités disponibles.

Les éléments spécifiques incluent, notamment et de façon non exhaustive, les baisses (reprises) de valeur d'actifs, les frais ou gains de restructuration, les pertes sur le refinancement et le rachat de la dette à long terme, les renversements ou provisions d'actifs d'impôts futurs, les primes payées sur le rachat de dette à long terme, les gains ou pertes sur cession ou acquisition d'unités d'exploitation, les gains ou pertes sur la part des résultats des entreprises associées et des coentreprises, les gains ou pertes non réalisés sur des instruments financiers pour lesquels la comptabilité de couverture ne peut s'appliquer, les gains ou pertes non réalisés sur des swaps de taux d'intérêt et la réévaluation à la juste valeur d'option, les gains ou pertes de change sur la dette à long terme et les instruments financiers, les gains et pertes sur réévaluation à la juste valeur de placements, les éléments spécifiques inclus dans les activités abandonnées et tout autre élément significatif de nature inhabituelle, non monétaire ou non récurrente.

RAPPROCHEMENT ET UTILISATION DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Afin de fournir plus de renseignements en vue d'évaluer la performance de la Société, l'information financière incluse dans cette section renferme des données qui ne sont pas des mesures de performance définies par les normes IFRS (« mesures non conformes aux IFRS »), qui sont également calculées sur une base ajustée afin d'exclure les éléments spécifiques. Nous croyons que le fait de fournir certaines mesures clés de performance et de gestion du capital ainsi que des mesures non conformes aux IFRS est utile aussi bien pour la Direction que pour les investisseurs, car elles fournissent des renseignements additionnels permettant de mesurer la performance et la situation financière de la Société. Cela ajoute également de la transparence et de la clarté à l'information financière. Les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières suivantes sont utilisées dans nos divulgations financières :

Mesures non conformes aux IFRS

- BEAA ajusté : utilisé pour mesurer la performance opérationnelle et la contribution de chaque secteur sur une base comparable.
- Bénéfice d'exploitation ajusté : utilisé pour mesurer la performance opérationnelle de chaque secteur sur une base comparable.
- Bénéfice net ajusté : utilisé pour mesurer la performance financière de la Société sur une base consolidée et comparable.
- Flux de trésorerie ajustés disponibles : utilisés pour mesurer la capacité de générer des flux de trésorerie suffisants de la Société afin de respecter les engagements financiers et/ou d'engager des dépenses discrétionnaires, comme des rachats d'actions, une hausse des dividendes ou des investissements stratégiques.
- Fonds de roulement : utilisé pour évaluer les liquidités disponibles à court terme de la Société.

Autres mesures financières

- Dette totale : utilisée pour calculer toute la dette de la Société, y compris la dette à long terme et les emprunts bancaires. Souvent mis en relation avec les capitaux propres pour calculer le ratio d'endettement.
- Dette nette : utilisée pour calculer la dette totale de la Société moins la trésorerie et équivalents de trésorerie. Souvent mis en relation avec le BEAA ajusté pour calculer le ratio de la dette nette sur le BEAA ajusté.

Ratios non conformes aux IFRS

- Ratio de la dette nette sur le BEAA ajusté : utilisé pour mesurer la performance de la Société à rembourser ses dettes et évaluer le levier financier.
- Ratio pro forma de la dette nette sur le BEAA ajusté : utilisé pour mesurer la performance de la Société sur le crédit et évaluer le levier financier sur une base comparative incluant les acquisitions d'entreprises significatives et excluant les dispositions d'entreprises significatives, le cas échéant.
- Marge BEAA ajusté : utilisé pour mesurer la performance opérationnelle et la contribution de chaque secteur sur une base comparable.
- Bénéfice net ajusté par action ordinaire : utilisé pour mesurer la performance financière de la Société sur une base consolidée et comparable.
- Dette nette / Dette nette + Capitaux propres : utilisé pour évaluer le levier financier de la Société et donc le risque pour les actionnaires.
- Fonds de roulement en pourcentage des ventes : utilisés pour évaluer la performance de la Société dans sa gestion des liquidités d'exploitation.
- Flux de trésorerie ajustés disponibles par action ordinaire : utilisé pour évaluer la flexibilité financière de la Société.

Les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières proviennent essentiellement des états financiers consolidés, mais n'ont pas de définition prescrite par les IFRS. Ces mesures comportent des limites sur une base analytique et ne doivent pas être considérées de façon isolée ou comme un substitut à une analyse de nos résultats divulgués conformément aux normes IFRS. De plus, nos définitions des mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières peuvent différer de celles d'autres sociétés. Toute modification ou reformulation peut avoir une incidence significative.

Le rapprochement du bénéfice (perte) d'exploitation au BEAA, au BEAA ajusté et au bénéfice (perte) d'exploitation ajusté est présenté par secteur dans les tableaux ci-dessous :

	2021 ¹				
(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Carton-caisse	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	230	59	(108)	(131)	50
Amortissement	120	15	70	47	252
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	350	74	(38)	(84)	302
Éléments spécifiques :					
Gain sur acquisitions, cessions et autres	—	—	(40)	—	(40)
Baisse de valeur	1	—	88	—	89
Frais de restructuration	4	—	17	—	21
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	17	—	—	—	17
	22	—	65	—	87
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté	372	74	27	(84)	389
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté	252	59	(43)	(131)	137

	2020 ¹				
(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Carton-caisse	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	321	42	72	(143)	292
Amortissement	115	16	73	47	251
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	436	58	145	(96)	543
Éléments spécifiques :					
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	(45)	2	—	—	(43)
Baisse de valeur	6	—	23	1	30
Frais de restructuration	4	—	7	2	13
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	2	—	—	1	3
	(33)	2	30	4	3
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté	403	60	175	(92)	546
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté	288	44	102	(139)	295

¹ Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net, selon les IFRS, avec le bénéfice d'exploitation, le bénéfice d'exploitation ajusté ainsi que le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté :

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	2021 ¹	2020 ¹
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires	162	198
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	25	36
Résultats générés par les activités abandonnées	(234)	(51)
Charge d'impôts sur les résultats	9	26
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	—	3
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	(18)	(14)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(3)	(6)
Frais de financement et charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs et perte sur le rachat de dette à long terme	109	100
Bénéfice d'exploitation	50	292
Éléments spécifiques :		
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(40)	(43)
Baisse de valeur	89	30
Frais de restructuration	21	13
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	17	3
	87	3
Bénéfice d'exploitation ajusté	137	295
Amortissement	252	251
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	389	546

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net ainsi que le bénéfice net par action ordinaire, selon les IFRS, et le bénéfice net ajusté ainsi que le bénéfice net ajusté par action ordinaire :

	BÉNÉFICE NET		BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ²	
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et le nombre d'actions ordinaires) (non audités)	2021	2020	2021	2020
Selon les IFRS	162	198	1,60 \$	2,04 \$
Éléments spécifiques :				
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(40)	(43)	(0,32) \$	(0,38) \$
Baisse de valeur	89	30	0,75 \$	0,24 \$
Frais de restructuration	21	13	0,15 \$	0,10 \$
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	17	3	0,11 \$	0,03 \$
Perte sur le rachat de dette à long terme	20	6	0,13 \$	0,05 \$
Perte (gain) non réalisé sur swaps de taux d'intérêt et juste valeur d'option	1	(11)	—	(0,12) \$
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	(3)	(6)	(0,02) \$	(0,05) \$
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	—	3	—	0,02 \$
Inclus dans les activités abandonnées, déduction faite des impôts afférents	(224)	6	(2,14) \$	0,04 \$
Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuables aux actionnaires sans contrôle ²	(16)	(12)	—	(0,02) \$
	(135)	(11)	(1,34) \$	(0,09) \$
Ajusté	27	187	0,26 \$	1,95 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation			101 884 051	95 924 835

¹ Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

² Les éléments spécifiques par action ordinaire sont calculés sur une base après impôt et excluant la portion attribuable aux actionnaires sans contrôle. Les montants par action de la ligne « Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuables aux actionnaires sans contrôle » incluent seulement l'effet des ajustements d'impôt. Bien vouloir vous reporter à la section « Charge d'impôts sur les résultats » pour plus de détails.

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies et le bénéfice d'exploitation ainsi que le bénéfice d'exploitation avant amortissement :

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	2021 ¹	2020 ¹
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies	211	477
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	36	(19)
Amortissement	(252)	(251)
Impôts reçus nets	(2)	(9)
Frais de financement nets payés	96	76
Prime et frais de transactions payés sur le rachat de dette à long terme	24	4
Gain sur acquisitions, cessions et autres	40	43
Frais de restructuration et baisse de valeur	(110)	(43)
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	(17)	(3)
Provisions pour éventualités et charges et autres passifs, nets des dividendes reçus	24	17
Bénéfice d'exploitation	50	292
Amortissement	252	251
Bénéfice d'exploitation avant amortissement	302	543

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies et les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement) ainsi que les flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies. Il rapproche également les flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies aux flux de trésorerie ajustés disponibles, calculés également sur la base par action ordinaire :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire ou lorsque mentionné autrement) (non audités)	2021 ¹	2020 ¹
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies	211	477
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	36	(19)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement)	247	458
Frais de restructuration	25	11
Prime et frais de transactions payés sur le rachat de dette à long terme	24	4
Éléments spécifiques payés	49	15
Flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies	296	473
Dépenses en capital	(286)	(219)
Variation d'actifs incorporels et d'autres actifs	(15)	(9)
Paievements en vertu des obligations locatives	(47)	(43)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	53	55
	1	257
Dividendes payés aux actionnaires de la Société et aux actionnaires sans contrôle	(55)	(45)
Flux de trésorerie ajustés disponibles générés (utilisés)	(54)	212
Flux de trésorerie ajustés disponibles générés (utilisés) par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,53) \$	2,21 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	101 884 051	95 924 835

¹ Les résultats consolidés et les flux de trésorerie consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

Le tableau suivant rapproche le fonds de roulement tel que divulgué :

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Comptes débiteurs	510	659	610
Stocks	494	569	598
Comptes créditeurs et charges à payer	(707)	(861)	(792)
Fonds de roulement	297	367	416

Le tableau suivant rapproche la dette totale et la dette nette au ratio de dette nette sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté (BEAA ajusté) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios) (non audités)	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Dette à long terme	1 450	1 949	2 022
Partie à court terme de la dette à long terme	74	102	85
Emprunts et avances bancaires	1	12	11
Dette totale	1 525	2 063	2 118
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	174	384	155
Dette nette telle que divulguée	1 351	1 679	1 963
BEAA ajusté tel que divulgué selon les douze derniers mois (avant les activités abandonnées pour les exercices terminés les 31 décembre 2020 et 2019)	389	675	604
Ratio dette nette / BEAA ajusté	3,5 x	2,5 x	3,3 x

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES INCLUS DANS LE BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT ET DANS LE BÉNÉFICE NET

La Société a enregistré les éléments spécifiques suivants en 2021 et de 2020 :

GAIN SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES 2021

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 40 M\$ sur la vente de bâtiments liés aux usines fermées aux États-Unis et au Canada.

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 40 M\$ provenant de la vente d'un bâtiment et du terrain de son usine d'emballage carton-caisse située à Etobicoke, en Ontario, au Canada.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également comptabilisé un gain de 5 M\$ provenant de la libération d'un montant mis en fidéicomis relatif à la vente en 2018 d'un bâtiment de son usine de Maspeth, dans l'État de New York, aux États-Unis.

Le secteur des produits spécialisés a comptabilisé des provisions environnementales de 5 M\$ liées à des usines au Canada qui ont été fermées ces dernières années.

Le secteur a également enregistré un gain de 3 M\$ lié à la vente d'un placement en actions d'une entreprise associée non stratégique.

Le secteur des papiers tissés a généré un gain de 2 M\$ sur la vente d'actifs et une provision environnementale de 2 M\$ liés aux usines fermées aux États-Unis.

BAISSE DE VALEUR

2021

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ sur un équipement devenu inactif à la suite de l'introduction d'une nouvelle technologie. La valeur recouvrable était inférieure à la valeur comptable qui était basée sur sa juste valeur diminuée du coût de sortie estimé déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché.

Le secteur des papiers tissu a comptabilisé une baisse de valeur s'élevant à 1 M\$ sur les pièces de rechange découlant de la fermeture des usines de Pittston et de Ransom, situées en Pennsylvanie, aux États-Unis, de Waterford, située dans l'État de New York, aux États-Unis ainsi que de Laval, située au Québec, au Canada.

La pandémie de COVID-19 a entraîné des volumes inférieurs à la normale dans le secteur des papiers tissu. Plus précisément, les impacts sur les volumes dans le marché hors foyer ont commencé depuis le deuxième trimestre de 2020, tandis que la baisse des volumes dans le marché des produits de consommation a commencé à partir du deuxième trimestre de 2021 en raison d'une demande plus forte que d'habitude l'année précédente. La dynamique actuelle du marché a amené la Société à comptabiliser une baisse de valeur s'élevant à 71 M\$ sur l'écart d'acquisition et sur les autres actifs incorporels du secteur afin de refléter le fait que la valeur recouvrable du secteur était inférieure à sa valeur comptable. Le secteur des papiers tissu a également comptabilisé une baisse de valeur de 16 M\$ sur les immobilisations corporelles de l'une de ses UGT aux États-Unis en raison de conditions de marché difficile et d'une sous-performance des actifs. La valeur recouvrable des actifs a été déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché, sur les multiples du BEAA ou sur l'approche basée sur les bénéfices.

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé une baisse de valeur s'élevant à 6 M\$ sur certains équipements dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur des papiers tissu a comptabilisé une baisse de valeur de 13 M\$ sur les actifs de certaines usines, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable à la suite d'une baisse de la demande dans le sous-secteur des produits hors foyer qui souffre des répercussions de la pandémie de COVID-19.

Le secteur des papiers tissu a également comptabilisé une baisse de valeur s'élevant à 10 M\$ sur certains actifs dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Les activités corporatives ont enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ liée à des actifs d'énergie renouvelable.

FRAIS DE RESTRUCTURATION

2021

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des indemnités de départ totalisant 3 M\$ dans le cadre du programme d'initiative d'accroissement des marges.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré des frais de fermeture totalisant 1 M\$ découlant de la fermeture des usines en Ontario, au Canada.

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais de restructuration additionnels et des frais de fermeture totalisant 17 M\$ découlant de la fermeture d'usines.

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé des frais de restructuration s'élevant à 3 M\$ dans le cadre d'un programme d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ à la suite de l'annonce de la fermeture de son usine de conversion d'Etobicoke, en Ontario, au Canada, qui a été définitivement fermée à la mi-septembre 2021.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré un gain de 2 M\$ lié au renversement d'une provision reliée à une usine vendue les années précédentes.

Le secteur des papiers tissés a comptabilisé des frais de restructuration s'élevant à 4 M\$ dans le cadre d'un programme d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité. Le secteur a également enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ découlant de l'annonce de la fermeture des usines de Ransom et de Pittston, situées en Pennsylvanie et de Waterford, située à New York, aux États-Unis.

Les activités corporatives ont enregistré des frais de restructuration totalisant 2 M\$ dans le cadre d'un plan d'amélioration de la rentabilité.

PERTE SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En 2021, la Société a enregistré une perte non réalisée de 17 M\$, comparativement à une perte non réalisée de 3 M\$ en 2020, sur des instruments financiers qui ne sont pas désignés aux fins de la comptabilité de couverture.

PERTE SUR LE RACHAT DE LA DETTE À LONG TERME

En 2021, la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$) et a radié des frais de financement non amortis de 4 M\$ et a radié la prime d'émission non amortie de 8 M\$ relativement à ces billets. La Société a également encouru des frais de transactions de 2 M\$.

En 2020, la Société a racheté 200 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis et a versé une prime de rachat par anticipation de 4 M\$ et a radié des frais de financement non amortis de 2 M\$ relatifs à ces billets.

RÉÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR

En 2021, la Société a enregistré sur la ligne « Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs » une perte non réalisée de 1 M\$, comparativement à une perte non réalisée de 2 M\$ en 2020, relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

En 2020, la Société a également enregistré sur la ligne « Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs » un gain non réalisé de 13 M\$ sur la réévaluation à la juste valeur d'une option unique octroyée à White Birch pour acquérir un intérêt pouvant atteindre jusqu'à 10 % dans le projet d'usine de fabrication de carton-caisse de Bear Island.

GAIN DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME ET SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

En 2021, la Société a enregistré un gain de 3 M\$ sur sa dette libellée en dollars américains et sur les instruments financiers connexes, comparativement à un gain de 6 M\$ en 2020. Ce montant inclut un gain de 3 M\$ en 2021, comparativement à un gain de 3 M\$ en 2020, sur des contrats de change non désignés aux fins de la comptabilité de couverture. Cela inclut également un résultat nul en 2021, comparativement à un gain de 3 M\$ en 2020, sur notre dette à long terme en dollars américains, déduction faite des activités de couverture des investissements nets aux États-Unis et des contrats de change désignés comme instruments de couverture, le cas échéant.

PERTE SUR RÉÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR DE PLACEMENTS

En 2020, la Société a comptabilisé une perte de réévaluation de la juste valeur sur les placements de 3 M\$ provenant d'une coentreprise.

CHARGE D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

En 2020, la Société a réévalué la possibilité de recouvrer des pertes en capital non réalisées à la suite du rachat de dettes libellées en dollars américains et, par conséquent, 3 M\$ d'actifs d'impôts ont été comptabilisés, dont 2 M\$ aux résultats.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

2021

Le secteur carton plat Europe a enregistré une perte de 2 M\$ provenant de la vente de ses actions de sa filiale française, qui produit du carton plat à partir de fibres vierges. Le secteur carton plat Europe a également enregistré un gain de 18 M\$ provenant d'acquisition d'entreprise. Le secteur a également enregistré un gain non réalisé de 6 M\$ sur les instruments financiers (avant impôts sur les résultats de 2 M\$).

Les activités corporatives ont enregistré un gain de 228 M\$ (avant impôts sur les résultats de 24 M\$) sur la vente de sa participation majoritaire de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (RDM).

2020

Le secteur carton plat Europe a enregistré une baisse de valeur de 9 M\$ (avant impôts sur les résultats de 1 M\$) sur certains actifs, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable des actifs a été basée sur leur prix de vente estimé. Le secteur a également enregistré un gain non réalisé de 2 M\$ sur les instruments financiers

Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détail.

ANALYSE DE LA DIRECTION

REVUE FINANCIÈRE - 2021

En 2021, la Société a enregistré un bénéfice net de 162 M\$, ou de 1,60 \$ par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 198 M\$, ou 2,04 \$ par action ordinaire, en 2020. Sur une base ajustée², la Société a généré un bénéfice net de 27 M\$ en 2021, ou 0,26 \$ par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 187 M\$, ou 1,95 \$ par action ordinaire, en 2020.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021¹, les ventes consolidées se sont élevées à 3 956 M\$, soit une baisse de 149 M\$, ou de 4 %, comparativement à 4 105 M\$ en 2020¹. Cela reflète en grande partie la baisse des ventes de 21 % dans les marchés des produits de consommation et de celui du hors foyer dans le secteur des papiers tissu, compensant la hausse des ventes dans nos secteurs des produits d'emballage.

La Société a enregistré un bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) de 302 M\$ en 2021¹, comparativement à 543 M\$ en 2020¹. Sur une base ajustée², le bénéfice d'exploitation avant amortissement s'est établi à 389 M\$ en 2021¹, comparativement à 546 M\$ en 2020¹. Cela reflète en grande partie une augmentation des prix des matières premières et du transport pour tous les secteurs ainsi que la baisse des volumes dans le secteur des papiers tissu, tandis que les secteurs des produits d'emballage ont bénéficié de prix de vente plus élevés.

En réponse aux effets de la pandémie de COVID-19, la Société continue de revoir les hypothèses relatives aux plans d'exploitation, met à jour régulièrement les prévisions financières et de trésorerie et surveille le risque de crédit ainsi que l'évolution du marché. La Société continue de surveiller de près les conséquences de la situation liée à la COVID-19 : la durée, la propagation ou l'intensité de la pandémie à mesure qu'elle continue d'évoluer, ainsi que la chaîne d'approvisionnement, les prix du marché et la demande des clients. La pandémie de COVID-19 a entraîné des volumes inférieurs à la normale dans le secteur des papiers tissu. Plus précisément, les impacts sur les volumes dans le marché hors foyer ont commencé depuis le deuxième trimestre de 2020, tandis que la baisse des volumes dans le marché des produits de consommation a commencé à partir du deuxième trimestre de 2021 en raison d'une demande plus forte que d'habitude l'année précédente. La Société a comptabilisé une baisse de valeur, dans le secteur des papiers tissu, sur les immobilisations corporelles, les écarts d'acquisition et sur les autres actifs incorporels (voir les notes 9, 10 et 26 des états financiers consolidés audités de 2021). Ces facteurs peuvent avoir une incidence supplémentaire sur le plan d'exploitation de la Société, ses flux de trésorerie, sa capacité de lever des fonds et l'évaluation de ses actifs à long terme.

REVUE FINANCIÈRE - 2020

Les ventes annuelles se sont élevées à 4 105 M\$ en 2020¹, soit une hausse de 157 M\$, ou de 4 %, par rapport à 2019¹. Cette performance s'explique par de solides ventes provenant essentiellement d'une demande accrue des produits de consommation du secteur des papiers tissu et des produits d'emballage, principalement attribuable aux répercussions de la pandémie de COVID-19 qui a contribué à une demande plus élevée pour les produits essentiels que nous fabriquons et à des taux de change favorables. Cependant, ces éléments ont été partiellement contrebalancés par la baisse des prix moyens et par l'assortiment des produits vendus des secteurs des produits d'emballage.

La Société a enregistré un bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) de 543 M\$ en 2020¹, comparativement à 458 M\$ en 2019¹. Sur une base ajustée², le bénéfice d'exploitation avant amortissement s'est établi à 546 M\$ pour 2020¹, comparativement à 496 M\$ en 2019¹. Cette performance s'explique en grande partie par l'amélioration d'un exercice à l'autre des résultats du secteur des papiers tissu. Les coûts énergétiques ont été plus bas pour tous les secteurs, tandis que les coûts de la matière première ont été également bénéfiques pour tous les secteurs sauf pour le secteur de l'emballage carton-caisse. Le volume a augmenté pour tous les secteurs, tandis que le prix moyen de vente et d'assortiments de produits vendus d'un exercice à l'autre a été inférieur pour tous les secteurs des produits d'emballage et positif dans le secteur des papiers tissu.

PROGRAMME D'INITIATIVE D'ACCROISSEMENT DES MARGES

Au premier trimestre de 2020, la Société a lancé un important programme d'amélioration de la marge bénéficiaire pour ses activités nord-américaines axé sur l'amélioration de la compétitivité, de l'efficacité et de la productivité, limitant ainsi les effets négatifs liés aux ralentissements économiques ou aux conditions de marché défavorables.

Le programme repose sur cinq piliers stratégiques : la gestion du revenu net, l'efficacité de la production, l'optimisation de la planification des ventes et des opérations, l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et l'efficacité organisationnelle.

L'objectif de ce programme est d'améliorer la marge ajustée du BEAA² de 1 % par an en 2020, 2021 et 2022, ces améliorations étant calculées à partir des niveaux de 2019, notre année de référence.

À la suite de la mise en œuvre de certaines initiatives en 2020 et de nouvelles lancées en 2021, nous avons été en mesure d'améliorer notre compétitivité en réalisant environ 230 M\$ au 31 décembre 2021 de BEAA ajusté², déduction faite des coûts connexes de la mise en œuvre de ces initiatives. Ceci est mesuré par rapport à notre année de référence 2019. Ces avantages compensent certains impacts négatifs liés à l'augmentation des coûts des matières premières et de production, à la variation du taux de change et à la baisse actuelle de la demande de produits en papiers tissu. Dans le cadre de son amélioration continue, la Société établit de nouveaux objectifs et une base de référence pour 2022 et les années à venir.

¹ Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Afin d'atteindre nos objectifs à long terme tout en surveillant notre plan d'action, nous utilisons certains indicateurs de rendement clés, notamment :

	2019 ⁶	2020 ⁶					2021				
(non auditées)	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	T1 ⁶	T2	T3	T4	ANNÉE
OPÉRATIONNELS											
Expéditions totales (en '000 t.c.)¹											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	1 447	374	360	411	399	1 544	391	385	377	368	1 521
Carton plat Europe	1 290	351	326	316	312	1 305	361	318	295	—	974
	2 737	725	686	727	711	2 849	752	703	672	368	2 495
Papiers tissu	629	181	167	145	152	645	123	138	148	145	554
Total avant activités abandonnées	3 366	906	853	872	863	3 494	875	841	820	513	3 049
Activités abandonnées - Carton plat Europe	(1 290)	(351)	(326)	(316)	(312)	(1 305)	(361)	(318)	(295)	—	(974)
Total	2 076	555	527	556	551	2 189	514	523	525	513	2 075
Taux d'intégration²											
Carton-caisse	58 %	57 %	57 %	53 %	55 %	56 %	57 %	57 %	58 %	58 %	58 %
Papiers tissu	76 %	72 %	73 %	76 %	79 %	75 %	79 %	69 %	71 %	76 %	74 %
Taux d'utilisation de la capacité de fabrication³											
Carton-caisse	91 %	98 %	92 %	98 %	97 %	96 %	97 %	96 %	94 %	89 %	94 %
Papiers tissu	88 %	88 %	87 %	73 %	86 %	83 %	80 %	78 %	84 %	85 %	82 %
Total consolidé	90 %	95 %	90 %	90 %	93 %	92 %	92 %	90 %	91 %	88 %	90 %
FINANCIERS											
Fonds de roulement											
En millions de \$ CAN, en fin de période ⁴	416	493	497	467	367	367	376	377	410	297	297
En pourcentage des ventes ⁵	9,8 %	9,6 %	9,4 %	9,2 %	8,8 %	8,8 %	8,4 %	8,4 %	8,5 %	8,6 %	8,6 %

1 Les expéditions n'incluent pas l'élimination des expéditions intersecteurs entre les différents secteurs. Excluant les expéditions du secteur des produits spécialisés en raison de la variété d'unités de mesure que ce secteur utilise.

2 Défini comme : le pourcentage des expéditions de fabrication transférées à nos activités de transformation.

3 Défini comme : expéditions internes et externes de fabrication / capacité pratique. Excluant les activités de fabrication de notre secteur des produits spécialisés.

4 Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

5 En pourcentage des ventes = fonds de roulement moyen trimestriel des douze derniers mois (DDM) / ventes DDM (non ajusté pour le reclassement rétrospectif des activités abandonnées).

6 Ajusté pour les activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » pour plus de détails.

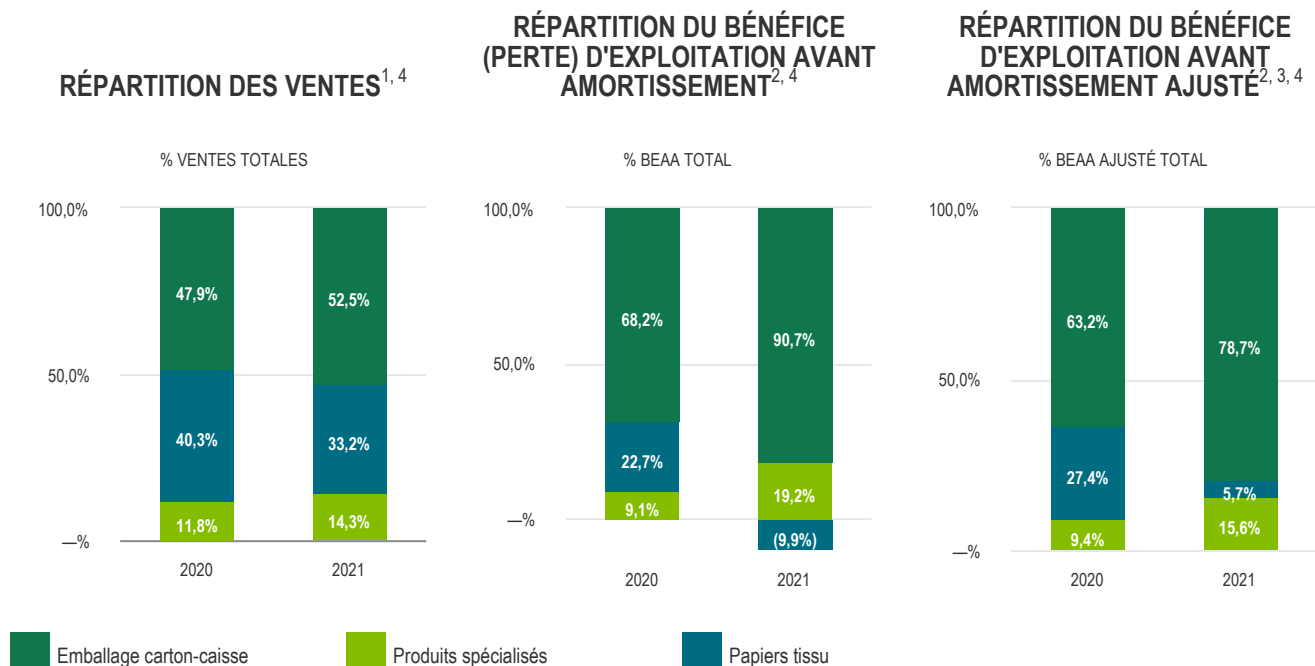
INFORMATION FINANCIÈRE HISTORIQUE

	2019 ²	2020 ²					2021				
(en millions de dollars canadiens, sauf lorsque mentionné autrement) (non audités)	ANNÉE	T1	T2	T3	T4	ANNÉE	T1 ²	T2	T3	T4	ANNÉE
Ventes											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	1 827	458	454	506	500	1 918	503	497	507	502	2 009
Carton plat Europe	1 048	272	265	261	254	1 052	286	253	355	—	894
Produits spécialisés	492	113	120	117	123	473	122	131	144	151	548
Ventes intersecteurs	(14)	(3)	(5)	(4)	(6)	(18)	(7)	(7)	(10)	(8)	(32)
	3 353	840	834	880	871	3 425	904	874	996	645	3 419
Papiers tissu	1 509	446	424	364	381	1 615	292	297	344	339	1 272
Ventes intersecteurs et activités corporatives	134	27	27	31	32	117	32	38	45	44	159
Total avant activités abandonnées	4 996	1 313	1 285	1 275	1 284	5 157	1 228	1 209	1 385	1 028	4 850
Activités abandonnées - Carton plat Europe	(1 048)	(272)	(265)	(261)	(254)	(1 052)	(286)	(253)	(355)	—	(894)
Total	3 948	1 041	1 020	1 014	1 030	4 105	942	956	1 030	1 028	3 956
Bénéfice (perte) d'exploitation											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	328	74	54	71	122	321	65	64	58	43	230
Carton plat Europe	45	20	30	19	5	74	12	(1)	24	—	35
Produits spécialisés	36	8	11	11	12	42	15	14	13	17	59
	409	102	95	101	139	437	92	77	95	60	324
Papiers tissu	6	28	31	3	10	72	—	(22)	29	(115)	(108)
Activités corporatives	(154)	(40)	(32)	(31)	(40)	(143)	(36)	(33)	(27)	(35)	(131)
Total avant activités abandonnées	261	90	94	73	109	366	56	22	97	(90)	85
Activités abandonnées - Carton plat Europe	(45)	(20)	(30)	(19)	(5)	(74)	(12)	1	(24)	—	(35)
Total	216	70	64	54	104	292	44	23	73	(90)	50
BEAA	458	130	127	123	163	543	109	87	136	(30)	302
Marge (BEAA / ventes) (%)²	11,6 %	12,5 %	12,5 %	12,1 %	15,8 %	13,2 %	11,6 %	9,1 %	13,2 %	(2,9) %	7,6 %
BEAA ajusté¹											
Produits d'emballage											
Carton-caisse	441	99	94	100	110	403	108	100	94	70	372
Carton plat Europe	108	30	43	29	27	129	23	11	17	—	51
Produits spécialisés	55	12	17	16	15	60	18	18	17	21	74
	604	141	154	145	152	592	149	129	128	91	497
Papiers tissu	86	45	54	36	40	175	20	1	12	(6)	27
Activités corporatives	(86)	(25)	(22)	(19)	(26)	(92)	(24)	(21)	(16)	(23)	(84)
Total avant activités abandonnées	604	161	186	162	166	675	145	109	124	62	440
Activités abandonnées - Carton plat Europe	(108)	(30)	(43)	(29)	(27)	(129)	(23)	(11)	(17)	—	(51)
Total	496	131	143	133	139	546	122	98	107	62	389
Marge (BEAA ajusté / ventes) (%)^{1,2}	12,6 %	12,6 %	14,0 %	13,1 %	13,5 %	13,3 %	13,0 %	10,3 %	10,4 %	6,0 %	9,8 %
Bénéfice net (perte nette)	72	22	54	49	73	198	22	3	32	105	162
Ajusté ¹	96	39	58	48	42	187	29	8	(1)	(9)	27
Bénéfice net (perte nette) des activités poursuivies par action ordinaire de base (en dollars canadiens) ²	0,61 \$	0,15 \$	0,43 \$	0,43 \$	0,73 \$	1,74 \$	0,17 \$	0,04 \$	0,18 \$	(0,98) \$	(0,59) \$
Bénéfice net (perte nette) des activités abandonnées par action ordinaire de base (en dollars canadiens) ²	0,16 \$	0,09 \$	0,14 \$	0,08 \$	(0,01) \$	0,30 \$	0,05 \$	(0,02) \$	0,14 \$	2,02 \$	2,19 \$
Bénéfice net (perte nette) par action ordinaire (en dollars canadiens)											
De base	0,77 \$	0,24 \$	0,57 \$	0,51 \$	0,72 \$	2,04 \$	0,22 \$	0,02 \$	0,32 \$	1,04 \$	1,60 \$
Dilué	0,75 \$	0,23 \$	0,57 \$	0,50 \$	0,72 \$	2,02 \$	0,22 \$	0,02 \$	0,32 \$	1,03 \$	1,59 \$
De base, ajusté ¹	1,02 \$	0,42 \$	0,61 \$	0,50 \$	0,42 \$	1,95 \$	0,29 \$	0,07 \$	(0,01) \$	(0,09) \$	0,26 \$
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement)²	323	124	125	78	131	458	82	87	58	20	247
Dettes nettes¹	1 963	2 212	2 077	1 982	1 679	1 679	1 654	1 707	1 760	1 351	1 351

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Les résultats consolidés et des flux de trésorerie consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

Les tableaux suivants présentent le détail des ventes^{1, 4}, excluant les éliminations intersecteurs, du bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement^{2, 4} et du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté^{2, 3, 4} par secteur :



DECLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport financier annuel et l'analyse de la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de Cascades inc. - ci-après appelée « Cascades » ou « la Société » - doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société et les notes complémentaires s'y rapportant pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020. Les renseignements qu'ils renferment comprennent les faits importants en date du 23 février 2022, date à laquelle le conseil d'administration de la Société a approuvé l'analyse. Pour de plus amples renseignements, les lecteurs sont priés de consulter la Notice annuelle de la Société, publiée séparément. Des renseignements supplémentaires sur la Société peuvent être consultés sur le site Web de SEDAR à www.sedar.com.

L'information financière présentée ci-après ainsi que les montants figurant dans les tableaux sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire, et ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS), sauf indication contraire. Sauf indication contraire, et à moins que le contexte ne l'exige autrement, les termes « nous », « notre » et « nos » font référence à Cascades inc. de même qu'à toutes ses filiales, coentreprises et entreprises associées.

La présente analyse a pour but de fournir aux lecteurs l'information que la direction estime essentielle à l'interprétation des résultats actuels de Cascades et à l'évaluation des perspectives de la Société. Par conséquent, certaines des déclarations contenues dans cette analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière, y compris celles qui ont trait aux résultats et au rendement pour les périodes futures, constituent, au sens des lois sur les valeurs mobilières, des énoncés prospectifs fondés sur les prévisions actuelles. L'exactitude de ces déclarations dépend d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart notable entre les résultats réels et ceux prévus, ce qui inclut, sans pour autant s'y limiter, la conjoncture économique en général, les baisses de la demande pour les produits de la Société, le coût et la disponibilité des matières premières, les fluctuations de la valeur relative de certaines devises, les variations des prix de vente, ainsi que tout changement défavorable dans la conjoncture générale du marché et de l'industrie. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, Cascades n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements. L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière inclut également des indicateurs et des indices de prix, de même que des analyses de sensibilité et de variance ayant comme objectif de fournir une meilleure compréhension des tendances de notre exploitation. Ces renseignements reposent sur les meilleures estimations dont dispose la Société.

¹ Excluant les ventes intersecteurs et les activités corporatives.

² Excluant les activités corporatives.

³ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

⁴ Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

FAITS SAILLANTS

Dans le cadre de la révision annuelle de sa stratégie d'entreprise, la Société analyse l'ensemble de ses activités ainsi que l'environnement dans lequel elle évolue, fixe des objectifs pour l'année suivante et les années à venir et approuve ses budgets, le tout dans une optique de création de valeur pour ses actionnaires. Le 24 février 2022, la direction et le conseil d'administration divulgueront les faits saillants de cette révision aux actionnaires de la Société.

Les transactions suivantes doivent être prises en considération afin de bien comprendre les analyses globales ou sectorielles des résultats de la Société de 2021 et de 2020.

DÉMARRAGE D'ENTREPRISES, ACQUISITION, CESSIION ET FERMETURE

CARTON PLAT EUROPE

- Le 26 octobre 2021, la Société a conclu la transaction du secteur carton plat Europe et a enregistré, dans les activités abandonnées, un gain de 228 M\$ avant impôts sur les résultats de 24 M\$. La Société a utilisé des attributs fiscaux pour compenser cette charge d'impôts, ce qui a permis de n'avoir aucun impôt à payer relativement à cette transaction. Les activités sont présentées comme activités abandonnées depuis le deuxième trimestre de 2021 avec le retraitement du premier trimestre de 2021 ainsi que les années 2020 et 2019.

PROJET BEAR ISLAND

- Le projet Bear Island, le principal projet de la Société de conversion de l'équipement pour la fabrication de carton-caisse recyclé, progresse comme prévu. L'investissement total initial a été fixé à 380 M\$ US et est maintenant révisé entre 425 M\$ US à 450 M\$ US en raison de la pression inflationniste continue des coûts des matériaux et de la main-d'œuvre. Depuis 2018, nous avons investi 177 M\$ pour acquérir le site et préparer le bâtiment et les équipements pour son démarrage prévu en décembre 2022. Le projet a entraîné des coûts opérationnels de 6 M\$ en 2021 (4 M\$ en 2020).

FAITS ET DÉVELOPPEMENTS MARQUANTS

2021

- Le 9 novembre 2021, la Société a effectué le remboursement partiel de ses billets subordonnés non garantis. La transaction a été conclue le 10 novembre 2021, et la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$). La Société a également encouru des frais de transactions de 2 M\$, a radié des frais de financement non amortis de 4 M\$ et a radié la prime d'émission non amortie de 8 M\$ relativement à ces billets. La Société a également payé des intérêts courus de 5 M\$ US (6 M\$) sur ces billets.
- Le 5 août 2021, la Société a annoncé la hausse de son dividende trimestriel, passant de 0,08 \$ à 0,12 \$ par action ordinaire.
- Le 30 avril 2021, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender son crédit bancaire rotatif de 750 M\$. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité a été repoussée jusqu'au 7 juillet 2025. Les conditions financières existantes sont demeurées inchangées.

2020

- Le 11 décembre 2020, Greenpac a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender ses facilités de crédit. L'entente de crédit amendée procure toujours à Greenpac un crédit rotatif de 50 M\$ US alors que l'emprunt à terme est réduit, grâce au surplus d'encaisse et à l'utilisation du crédit rotatif, à 75 M\$ US, comparativement à 122 M\$ US au moment de la modification. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de l'entente de crédit amendée est repoussée jusqu'en décembre 2023 alors que les conditions financières demeurent essentiellement les mêmes.
- Le 25 novembre 2020, la Société a annoncé la fermeture prochaine de ses activités de transformation de tissus de son usine de Laval, située au Québec, au Canada. Les opérations ont cessé le 30 juin 2021 et le volume a été transféré à d'autres usines.
- Le 8 octobre 2020, la Société a annoncé la fermeture prochaine de ses activités de fabrication et de conversion de papier tissu aux usines de Ransom et de Pittston, situées en Pennsylvanie, aux États-Unis. Les opérations ont cessé en décembre 2020 et en janvier 2021 et le volume a été transféré à d'autres usines.
- Le 5 octobre 2020, afin de financer la composante capitaux propres du projet Bear Island, la Société a conclu une convention avec un consortium de preneurs fermes, aux termes de laquelle la Société a émis 7 441 000 nouvelles actions ordinaires au prix de 16,80 \$ chacune pour un produit brut de 125 M\$.

- Le 17 août 2020, la Société a annoncé qu'elle avait réalisé son émission de billets subordonnés de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US échéant en 2028. Les nouveaux billets ont été émis au prix de 104,25 %, soit un rendement effectif de 4,69 %. Les frais liés à l'émission s'élevaient à 4 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets au financement du rachat complet de 200 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023 et au remboursement de certaines sommes prélevées sur son crédit bancaire rotatif. La Société a également payé une prime de 4 M\$ et a radié 2 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.
- Le 28 juillet 2020, la Société a annoncé la fermeture de son usine d'emballage de carton-caisse située à Etobicoke, en Ontario, au Canada. Cette décision fait partie des initiatives déployées en continu par la Société pour optimiser ses opérations dans le secteur de l'emballage carton-caisse, en Ontario, au Canada. Les opérations ont cessé définitivement en juin 2021 et la capacité de la production a été redéployée vers nos autres unités de la région.
- Le 26 mai 2020, la Société a annoncé la fermeture de son usine Brown d'emballage de carton-caisse située à Burlington, en Ontario, au Canada. Cette décision fait partie des initiatives déployées en continu par la Société pour optimiser ses opérations dans le secteur de l'emballage carton-caisse. La production a été redéployée vers nos autres unités en Ontario, au Canada.
- La Société a exercé, le 30 novembre 2019, son option d'achat de la participation de 20,20 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans Greenpac Holding LLC (« Greenpac ») pour un prix de 93 M\$ US (121 M\$). La date de clôture de la transaction était le 3 janvier 2020 et la Société détient maintenant une participation, directe et indirecte, de 86,35 % dans Greenpac.

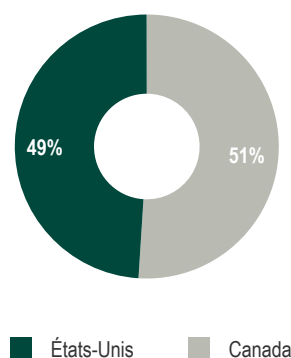
RÉSULTATS FINANCIERS COMPARATIFS POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2021 ET 2020

VENTES

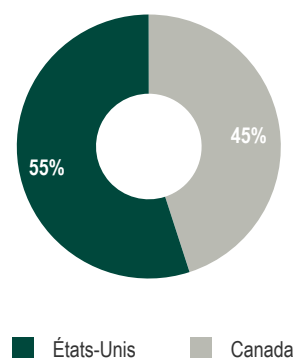
Les ventes ont diminué de 149 M\$, ou de 4 %, pour atteindre 3 956 M\$ en 2021¹, par rapport à 4 105 M\$ en 2020¹. Cette diminution reflète, en grande partie, une demande plus faible des marchés des produits de consommation et de celui du hors foyer dans le secteur des papiers tissu. L'appréciation moyenne de 7 % du dollar canadien par rapport au dollar américain a également eu un effet négatif sur les ventes de tous les secteurs. Ces inconvénients ont été en partie contrebalancés par l'augmentation nette du volume et un assortiment des produits vendus favorable dans les secteurs des produits d'emballage et dans les activités de récupération et du recyclage.

Les graphiques suivants présentent la répartition des ventes par secteur géographique :

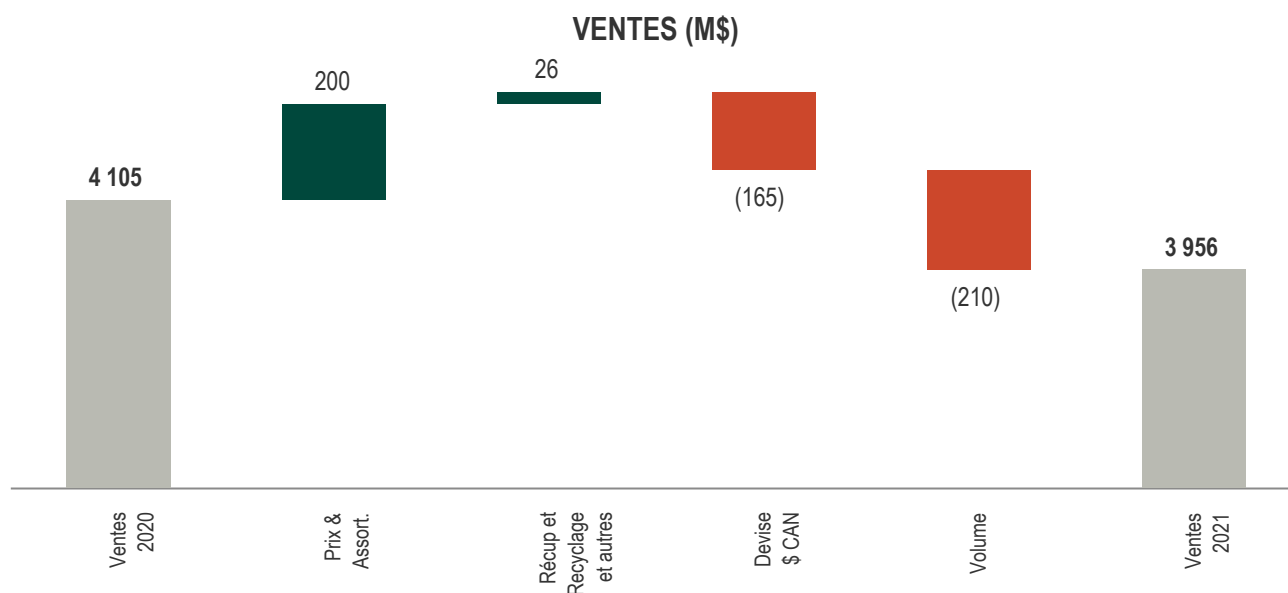
Ventes en provenance de (en %)



Ventes à destination de (en %)



Les principales variations des ventes de 2021¹, comparativement à 2020¹, sont présentées ci-dessous :
(en millions de dollars canadiens)



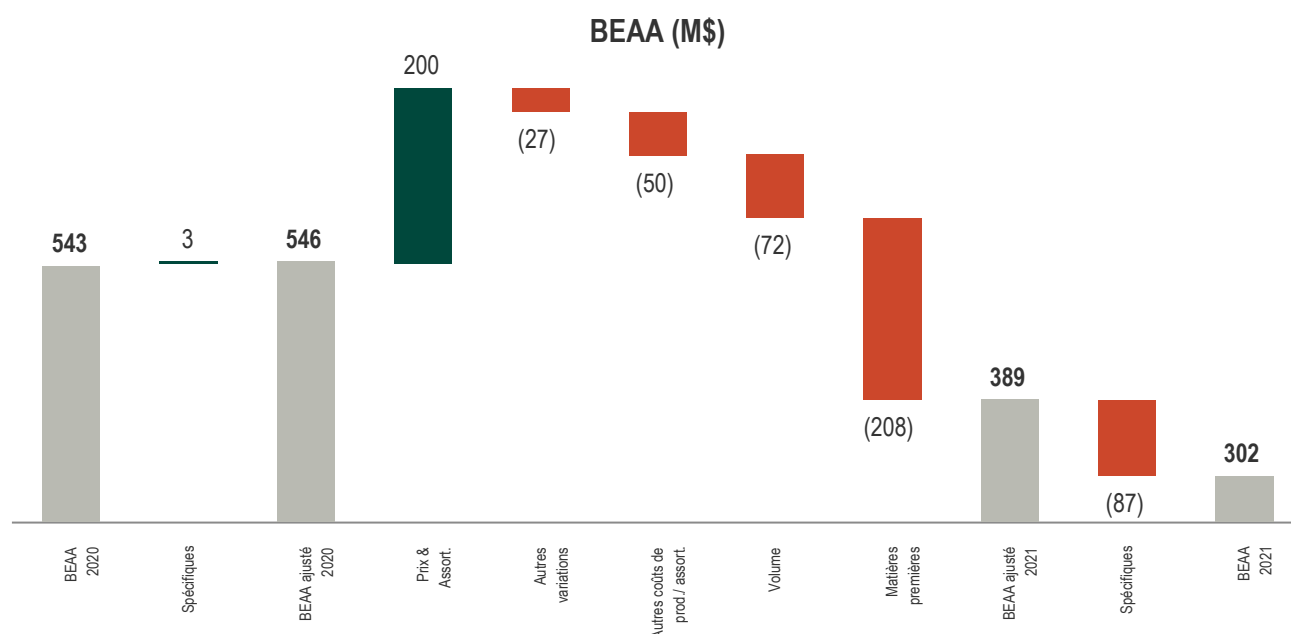
¹ Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT (BEAA)

La Société a enregistré un bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) de 302 M\$ en 2021¹, comparativement à 543 M\$ en 2020¹, une diminution de 241 M\$. Les éléments spécifiques² enregistrés au cours des deux exercices ont respectivement eu un impact sur le BEAA. En excluant les éléments spécifiques, la diminution de 157 M\$ du BEAA ajusté² s'explique surtout par la baisse des volumes du secteur des papiers tissu, tandis que les volumes dans les secteurs des produits d'emballage sont demeurés stables. Les fortes augmentations de prix dans les secteurs des produits d'emballage ont atténué l'impact de la hausse des coûts de matières premières, la pression inflationniste globale des coûts et l'impact de la COVID-19 sur nos opérations et notre logistique. Les perturbations ferroviaires, principalement au Canada, ont également eu un impact négatif en fin d'année.

Sur une base ajustée², le BEAA s'élève à 389 M\$ en 2021¹, par rapport à 546 M\$ pour la même période de 2020¹, une diminution de 157 M\$.

Les principales variations du bénéfice d'exploitation avant amortissement de 2021¹, comparativement à 2020¹, sont illustrées ci-dessous : (en millions de dollars canadiens)



BEAA ajusté	Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.
Matières premières (BEAA)	Les effets estimatifs de ces coûts sont basés sur des coûts de production par unité expédiée à l'externe ou entre les secteurs qui subissent les incidences du rendement des fibres, de l'évolution de la gamme de produits, des coûts de transport pour ces intrants et des prix d'achat et de transfert. En plus de l'achat de pâte commerciale et de fibres recyclées, ces coûts comprennent les achats de cartons et de bobines mères provenant de l'externe pour les secteurs de la transformation et d'autres achats de matières premières, notamment le plastique et les copeaux.
Devise \$ CAN (BEAA)	L'effet estimatif du taux de change est basé sur les ventes à l'exportation des unités canadiennes de la Société, en devise \$ US, moins les achats, qui subissent l'incidence de l'évolution des taux de change, ainsi que sur la conversion en \$ CAN des résultats des filiales non canadiennes. Cela inclut également l'effet du taux de change sur les éléments du fonds de roulement et la trésorerie en mains des entités canadiennes de la Société dans une autre devise que le \$ CAN, ainsi que les transactions de couverture. Excluant la sensibilité indirecte (bien vouloir consulter la section « Table de sensibilité » pour plus de détails).
Autres coûts de production et assortiment (BEAA)	Les autres coûts de production incluent l'incidence des coûts fixes et variables basés sur les coûts de production par unité expédiée à l'externe, qui sont influencés par les arrêts de production, l'efficacité et les changements dans l'assortiment des produits.
Récupération et recyclage (ventes et BEAA)	Suivant l'intégration de ce sous-secteur avec les autres secteurs de la Société, les variations des résultats sont présentées en excluant l'impact de celui-ci. Les variations des résultats de ce sous-secteur sont présentées de façon globale et séparée dans les graphiques.

L'analyse des variations des ventes par secteur et du bénéfice d'exploitation avant amortissement par secteur est présentée dans chaque revue par secteur (bien vouloir consulter la section « Revue des Secteurs » pour plus de détails).

La Société a engagé certains éléments spécifiques en 2021 et en 2020 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats².

¹ Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

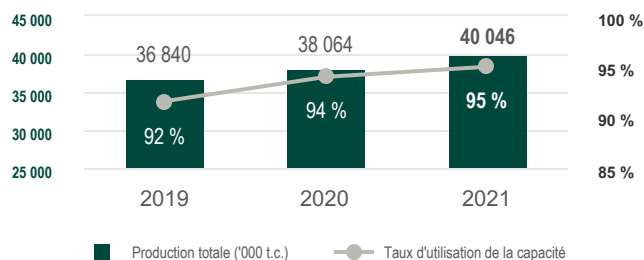
REVUE DES SECTEURS

PRODUITS D'EMBALLAGE - CARTON-CAISSE

Notre industrie

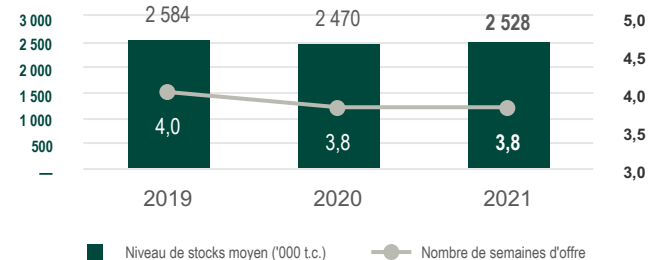
Production de l'industrie américaine du carton-caisse et taux d'utilisation de la capacité¹

La production totale de l'industrie américaine du carton-caisse s'est élevée à 40 millions de tonnes courtes en 2021, une hausse de 5 % par rapport à 2020, en raison d'une demande supérieure liée à la pandémie de COVID-19. Ainsi, le taux d'utilisation de la capacité s'est élevé à 95 % en 2021 contre 94 % en 2020.



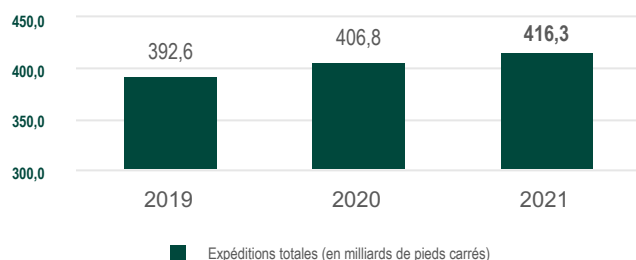
Stocks américains de carton-caisse aux usines de fabrication et de transformation²

Le niveau moyen des stocks a augmenté de 2 % en 2021 par rapport à 2020, reflétant une autre année de forte demande reliée à la pandémie de COVID-19. La moyenne du nombre de semaines d'offre s'est chiffrée à 3,8 x pour l'année, stable par rapport à 2020.



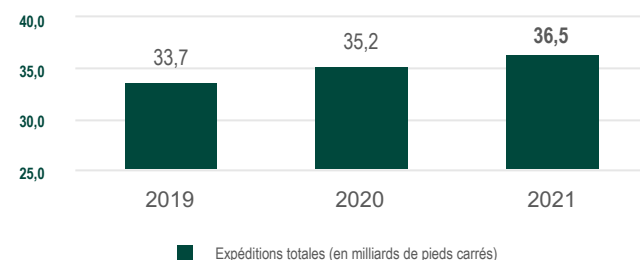
Expéditions de l'industrie américaine des boîtes de carton ondulé²

Les expéditions totales de l'industrie américaine des boîtes de carton ondulé ont augmenté de 2 % en 2021 par rapport à 2020. Ceci traduit la force de la demande pour les produits essentiels en plus du commerce en ligne, en lien avec la pandémie de COVID-19.



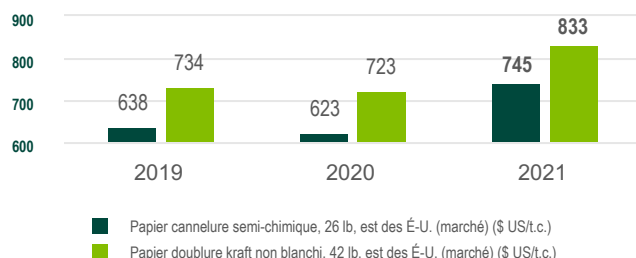
Expéditions de l'industrie canadienne des boîtes de carton ondulé³

Les expéditions canadiennes de boîtes de carton ondulé ont augmenté de 4 % en 2021 par rapport à 2020 en raison de la poursuite des activités manufacturières essentielles et des services, en plus du commerce en ligne, en lien avec la pandémie de COVID-19.



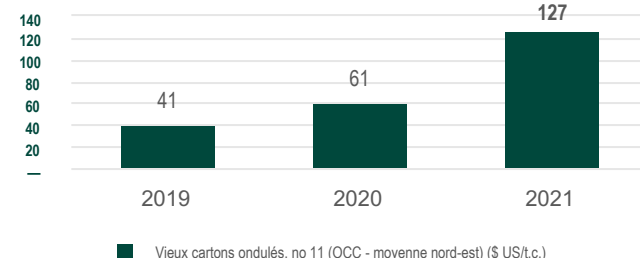
Prix de référence - carton-caisse¹

Les prix de référence en 2021 pour le papier cannelure et le papier doublure ont augmenté de 15 % et de 20 % respectivement, par rapport à 2020. Cette situation s'explique par une hausse de la demande en lien avec la pandémie de COVID-19.



Prix de référence - papiers recyclés (grade brun)¹

Le prix de référence des vieux cartons ondulés n° 11 (OCC) a augmenté de 108 % en 2021 par rapport à 2020. Cette situation s'explique par l'augmentation de la demande des fibres recyclées tout au long de l'année avec la demande croissante pour les produits d'emballage en lien avec la pandémie de COVID-19.



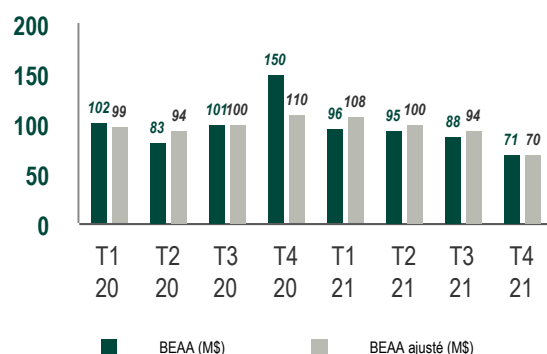
¹ Source: RISI

² Source: Fibre Box Association

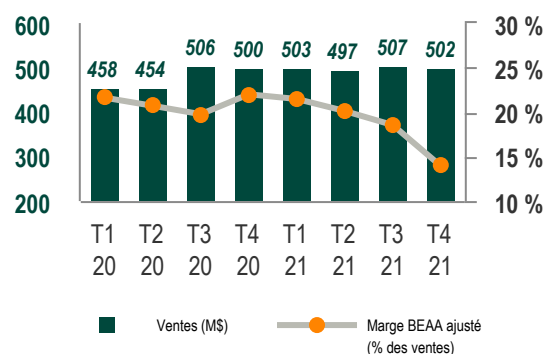
³ Source: Canadian Corrugated and Containerboard Association

Notre performance

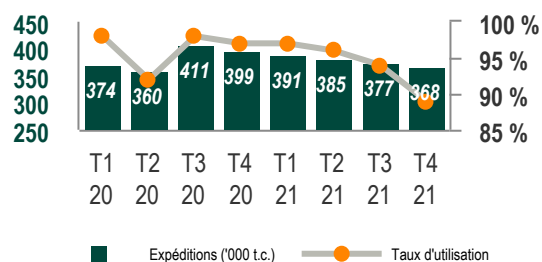
BEAA et BEAA ajusté² (M\$)



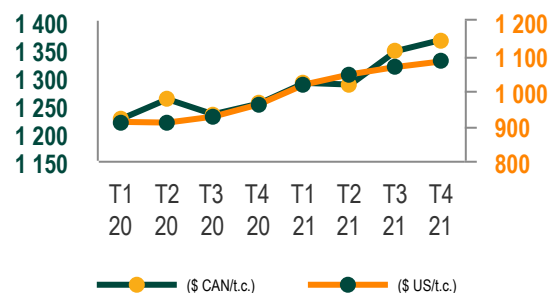
Ventes (M\$) et marge BEAA ajusté²



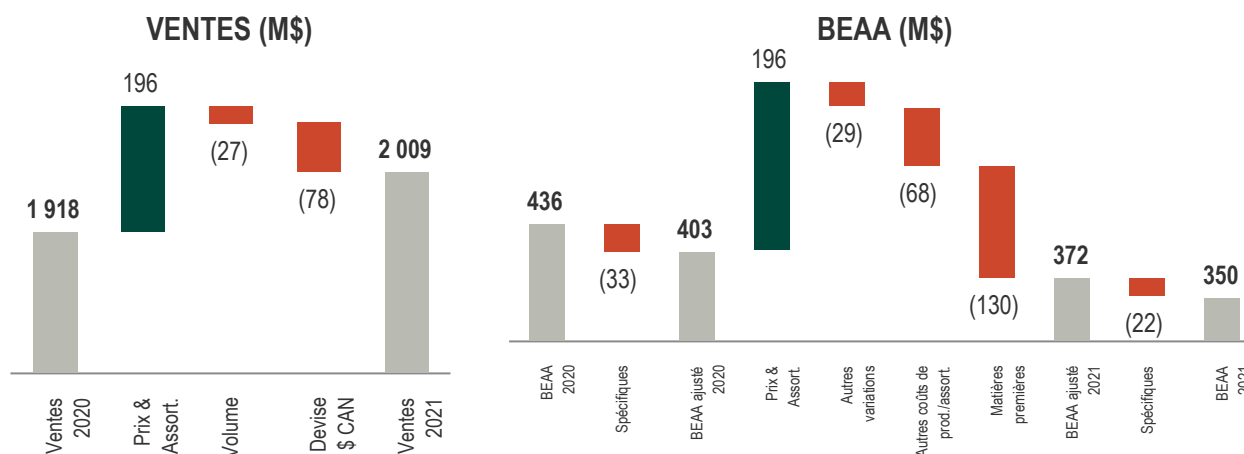
Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication



Prix de vente moyen



Les principales variations¹ des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement du secteur de l'emballage carton-caisse de 2021, comparativement à 2020, sont présentées ci-dessous :



La Société a engagé certains éléments spécifiques en 2021 et en 2020 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats².

¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA), bien vouloir consulter la section « Résultats financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020 » pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

2020	2021	Variation en %
Expéditions² ('000 t.c.)		
1 544	1 521	-1 %
Prix de vente moyen (\$ CAN/unité)		
1 242	1 321	6 %
Ventes (M\$)		
1 918	2 009	5 %
BEAA (M\$) (tel que divulgué)		
436	350	-20 %
% des ventes		
23 %	17 %	
(ajusté)¹		
403	372	-8 %
% des ventes		
21 %	19 %	
Bénéfice d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)		
321	230	-28 %
(ajusté)¹		
288	252	-13 %

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs. Incluant 14,1 milliards de pieds carrés au de l'année 2021 par rapport à 14 milliards de pieds carrés en 2020, soit une augmentation de 1 %.

³ Incluant les ventes aux autres partenaires de Greenpac.

Les expéditions ont diminué de 23 000 t.c., ou de 1 %, en 2021 par rapport à 2020.

Ceci reflète une diminution de nos expéditions externes de rouleaux de carton-caisse de 32 000 t.c., ou de 4 % par rapport à 2020. Cette diminution s'explique par un taux d'intégration supérieur durant la période courante ainsi qu'une diminution de 2 % du taux d'utilisation de la capacité de fabrication à 94 %, principalement liée au ralentissement de la production au site de Niagara Falls. Ceci est attribuable au problème lié au système de traitement des effluents durant la deuxième moitié de l'année qui a eu un impact de 7 000 t.c.. De plus, la baisse de disponibilité du transport vers la fin de l'année 2021 a eu un impact négatif de 20 000 t.c. sur les expéditions de rouleaux de carton-caisse.

Les expéditions externes de produits convertis ont augmenté de 9 000 t.c., ou de 1 %. Cette augmentation a sous-performé les augmentations de 4 % du marché canadien et de 5 % du marché américain. Conséquemment, le taux d'intégration a augmenté à 58 % en 2021, par rapport à 56 % en 2020. En incluant les ventes aux autres partenaires³, le taux d'intégration s'élève à 73 % en 2021, soit une hausse comparativement à 69 % pour la même période de 2020.

Le prix de vente moyen en dollars canadiens a augmenté de 6 % en 2021. Ceci reflète une augmentation de 5 % pour les rouleaux de papier et de 5 % pour les produits convertis. La proportion plus élevée des produits convertis vendus a également augmenté le prix de vente moyen de 1 %. L'appréciation moyenne de 7 % du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu un impact net négatif sur les prix de vente moyens au cours de la période, ce qui a partiellement contrebalancé ces augmentations.

Les ventes ont augmenté de 91 M\$, ou 5 %, en 2021 par rapport à 2020. La hausse du prix de vente moyen et l'assortiment favorable des produits vendus ont ajouté 174 M\$ et 22 M\$ respectivement. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la légère baisse du volume qui a eu un impact négatif de 27 M\$ et l'appréciation moyenne de 7 % du dollar canadien par rapport au dollar américain qui a retranché 78 M\$ aux ventes de la période.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) a diminué de 86 M\$, ou de 20 %, en 2021 par rapport à 2020. En excluant les éléments spécifiques¹ des deux périodes, la diminution de 31 M\$, ou de 8 %, du BEAA ajusté¹ reflète l'impact des pressions inflationnistes et de la COVID-19 sur nos opérations et sur nos coûts reliés à la chaîne d'approvisionnement combiné aux enjeux de capacité de transport, notamment, avec la perturbation ferroviaire subie en fin d'année à la suite d'inondations dans l'Ouest canadien. Le segment a généré un prix de vente moyen supérieur ainsi qu'un assortiment plus favorable de produits vendus, générant une incidence positive combinée de 196 M\$. Ces facteurs ont été compensés par un impact négatif sur les coûts de matières premières de 130 M\$ et des coûts de logistique et de distribution plus élevés qui ont soustrait 19 M\$ supplémentaires. Les autres variations comprennent la baisse de 1 % du volume qui a soustrait 10 M\$ au BEAA, un impact négatif de 11 M\$ lié à l'appréciation moyenne de 7 % du dollar canadien par rapport au dollar américain et des coûts énergétiques plus élevés qui ont soustrait un autre 8 M\$ supplémentaires. D'autres coûts de production, incluant la maintenance et la réparation, la main-d'œuvre et d'autres coûts ont eu un impact négatif combiné de 49 M\$ sur la profitabilité. Ces variations incluent un impact négatif totalisant 13 M\$ relié au problème du système de traitement des effluents au site de Niagara Falls.

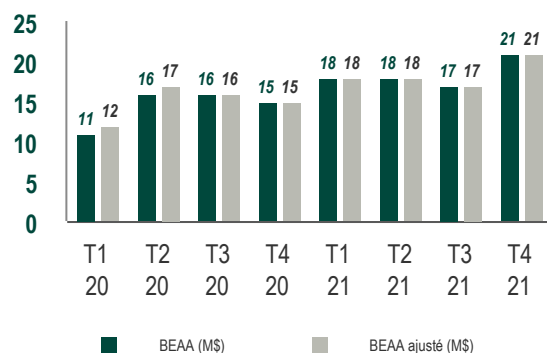
Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ en 2021 et en 2020 qui ont influé sur le BEAA.

REVUE DES SECTEURS

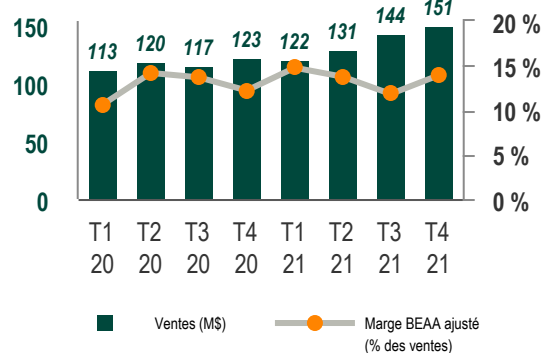
PRODUITS D'EMBALLAGE - PRODUITS SPÉCIALISÉS

Notre performance

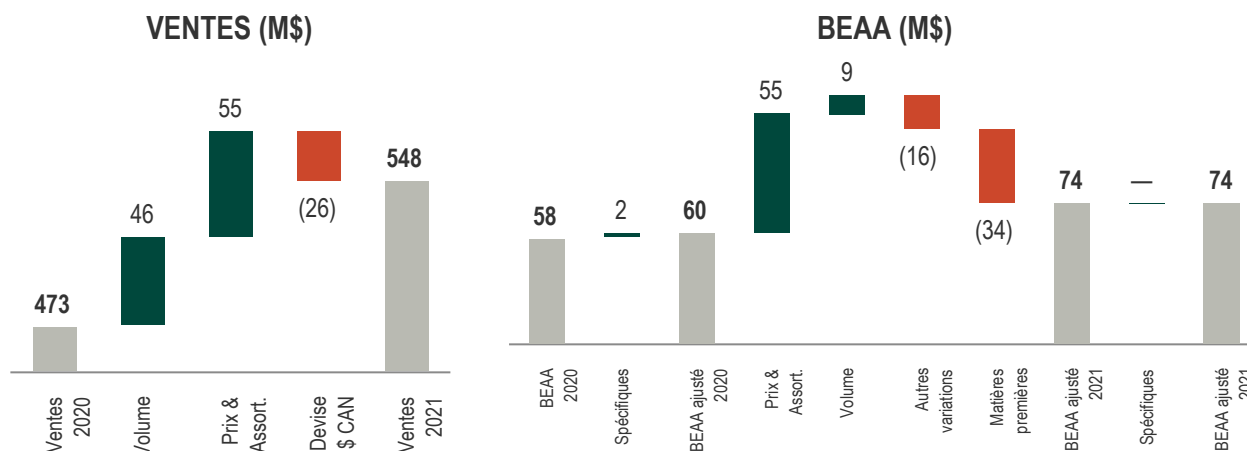
BEAA et BEAA ajusté² (M\$)



Ventes (M\$) et marge BEAA ajusté²



Les principales variations¹ des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement du secteur des produits spécialisés de 2021, comparativement à 2020, sont présentées ci-dessous :



La Société a engagé certains éléments spécifiques en 2021 et en 2020 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats².

¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA), bien vouloir consulter la section « Résultats financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020 » pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

2020	2021	Variation en %
Ventes (M\$)		
473	548	16 %
BEAA (M\$) (tel que divulgué)		
58	74	28 %
% des ventes 12 %	14 %	
(ajusté)¹		
60	74	23 %
% des ventes 13 %	14 %	
Bénéfice d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)		
42	59	40 %
(ajusté)¹		
44	59	34 %

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

Les ventes ont augmenté de 75 M\$, ou de 16 %, en 2021 par rapport à 2020. La combinaison des hausses des volumes, le prix de vente moyen en hausse ainsi qu'un assortiment des ventes favorable ont augmenté les ventes de 101 M\$ au cours de la période. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'appréciation moyenne de 7 % du dollar canadien par rapport au dollar américain qui a soustrait 26 M\$ aux ventes.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) a augmenté de 16 M\$, ou de 28 %, en 2021 par rapport à 2020. En excluant les éléments spécifiques¹ en 2020, le BEAA ajusté¹ a augmenté de 14 M\$, ou de 23 %. Il faut noter que malgré de meilleurs résultats en 2021, la situation liée à la COVID-19 a eu des impacts négatifs sur nos opérations et notre logistique, limitant notre capacité à livrer plus de produits à nos clients et à offrir une performance financière plus solide. Cependant, cette remarquable performance reflète des volumes globalement en hausse ainsi que des marges supérieures réalisées, qui ont ajouté de façon combinée 30 M\$ au BEAA. La baisse des frais de vente et d'administration et de main-d'œuvre directe ont contribué pour un montant de 4 M\$ additionnel. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par un taux de change défavorable ainsi que des coûts d'opérations, de maintenance et de transport plus élevés, impactant négativement les résultats de l'ordre de 20 M\$.

Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ en 2020 qui ont influé sur le BEAA.

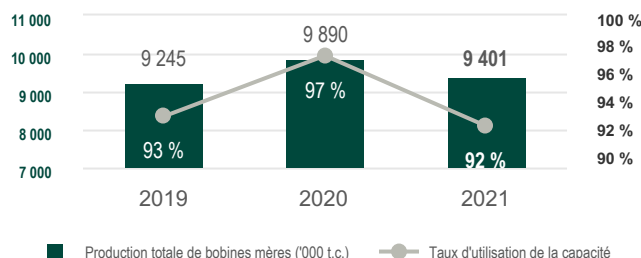
REVUE DES SECTEURS

PAPIERS TISSU

Notre industrie

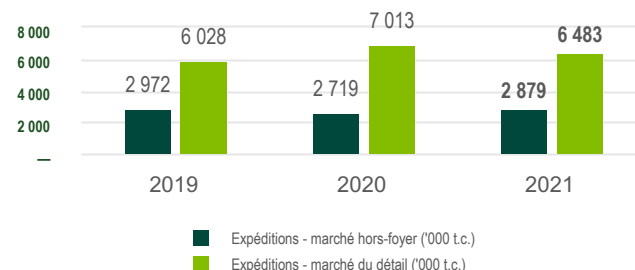
Production de l'industrie américaine des papiers tissu (bobines mères) et taux d'utilisation de la capacité

La production totale de bobines mères a diminué de 5 % en 2021. Le taux d'utilisation de la capacité moyen a diminué à 92 % en 2021, en baisse de 5 %, par rapport à 97 % en 2020. La baisse de la demande est surtout reliée aux produits de marché du détail durant la première moitié de l'année 2021 en raison de la pandémie de COVID-19.



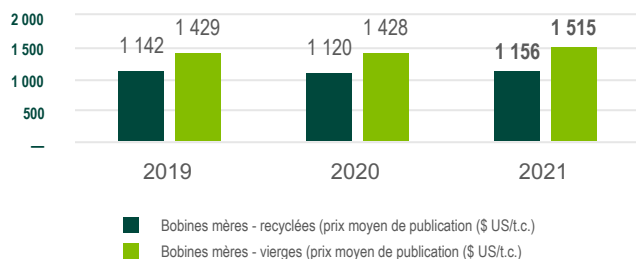
Expéditions de produits transformés de l'industrie américaine des papiers tissu¹

En 2021, les expéditions du marché du détail et du marché hors foyer ont diminué de 8 % et ont augmenté de 6 %, respectivement, par rapport à 2020. Cette situation s'explique par la baisse de la demande de produits du marché du détail durant la première moitié de 2021 et une hausse pour les produits du marché hors-foyer résultant de la reprise reliée à la pandémie de COVID-19.



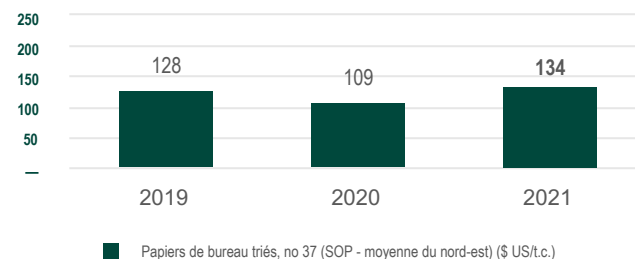
Prix de référence - bobines mères¹

En 2021, le prix de référence des bobines mères recyclées et vierges a augmenté de 3 % et 6 %, respectivement, par rapport à 2020.



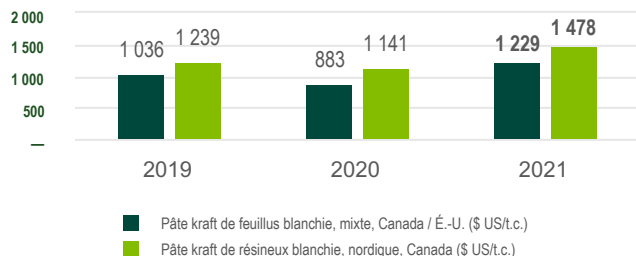
Prix de référence - papiers recyclés (grade blanc)¹

Le prix de référence des papiers de bureau triés n° 37 (SOP) a augmenté de 23 % en 2021 par rapport à 2020.



Prix de référence - pâte commerciale¹

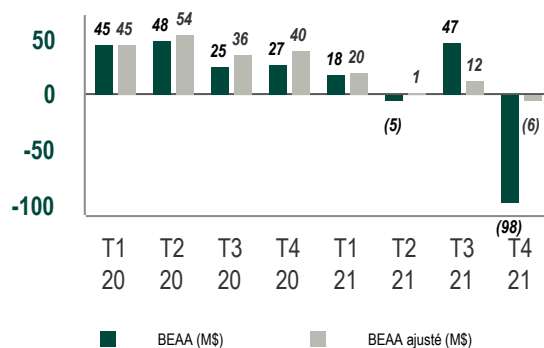
En 2021, les prix de référence de la pâte de résineux et de la pâte de feuillus ont augmenté de 30 % et de 39 % respectivement, par rapport à 2020 en raison de la dynamique de la demande.



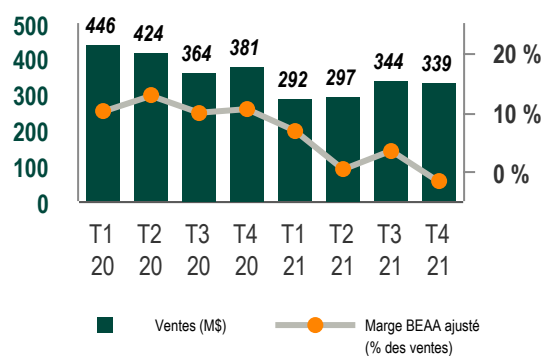
¹ Source: RISI

Notre performance

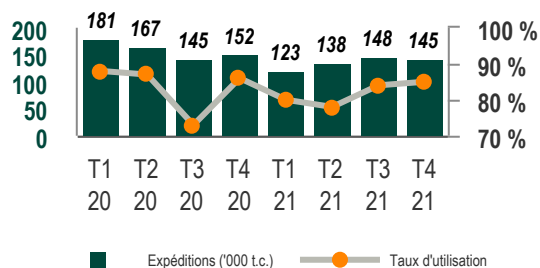
BEAA et BEAA ajusté² (M\$)



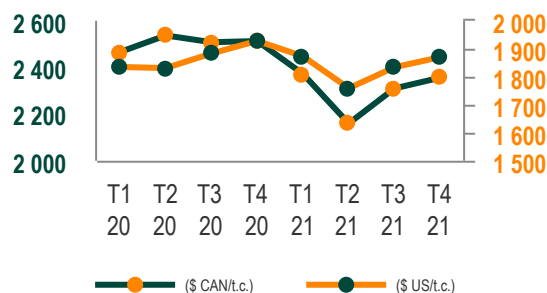
Ventes (M\$) et marge BEAA ajusté²



Expéditions et taux d'utilisation de la capacité de fabrication

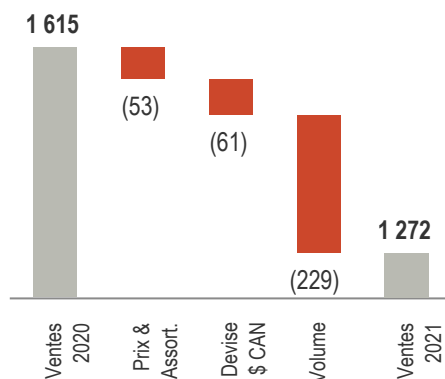


Prix de vente moyen

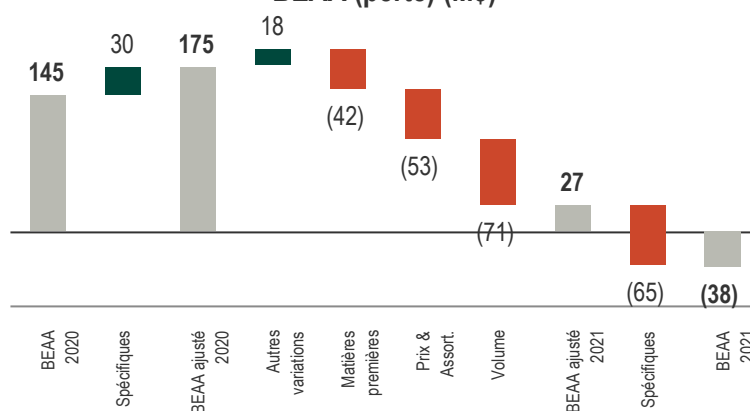


Les principales variations¹ des ventes et du bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement du secteur des papiers tissu de 2021, comparativement à 2020, sont présentées ci-dessous :

VENTES (M\$)



BEAA (perte) (M\$)



La Société a engagé certains éléments spécifiques en 2021 et en 2020 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats².

¹ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA), bien vouloir consulter la section « Résultats financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020 » pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

2020	2021	Variation en %
Expéditions² ('000 t.c.)		
645	554	-14 %
Prix de vente moyen (\$ CAN/unité)		
2 505	2 299	-8 %
Ventes (M\$)		
1 615	1 272	-21 %
BEAA (perte) (M\$) (tel que divulgué)		
145	(38)	-126 %
% des ventes		
9 %	(3) %	
(ajusté) ¹		
175	27	-85 %
% des ventes		
11 %	2 %	
Bénéfice (perte) d'exploitation (M\$) (tel que divulgué)		
72	(108)	-250 %
(ajusté) ¹		
102	(43)	-142 %

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Les expéditions totales n'incluent pas l'élimination des expéditions entre les différents secteurs.

À la suite de la forte demande rencontrée en 2020 ainsi que de la gestion de stocks des clients en 2021, le marché du papier tissu a rencontré d'importantes baisses de volume en 2021 par rapport à 2020. Les expéditions externes des produits transformés ont diminué de 92 000 t.c., ou de 18 %, par rapport à 2020, en raison d'une baisse de la demande au sein des marchés des produits de consommation (-23 %) et de celui du hors foyer (-11 %), qui traduit ainsi la volatilité des habitudes d'achat des clients depuis le début de la pandémie de COVID-19 rendant difficile toute comparaison par rapport à l'année dernière. Les expéditions externes de bobines mères ont augmenté de 1 000 t.c., ou de 1 %, en 2021 par rapport à 2020. Le taux d'intégration a atteint 74 % au cours de la période, par rapport à 75 % en 2020.

Les prix de vente sont légèrement supérieurs pour le marché du hors-foyer et stable pour celui des produits de consommation, tandis que la baisse globale de 8 % du prix de vente moyen s'explique surtout par l'appréciation moyenne de 7 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, par une proportion plus élevée de bobines mères vendues ainsi que par un assortiment défavorable de produits convertis vendus.

Les ventes ont diminué de 343 M\$, ou de 21 %, en 2021 par rapport à 2020. Cela s'explique par la baisse des volumes ayant réduit les ventes de 229 M\$, un impact de 61 M\$ lié au taux de change défavorable et un impact de 53 M\$ en raison d'une baisse du prix de vente moyen et d'un assortiment défavorable de produits, comme mentionné au préalable.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) a diminué de 183 M\$ en 2021 par rapport à 2020, se chiffrant à une perte de 38 M\$. En excluant les éléments spécifiques¹ des deux périodes, le BEAA ajusté¹ a diminué de 148 M\$, ou de 85 %, en raison surtout des volumes en baisse ayant causé une incidence défavorable de 71 M\$, d'un prix de vente moyen à la baisse et de l'assortiment défavorable de produits ayant eu un impact supplémentaire de 53 M\$. Des coûts de matières premières et d'énergie plus élevé ont réduit les résultats de 42 M\$ et 14 M\$, respectivement. Les coûts fixes ainsi que les frais de vente et d'administration en baisse proviennent de l'optimisation de nos processus d'affaires, de la modernisation de nos actifs, de la fermeture d'usines ainsi que d'initiatives d'améliorations de nos marges de rentabilité débutées au cours de l'année dernière qui ont permis de compenser partiellement ces impacts sur le BEAA.

La pandémie de COVID-19 a provoqué une volatilité importante dans ce segment d'activité, notamment, des défis en matière de main d'œuvre et de chaîne d'approvisionnement ainsi que des coûts de production plus élevés. Le contexte difficile du marché du travail limite notre capacité à atteindre les objectifs d'efficacité et de productivité à la suite de la récente modernisation de nos actifs. La Société a mis en place un important plan d'action pour résoudre ces problèmes en 2022.

Le secteur a composé avec certains éléments spécifiques¹ en 2021 et en 2020 qui ont influé sur le BEAA.

ACTIVITÉS CORPORATIVES

Le secteur des activités corporatives a engendré certains éléments spécifiques¹ en 2021 et en 2020 qui ont affecté le BEAA. Les activités corporatives ont généré une perte du BEAA ajusté¹ de 84 M\$ en 2021 par rapport à une perte de 92 M\$ pour la même période de 2020. La performance de nos activités de récupération et de recyclage a eu un impact favorable de 5 M\$ sur le BEAA en 2021.

En 2021, les activités corporatives ont enregistré un gain de 228 M\$ (avant impôts sur les résultats de 24 M\$) sur la vente de sa participation majoritaire de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (RDM). Ce montant est présenté dans les activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails. En 2020, les activités corporatives ont enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ liée à des actifs d'énergie renouvelable et des frais de restructuration totalisant 2 M\$ dans le cadre d'un plan d'amélioration de la rentabilité.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La charge au titre de la rémunération à base d'actions enregistrée dans les activités corporatives s'est élevée à 5 M\$ en 2021, par rapport à 7 M\$ pour la même période de 2020. Pour plus de détails sur la rémunération à base d'actions, bien vouloir consulter la Note 21 des états financiers consolidés audités de 2021.

ANALYSE DES AUTRES ÉLÉMENTS

AMORTISSEMENT

La charge d'amortissement a augmenté de 1 M\$, se chiffrant à 252 M\$ en 2021², par rapport à 251 M\$ pour la même période de 2020². La Société a effectué une révision de la durée de vie des équipements et de la valeur résiduelle de ses immeubles au cours des douze derniers mois, ce qui a entraîné une charge d'amortissement inférieure en 2021. Également, l'appréciation du dollar canadien a réduit la charge d'amortissement. Ceci a été plus que compensé par la mise en service de nouveaux équipements dans le secteur des papiers tissu et dans le secteur de l'emballage carton-caisse qui a mis en service des actifs de conversion dans le cadre du repositionnement stratégique de sa plateforme en Ontario, au Canada.

FRAIS DE FINANCEMENT ET CHARGE (REVENU) D'INTÉRÊTS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL ET AUTRES PASSIFS

Les frais de financement et la charge (revenu) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs se sont élevés à 89 M\$ en 2021², par rapport à 94 M\$ pour la même période de 2020², soit une diminution de 5 M\$. L'écart s'explique principalement par la hausse des intérêts capitalisés et par la baisse de l'endettement en raison de l'amélioration des flux de trésorerie, par le rachat partiel de ses billets subordonnés non garantis à la suite de la monétisation de notre placement en actions dans RDM en octobre 2021, ainsi que par l'émission d'actions au quatrième trimestre de 2020 et du refinancement des billets subordonnés non garantis au troisième trimestre de 2020 qui ont plus que compensé l'impact sur l'endettement des dépenses en immobilisations, y compris le projet de Bear Island, les dividendes versés et le rachat d'actions ordinaires.

En 2021, la Société a enregistré une perte non réalisée de 1 M\$, comparativement à une perte non réalisée de 2 M\$ en 2020, relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

En 2020, la Société a comptabilisé un gain non réalisé de 13 M\$ sur la réévaluation à la juste valeur d'une option unique octroyée à White Birch pour acquérir un intérêt pouvant atteindre jusqu'à 10 % dans le projet d'usine de fabrication de carton-caisse Bear Island, qui n'a pas été exercée.

PERTE SUR LE RACHAT DE LA DETTE À LONG TERME

En 2021, la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$) et a radié des frais de financement non amortis de 4 M\$ et a radié la prime d'émission non amortie de 8 M\$ relativement à ces billets. La Société a également encouru des frais de transactions de 2 M\$.

En 2020, la Société a racheté 200 M\$ US de ses billets subordonnés non garantis et a versé une prime de rachat par anticipation de 4 M\$ et a radié des frais de financement non amortis de 2 M\$ relatifs à ces billets.

GAIN DE CHANGE SUR LA DETTE À LONG TERME ET SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

En 2021, la Société a enregistré un gain de 3 M\$ sur sa dette libellée en dollars américains et sur les instruments financiers connexes, comparativement à un gain de 6 M\$ en 2020. Bien vouloir consulter la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour plus de détails.

PERTE SUR RÉÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR DE PLACEMENTS

En 2020, la Société a comptabilisé une perte sur réévaluation à la juste valeur de placements de 3 M\$ provenant d'une coentreprise.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

² Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

PART DES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

La part des résultats des entreprises associées et des coentreprises s'est élevée à 18 M\$ en 2021, par rapport à 14 M\$ en 2020. Bien vouloir consulter la Note 8 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails sur les entreprises associées et les coentreprises.

CHARGE D'IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

En 2021¹, la Société a enregistré une charge d'impôts sur les résultats de 9 M\$ comparativement à une charge d'impôts sur les résultats de 26 M\$ en 2020¹.

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	2021 ¹	2020 ¹
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats basée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	(10)	55
Ajustement des impôts sur les résultats découlant des éléments suivants :		
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers	—	(3)
Réévaluation des années antérieures	4	(5)
Renversement d'un actif d'impôt différé lié à des pertes des années antérieures	18	—
Variation des impôts différés à la suite de modifications à des taux d'imposition statutaires	—	(1)
Écarts permanents	(2)	(12)
Variation d'actifs d'impôt différé sur pertes en capital	—	(8)
Autres	(1)	—
	19	(29)
Charge d'impôts sur les résultats	9	26

La Société a réévalué la possibilité de recouvrer des pertes en capital non réalisées à la suite du rachat de dettes libellées en dollars américains en 2020, ce qui a donné lieu à la constatation d'actifs d'impôts totalisant 3 M\$, dont 2 M\$ ont été comptabilisés dans les résultats.

En 2021, la Société a enregistré un renversement d'actif d'impôt différé lié à des pertes des années antérieures de 18 M\$ d'une de ses filiales puisqu'elle ne prévoit pas pouvoir les utiliser avant leur échéance.

Greenpac est une Corporation LLC (société à responsabilité limitée) et les partenaires ont accepté de la traiter telle une entité transparente à des fins fiscales. Ainsi, la charge d'impôts calculée au taux statutaire américain est intégrée entièrement au sein de la charge d'impôts consolidée de chaque partenaire selon sa participation respective dans l'entité et aucune charge d'impôts n'est incluse dans le bénéfice net de Greenpac. Ainsi, même si Greenpac est maintenant entièrement consolidée dans les revenus de la Société, seulement 92 % du revenu comptable avant impôts est considéré aux fins de la provision pour impôts.

Le taux d'imposition réel et les impôts exigibles subissent les conséquences des résultats de certaines filiales situées dans des pays où le taux d'imposition diffère par rapport au Canada, notamment aux États-Unis. Le taux d'imposition effectif normal devrait se situer entre 21 % et 27 %. La moyenne pondérée du taux d'imposition applicable est de 26,0 % en 2021.

RÉSULTATS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Les résultats générés par les activités abandonnées se sont élevés à 234 M\$ en 2021¹, par rapport à 51 M\$ en 2020¹. Les résultats générés par les activités abandonnées attribuables aux actionnaires se sont élevés à 221 M\$ en 2021¹, par rapport à 29 M\$ en 2020¹. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails concernant les résultats générés par les activités abandonnées.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des activités poursuivies ont généré 211 M\$ en liquidités en 2021¹, par rapport à 477 M\$ générés en 2020¹. Les variations des éléments hors caisse du fonds de roulement ont utilisé 36 M\$ en liquidités en 2021¹, par rapport à 19 M\$ générés en 2020¹ résultant principalement de l'accroissement des stocks provenant de l'augmentation des coûts des matières premières. De plus, la diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation est attribuable à la baisse de rentabilité dans les secteurs des papiers tissu et de l'emballage carton-caisse. Au 31 décembre 2021, le ratio du fonds de roulement moyen trimestriel des DDM sur les ventes des DDM³ s'établissait à 8,6 %, comparativement à 8,8 % au 31 décembre 2020².

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des activités poursuivies, en excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, s'établissent à 247 M\$ en 2021¹, par rapport à 458 M\$ en 2020¹. Cette mesure des flux de trésorerie est importante pour la Société qui vise à poursuivre son programme d'investissement en capital et à réduire son endettement.

¹ Les résultats consolidés et les flux de trésorerie consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

² Non ajusté pour le reclassement rétrospectif des activités abandonnées.

³ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

Le 9 novembre 2021, la Société a effectué le remboursement partiel de ses billets subordonnés non garantis et a payé des frais de transactions de 2 M\$ et une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$) (voir la section « Faits saillants » pour plus de détails).

Le 17 août 2020, la Société a émis et a racheté des billets subordonnés non garantis et a payé une prime de 4 M\$ pour le remboursement anticipé (voir la section « Faits saillants » pour plus de détails).

La Société a payé 96 M\$ de frais de financement en 2021¹, par rapport à 76 M\$ en 2020¹. L'écart s'explique principalement par un paiement anticipé de 6 M\$ d'intérêts payés en 2021 à la suite du remboursement partiel de billets subordonnés non garantis et par un paiement d'intérêts de 23 M\$ normalement prévu en janvier 2020 et qui a été effectué en décembre 2019 à la suite du rachat de billets subordonnés non garantis.

La Société a également reçu 2 M\$ d'impôts en 2021¹, par rapport à 9 M\$ reçus en 2020¹.

En 2021, la Société a payé 25 M\$ d'indemnités de départ et d'autres frais de restructuration liés aux fermetures et aux initiatives mises en œuvre dans le cadre du programme d'initiative d'accroissement des marges, par rapport à 11 M\$ en 2020.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

En 2021¹, les activités d'investissement des activités poursuivies ont utilisé des liquidités totales de 247 M\$, par rapport à 168 M\$ utilisés en 2020¹.

CESSIONS DE PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

En 2021, la Société a vendu une participation dans une entreprise associée pour un montant de 1 M\$.

En 2020, la Société a augmenté sa participation dans une entreprise associée pour un paiement de 1 M\$ et a cédé l'un de ses placements pour un produit total de 4 M\$.

PAIEMENTS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	2021 ¹	2020 ¹
Acquisitions totales	373	266
Variation des acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et charges à payer	(44)	6
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et d'immobilisations corporelles incluses dans les autres emprunts	(43)	(53)
Paiements d'immobilisations corporelles	286	219
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	(53)	(55)
Paiements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	233	164

Les nouveaux investissements en immobilisations corporelles, incluant les actifs au titre du droit d'utilisation, par secteur en 2021, sont présentés ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)



¹ Les flux de trésorerie consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

Les projets en capital les plus importants commencés, en cours ou terminés en 2021 sont les suivants :

EMBALLAGE CARTON-CAISSE

- Les actifs de Bear Island, en Virginie, aux États-Unis, pour la préparation du site et la conversion de l'équipement pour la fabrication de carton-caisse (voir la section « Faits saillants » pour plus de détails).
- Investissement dans des équipements de conversion dans le cadre du repositionnement stratégique de notre base d'actifs de carton-caisse en Ontario, au Canada, à la suite de l'annonce de la fermeture de notre usine d'Etobicoke.
- Investissement dans des équipements de conversion dans la région du nord-est des États-Unis pour augmenter la capacité et mieux répondre à la demande croissante de nos produits de nos marchés stratégiques.

PRODUITS SPÉCIALISÉS

- Investissement dans des équipements pour augmenter la capacité dans les produits d'emballage en plastique souple et rigide.
- Investissement dans des équipements de conversion de conteneurs isothermiques pour augmenter la capacité et mieux répondre à la demande croissante sur ce marché.

PAPIERS TISSU

- Investissement dans des équipements et nouvelles lignes de transformation pour compléter le plan de modernisation de notre base d'actifs.

PRODUITS DE CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les principales cessions d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

2021¹

Le secteur des papiers tissu a reçu 51 M\$ sur la vente d'actifs d'usines fermées aux États-Unis et au Canada.

2020¹

Le secteur de l'emballage carton-caisse a reçu 42 M\$ provenant de la vente d'un bâtiment d'une usine fermée en Ontario, au Canada.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a reçu 5 M\$ provenant de la libération d'un montant mis en fidéicomis relatif à la vente en 2018 d'un bâtiment de son usine de Maspeth, dans l'État de New York, aux États-Unis.

Le secteur des papiers tissu a reçu 2 M\$ sur la vente d'actifs d'une usine fermée aux États-Unis.

VARIATION D'ACTIFS INCORPORELS ET D'AUTRES ACTIFS

En 2021¹, la Société a investi 12 M\$, par rapport à 7 M\$ en 2020¹, pour la modernisation de notre PGI et d'autres logiciels supportant la réingénierie de nos processus d'affaires. En 2020, la Société a investi 2 M\$ supplémentaires pour une participation dans un autre placement.

TRÉSORERIE ENCAISSÉE DANS DES REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

En 2020, la Société a encaissé un ajustement du prix d'achat de 2 M\$ US (2 M\$) lié à l'acquisition d'Orchids Paper Products conclue en septembre 2019.

¹ Les flux de trésorerie consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Les activités de financement des activités poursuivies ont utilisé des liquidités totales de 529 M\$ en 2021¹, par rapport à 117 M\$ utilisés en 2020¹, incluant 41 M\$ (31 M\$ en 2020) de dividendes payés aux actionnaires de la Société.

ÉMISSION ET RACHAT DE BILLETS SUBORDONNÉS

Le 9 novembre 2021, la Société a effectué le remboursement partiel de ses billets subordonnés non garantis. La transaction a été conclue le 10 novembre 2021, et la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$). La Société a également encouru des frais de transactions de 2 M\$, a radié des frais de financement non amortis de 4 M\$ et a radié la prime d'émission non amortie de 8 M\$ relativement à ces billets. La Société a également payé des intérêts courus de 5 M\$ US (6 M\$) sur ces billets.

Le remboursement partiel a été utilisé comme suit :

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	2021
Frais de transactions	(2)
Rachat des billets de 2026 et de 2028	(372)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	(22)
Diminution du crédit bancaire rotatif	(396)

Le 17 août 2020, la Société a émis des billets subordonnés non garantis de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US (396 M\$) échéant en 2028 à un prix de 104,25 % entraînant une prime de 13 M\$ US (17 M\$) pour un total de 313 M\$ US (413 M\$) et à un taux effectif de 4,69 %. Les frais liés à l'émission s'élevaient à 4 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 200 M\$ US (264 M\$) de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023, incluant une prime de 3 M\$ US (4 M\$). La Société a également radié 2 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Le produit d'émission a été utilisé comme suit :

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	2020
Émission de la dette	396
Prime reçue sur l'émission de la dette	17
Frais de transactions	(4)
Rachat des billets de 2023	(264)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	(4)
Diminution du crédit bancaire rotatif et augmentation de la trésorerie et équivalent de trésorerie	141

RÈGLEMENT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En 2020, la Société a reçu 1 M\$ au titre du règlement sur instruments financiers dérivés.

ÉMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES SUR APPEL PUBLIC

Le 5 octobre 2020, la Société s'est entendue avec des preneurs fermes afin d'émettre des actions ordinaires. Les preneurs fermes ont souscrit à 7 441 000 actions ordinaires au prix de 16,80 \$ pour un produit brut total de 125 M\$. Les frais de transactions s'élevaient à 5 M\$ avant le recouvrement d'impôts de 1 M\$. La transaction a été effectuée le 22 octobre 2020.

ÉMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES SUR EXERCICE D' OPTIONS ET DE RACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société a émis 235 732 actions ordinaires à un prix moyen de 6,50 \$ en 2021 à la suite de l'exercice d'options pour un montant total encaissé de 2 M\$ (en 2020 - 7 M\$ pour 1 225 489 actions ordinaires émises à un prix moyen de 5,89 \$).

La Société a procédé au rachat de 1 651 600 actions ordinaires pour annulation à un prix moyen de 15,45 \$, pour un montant de 26 M\$ en 2021 (en 2020 - 8 M\$ pour 635 554 actions ordinaires pour annulation à un prix moyen de 12,41 \$).

VERSEMENTS SUR LES AUTRES PASSIFS

Le 3 janvier 2020, la Société a payé un montant sur les autres passifs de 121 M\$ en lien avec l'acquisition de la part de la CDPQ dans Greenpac Holding LLC (voir la section « Faits saillants » pour plus de détails).

¹ Les flux de trésorerie consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

DIVIDENDES PAYÉS POUR LA PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE ET ACQUISITIONS DE PARTS DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Les dividendes versés aux actionnaires sans contrôle de Greenpac et de Falcon Packaging s'élèvent à 14 M\$ en 2021¹ (14 M\$ en 2020¹). En 2021, la Société a également augmenté sa participation dans un distributeur du secteur des produits spécialisés d'un montant payé de 2 M\$.

FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

En 2021¹, le secteur carton plat Europe a reçu 4 M\$ de la vente d'un terrain d'une usine fermée. Le secteur carton plat Europe a finalisé deux acquisitions d'entreprises pour une contrepartie payée de 141 M€ (210 M\$). Le secteur carton plat Europe a reçu 5 M€ (7 M\$) liés à la vente de ses actions de sa filiale française, qui produit du carton plat à partir de fibres vierges. La trésorerie de 7 M€ (11 M\$) de la filiale a également été cédée, ce qui a généré une trésorerie nette négative de 2 M€ (4 M\$).

Le 5 juillet 2021, la Société a annoncé la monétisation de sa participation majoritaire de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (RDM) pour un montant de 1,45 € par action, soit 462 M\$ y compris les contrats de change et avant les frais de transactions de 12 M\$.

Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails concernant les flux de trésorerie générés par les activités abandonnées.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

AUX 31 DÉCEMBRE 2021, 2020 ET 2019

La situation financière et les ratios de la Société sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens, sauf lorsque mentionné autrement) (non audités)	31 décembre 2021	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	174	384	155
Actifs totaux	4 566	5 412	5 188
Dette totale ²	1 525	2 063	2 118
Dette nette ²	1 351	1 679	1 963
Capitaux propres des actionnaires	1 879	1 753	1 492
Part des actionnaires sans contrôle	48	204	177
Capitaux propres totaux	1 927	1 957	1 669
Capitaux propres totaux et dette nette ²	3 278	3 636	3 632
Ratio « Dette nette ² / (Capitaux propres totaux + dette nette ²) »	41,2 %	46,2 %	54,0 %
Capitaux propres des actionnaires par action ordinaire (en dollars canadiens)	18,63 \$	17,14 \$	15,83 \$

Le tableau suivant présente la cote du crédit bancaire garanti/la cote corporative/la cote de solvabilité des billets de premier rang de la Société :

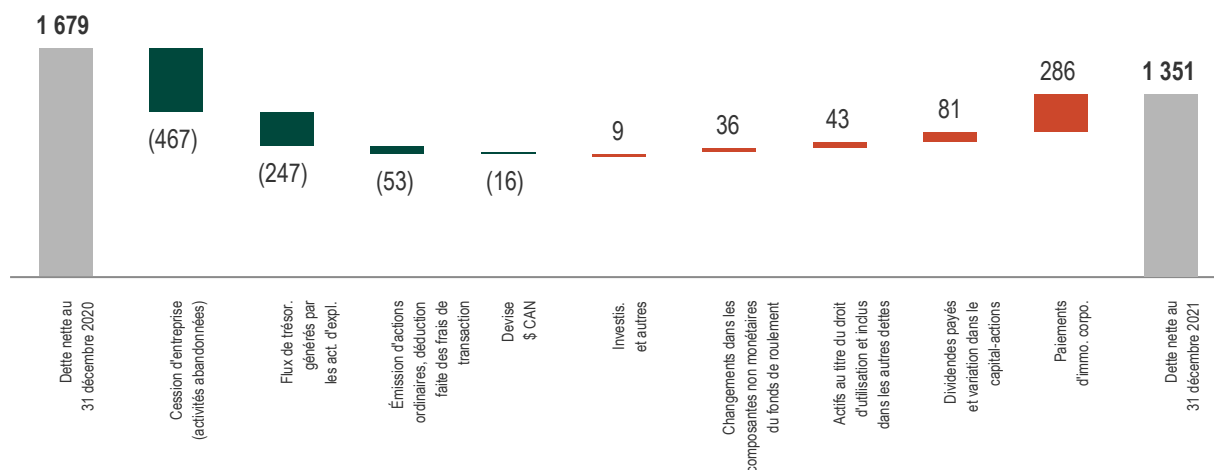
Cote de solvabilité (perspective)	MOODY'S	STANDARD & POOR'S
2020	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/BB- (stable)
2021	Baa3/Ba2/Ba3 (stable)	BB+/BB-/BB- (positive)

¹ Les flux de trésorerie consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

RAPPROCHEMENT DE LA DETTE NETTE¹

La variation de la dette nette¹ (dette totale¹ moins la trésorerie et équivalents de trésorerie) en 2021 est présentée ci-dessous, accompagnée des ratios financiers applicables.
(en millions de dollars canadiens)



675	BEAA ajusté ¹ (douze derniers mois) (M\$)	389
2,5 x	Dettes nettes ¹ / BEAA ajusté ¹	3,5 x

La trésorerie disponible grâce à ses facilités de crédit ainsi que les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation fourniront à la Société des fonds suffisants pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières et d'exécuter son programme d'investissement en immobilisations pour au moins les douze prochains mois. Les investissements en capital prévus pour 2022 se situent approximativement à 415 M\$ et incluent 275 M\$ pour le projet de conversion de l'usine Bear Island pour la fabrication de carton-caisse située en Virginie, aux États-Unis. Au 31 décembre 2021, la Société disposait d'un montant de 730 M\$ (après déduction des lettres de crédit de 14 M\$) disponible sur sa facilité de crédit de 750 M\$ (excluant la facilité de crédit de notre filiale Greenpac). La trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre 2021 est composée de la façon suivante : 144 M\$ dans la Société mère et ses filiales restreintes (comme défini dans l'entente de crédit) et 30 M\$ dans les filiales non restreintes, principalement Greenpac.

AVANTAGES DU PERSONNEL

Les actifs et les passifs d'avantages sociaux futurs de la Société sont de 482 M\$ et de 554 M\$ respectivement au 31 décembre 2021, incluant un montant de 79 M\$ pour les avantages post-retraite autres que les régimes de retraite et de 33 M\$ pour les régimes de retraite qui ne requièrent aucun financement de la Société jusqu'à ce qu'il y ait des paiements aux employés. Il n'est pas prévu que ce montant augmente, étant donné que la Société a révisé ses programmes afin d'éliminer certains avantages pour les futurs retraités.

En ce qui concerne les régimes de retraite, le risque de la Société est limité puisque moins de 10 % de ses employés actifs sont assujettis à des régimes de retraite à prestations déterminées, tandis que le reste des employés, incluant tous les nouveaux, participent aux régimes à cotisations déterminées de la Société comme le REER collectif ou le 401K. Selon le solde de l'obligation au 31 décembre 2021, 97 % des régimes de retraite de la Société ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2020 (92 % en 2019).

Compte tenu des hypothèses et du plafond des actifs utilisés, le déficit actuariel pour les fins comptables de nos régimes de retraite totalisait 10 M\$ au 31 décembre 2021, comparativement à 69 M\$ en 2020. La dépense de 2021 concernant les régimes de retraite a été de l'ordre de 6 M\$ et les sorties de fonds ont été de 5 M\$. Grâce aux rendements des placements en 2021 et au changement sur le plan des hypothèses de calcul, la dépense relative aux avantages du personnel devrait s'établir à 5 M\$ en 2022. Pour ce qui est des besoins en liquidités, il est prévu que ces régimes de retraite nécessitent une contribution d'environ 5 M\$ en 2022. Finalement, sur une base consolidée, le ratio de solvabilité des fonds de retraite de la Société est demeuré stable à environ 100 %.

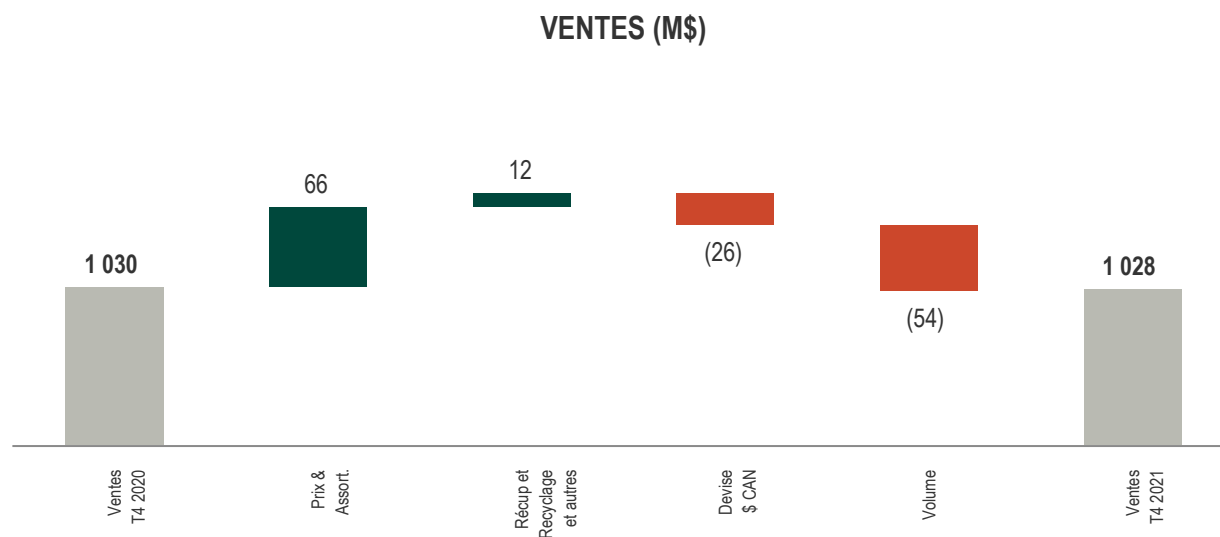
¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

COMMENTAIRES SUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2021, la Société a enregistré un bénéfice net de 105 M\$, ou 1,04 \$ par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 73 M\$, ou 0,72 \$ par action ordinaire, pour la même période de 2020. Sur une base ajustée¹, la Société a généré une perte nette de (9) M\$ au quatrième trimestre de 2021, ou (0,09) \$ par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 42 M\$, ou 0,42 \$ par action ordinaire, pour la même période de 2020.

Les ventes de 1 028 M\$ ont diminué de 2 M\$ par rapport à 1 030 M\$ de la même période de l'exercice précédent². Cela s'explique par des volumes plus bas dans le secteur des papiers tissu, spécialement le marché des produits de consommation, et dans le secteur des produits d'emballage, en plus de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une hausse des prix de vente moyens dans notre secteur des produits d'emballage.

Les principales variations³ des ventes du quatrième trimestre de 2021, par rapport à la même période de 2020², sont illustrées ci-dessous : (en millions de dollars canadiens)



¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

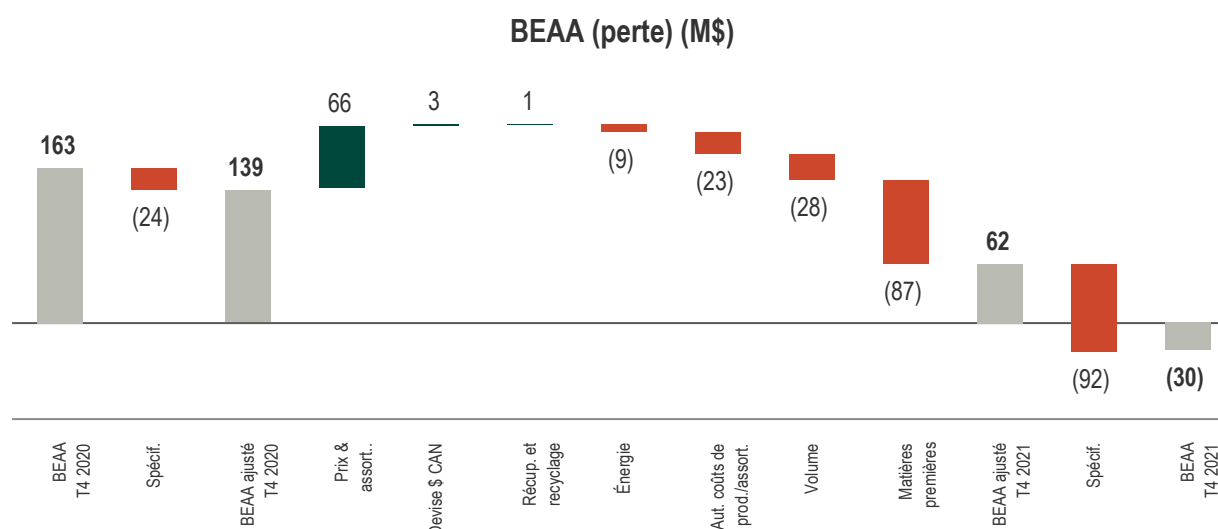
² Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

³ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA), veuillez vous reporter à la section « Résultats financiers comparatifs pour les exercices terminés le 31 décembre 2021 et 2020 » pour plus de détails.

La Société a enregistré un bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement (BEAA) de (30) M\$ au quatrième trimestre de 2021, comparativement à 163 M\$ à la même période de l'exercice précédent¹. Sur une base ajustée², le BEAA s'établit à 62 M\$ au quatrième trimestre de 2021, par rapport à 139 M\$ pour la même période de l'exercice précédent¹. La diminution de 77 M\$ du BEAA ajusté² reflète plusieurs facteurs. Ceux-ci incluent une baisse des volumes, une hausse des coûts des matières premières et de l'énergie dans nos secteurs des papiers tissu et des produits d'emballage. À l'inverse, la hausse des prix de vente moyens dans notre secteur des produits d'emballage a partiellement contrebalancé ces impacts négatifs.

Les principales variations³ du bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement du quatrième trimestre de 2021, par rapport à la même période de 2020¹, sont illustrées ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)



RAPPROCHEMENT ET UTILISATION DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le rapprochement du bénéfice (perte) d'exploitation au BEAA, au BEAA ajusté² et au bénéfice (perte) d'exploitation ajusté² est présenté par secteur dans les tableaux ci-dessous :

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2021					
(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Carton-caisse	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	43	17	(115)	(35)	(90)
Amortissement	28	4	17	11	60
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	71	21	(98)	(24)	(30)
Éléments spécifiques :					
Gain sur acquisitions, cessions et autres	—	—	(1)	—	(1)
Baisse de valeur	1	—	87	—	88
Frais de restructuration	—	—	6	—	6
Perte (gain) non réalisée sur instruments financiers dérivés	(2)	—	—	1	(1)
	(1)	—	92	1	92
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté²	70	21	(6)	(23)	62
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté²	42	17	(23)	(34)	2

¹ Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

³ Pour les définitions de certaines catégories de variation des ventes et du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA), veuillez vous reporter à la section « Résultats financiers comparatifs pour les exercices terminés le 31 décembre 2021 et 2020 » pour plus de détails.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2020¹

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	Carton-caisse	Produits spécialisés	Papiers tissu	Activités corporatives	Consolidé
Bénéfice (perte) d'exploitation	122	12	10	(40)	104
Amortissement	28	3	17	11	59
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	150	15	27	(29)	163
Éléments spécifiques :					
Perte (gain) sur acquisitions, cessions et autres	(40)	—	2	—	(38)
Baisse de valeur (reprise)	(2)	—	5	1	4
Frais de restructuration	—	—	6	2	8
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	2	—	—	—	2
	(40)	—	13	3	(24)
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement ajusté²	110	15	40	(26)	139
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté²	82	12	23	(37)	80

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net, selon les IFRS, avec le bénéfice (perte) d'exploitation, le bénéfice d'exploitation ajusté² ainsi que le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté² :

Pour les périodes de trois mois terminés le
31 décembre,

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	2021	2020 ¹
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires	105	73
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	3	4
Résultats générés par les activités abandonnées	(204)	1
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	(29)	16
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	—	3
Part des résultats des entreprises associées et coentreprises	(7)	(5)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	—	(3)
Frais de financement et charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs et perte sur le rachat de dette à long terme	42	15
Bénéfice (perte) d'exploitation	(90)	104
Éléments spécifiques :		
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(1)	(38)
Baisse de valeur	88	4
Frais de restructuration	6	8
Perte (gain) non réalisée sur instruments financiers dérivés	(1)	2
	92	(24)
Bénéfice d'exploitation ajusté²	2	80
Amortissement	60	59
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté²	62	139

¹ Les résultats consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

Le tableau suivant rapproche le bénéfice net ainsi que le bénéfice net par action ordinaire, selon les IFRS, et le bénéfice (perte) net ajusté¹ ainsi que le bénéfice (perte) net ajusté¹ par action ordinaire :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et le nombre d'actions ordinaires) (non audités)	BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)		BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTION ORDINAIRE ²	
	Pour les périodes de trois mois terminés le 31 décembre,		Pour les périodes de trois mois terminés le 31 décembre,	
	2021	2020	2021	2020
Selon les IFRS	105	73	1,04 \$	0,72 \$
Éléments spécifiques :				
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(1)	(38)	(0,01) \$	(0,34) \$
Baisse de valeur	88	4	0,74 \$	0,04 \$
Frais de restructuration	6	8	0,04 \$	0,05 \$
Perte (gain) non réalisée sur instruments financiers dérivés	(1)	2	(0,01) \$	0,02 \$
Perte sur le rachat de dette à long terme	20	—	0,13 \$	—
Perte (gain) non réalisé sur swaps de taux d'intérêt et juste valeur d'option	1	(11)	—	(0,12) \$
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	—	(3)	—	(0,02) \$
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	—	3	—	0,02 \$
Inclus dans les activités abandonnées, déduction faite des impôts afférents	(204)	8	(2,02) \$	0,05 \$
Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuables aux actionnaires sans contrôle ²	(23)	(4)	—	—
	(114)	(31)	(1,13) \$	(0,30) \$
Ajusté¹	(9)	42	(0,09) \$	0,42 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation			100 858 870	99 937 437

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies et le bénéfice (perte) d'exploitation ainsi que le bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement :

(en millions de dollars canadiens) (non audités)	Pour les périodes de trois mois terminés le 31 décembre,	
	2021	2020 ³
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies	69	158
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(49)	(27)
Amortissement	(60)	(59)
Impôts reçus nets	—	(1)
Frais de financement nets payés	11	5
Prime et frais de transactions payés sur le rachat de dette à long terme	24	—
Gain sur acquisitions, cessions et autres	1	38
Frais de restructuration et baisse de valeur	(94)	(12)
Perte (gain) non réalisée sur instruments financiers dérivés	1	(2)
Provisions pour éventualités et charges et autres passifs, nets des dividendes reçus	7	4
Bénéfice (perte) d'exploitation	(90)	104
Amortissement	60	59
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement	(30)	163

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

² Les éléments spécifiques par action ordinaire sont calculés sur une base après impôt et excluant la portion attribuable aux actionnaires sans contrôle. Les montants par action de la ligne « Effet d'impôt sur les éléments spécifiques, autres ajustements relatifs à l'impôt et attribuables aux actionnaires sans contrôle » incluent seulement l'effet des ajustements d'impôt. Bien vouloir vous reporter à la section « Charge d'impôts sur les résultats » présentée dans cette section pour plus de détails.

³ Les résultats consolidés et les flux de trésorerie consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

Le tableau suivant rapproche les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies et les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement) ainsi que les flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies². Il rapproche également les flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies² aux flux de trésorerie ajustés disponibles², calculés également sur la base par action ordinaire.

	Pour les périodes de trois mois terminés le	
	31 décembre,	
	2021	2020 ¹
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire ou lorsque mentionné autrement) (non audités)		
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies	69	158
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(49)	(27)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies (excluant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement)	20	131
Frais de restructuration	7	6
Prime et frais de transactions payés sur le rachat de dette à long terme	24	—
Éléments spécifiques payés	31	6
Flux de trésorerie ajustés générés par les activités d'exploitation des activités poursuivies²	51	137
Dépenses en capital	(95)	(72)
Variation d'actifs incorporels et d'autres actifs	(1)	(2)
Paielements en vertu des obligations locatives	(12)	(13)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	2	46
	(55)	96
Dividendes payés aux actionnaires de la Société et aux actionnaires sans contrôle	(16)	(12)
Flux de trésorerie ajustés disponibles générés (utilisés)²	(71)	84
Flux de trésorerie ajustés disponibles générés (utilisés)² par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,70) \$	0,84 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	100 858 870	99 937 437

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES INCLUS DANS LE BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT ET DANS LE BÉNÉFICE NET

La Société a engagé certains éléments spécifiques en 2021 et en 2020 qui ont influé de façon positive ou négative sur ses résultats². Au cours du quatrième trimestre, les principaux éléments spécifiques suivants, avant impôt, ont eu des répercussions sur notre BEAA et/ou bénéfice net :

2021

- 1 M\$ de gain sur la vente d'un bâtiment lié à une usine fermée aux États-Unis dans le secteur des papiers tissu (BEAA et bénéfice net);
- 1 M\$ de baisse de valeur sur un équipement devenu inactif à la suite de l'introduction d'une nouvelle technologie dans le secteur de l'emballage carton-caisse (BEAA et bénéfice net);
- 16 M\$ de baisse de valeur sur les immobilisations corporelles de l'une de ses UGT aux États-Unis dans le secteur des papiers tissu en raison de conditions de marché difficile et d'une sous-performance des actifs (BEAA et bénéfice net);
- 71 M\$ de baisse de valeur sur l'écart d'acquisition et sur les autres actifs incorporels du secteur des papiers tissu afin de refléter le fait que la valeur recouvrable du secteur était inférieure à sa valeur comptable. La pandémie de COVID-19 a entraîné des volumes inférieurs à la normale dans le secteur des papiers tissu. Plus précisément, les impacts sur les volumes dans le marché hors foyer ont commencé depuis le deuxième trimestre de 2020, tandis que la baisse des volumes dans le marché des produits de consommation a commencé à partir du deuxième trimestre de 2021 en raison d'une demande plus forte que d'habitude l'année précédente (BEAA et bénéfice net);
- 6 M\$ de frais de restructuration additionnels et frais de fermeture découlant de la fermeture d'usines dans le secteur des papiers tissu (BEAA et bénéfice net);
- 1 M\$ de gain non réalisé sur les instruments financiers (BEAA et bénéfice net);
- 20 M\$ de perte sur le rachat de la dette à long terme (bénéfice net);
- 1 M\$ de perte non réalisée relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC (bénéfice net);
- 228 M\$ de gain (avant impôts sur les résultats de 24 M\$) sur la vente de sa participation majoritaire de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (RDM) dans les activités corporatives. Ce montant est présenté dans les activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détail (bénéfice net).

¹ Les flux de trésorerie consolidés du premier trimestre de 2021, 2020 et 2019 ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte d'ajustements des activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détails.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

2020

- 40 M\$ de gain provenant de la vente d'un bâtiment et du terrain d'une usine d'emballage carton-caisse située à Etobicoke, en Ontario, au Canada (BEAA et bénéfice net);
- 2 M\$ de provision environnementale liée à une usine fermée du secteur des papiers tissu aux États-Unis (BEAA et bénéfice net);
- 4 M\$ de baisse de valeur, principalement dans le secteur des papiers tissu, liée aux changements dans la valorisation de certains actifs en raison des conditions économiques actuelles et de la demande du marché (BEAA et bénéfice net);
- 8 M\$ de frais de restructuration dans le secteur des papiers tissus et des activités corporatives dans le cadre d'initiatives d'amélioration de la rentabilité et de restructuration (BEAA et bénéfice net);
- 2 M\$ de perte non réalisée sur les instruments financiers (BEAA et bénéfice net);
- 13 M\$ de gain non réalisé sur la réévaluation à la juste valeur d'une option unique octroyée à White Birch pour acquérir un intérêt pouvant atteindre jusqu'à 10 % dans le projet d'usine de fabrication de carton-caisse de Bear Island (bénéfice net);
- 2 M\$ de perte non réalisée relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC (bénéfice net);
- 3 M\$ de gain de change sur la dette à long terme et les instruments financiers (bénéfice net);
- 3 M\$ de perte de réévaluation de la juste valeur sur des placements (bénéfice net);
- 9 M\$ (avant impôts sur les résultats de 1 M\$) de baisse de valeur dans le secteur carton plat Europe sur certains actifs, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable. Ce montant est présenté dans les activités abandonnées. Bien vouloir consulter la section « Activités abandonnées » et la Note 5 des états financiers consolidés audités de 2021 pour plus de détail (bénéfice net).

PERSPECTIVES À COURT TERME

La pandémie en cours et ses ramifications sur le coût des intrants, la logistique, la main-d'œuvre et la demande restent imprévisibles. Nombre de ces facteurs ont perduré en janvier, mais nous avons commencé à constater une amélioration de la disponibilité de la main-d'œuvre en février. La demande demeure solide pour nos activités d'emballage et les résultats refléteront la baisse des coûts des matières premières à court terme et le déploiement des augmentations de prix annoncées au cours des prochains mois. Il ne fait aucun doute que le secteur des Papiers tissu demeure difficile et notre priorité est de revenir à la trajectoire de performance d'avant la pandémie. Le quatrième trimestre a été exceptionnellement difficile avec ses vents de face majeurs et sans précédent. Néanmoins, malgré ces conditions difficiles, nous avons complété avec succès notre sortie de l'Europe et augmenté notre capacité financière. Je voudrais également profiter de cette occasion pour exprimer ma sincère reconnaissance à nos employés qui ont joué un rôle clé majeur dans notre capacité à continuer de servir nos clients en ces temps difficiles.

RENSEIGNEMENTS À L'ÉGARD DU CAPITAL-ACTIONS

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

Les actions ordinaires de Cascades se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « CAS ». Pendant la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, le prix de l'action ordinaire de Cascades a fluctué entre 13,24 \$ et 18,18 \$. Durant la même période, 145,4 millions d'actions ordinaires de Cascades se sont échangées. Le 31 décembre 2021, le prix de clôture de l'action ordinaire de Cascades était de 13,97 \$ par rapport à 14,55 \$ à ce même jour de clôture de l'année dernière.

ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

Au 31 décembre 2021, le capital-actions émis et en circulation de la Société se composait de 100 860 362 actions ordinaires (102 276 230 au 31 décembre 2020) et de 2 373 416 options d'achat d'actions qui étaient émises et en circulation (2 433 090 au 31 décembre 2020). En 2021, la Société a racheté 1 651 600 actions ordinaires pour annulation, alors que 235 732 options ont été exercées, 189 752 ont été émises et 13 694 options ont été annulées.

Le 5 octobre 2020, la Société s'est entendue avec des preneurs fermes afin d'émettre des actions ordinaires. Les preneurs fermes ont souscrit à 7 441 000 actions ordinaires au prix de 16,80 \$ pour un produit brut total de 125 M\$. Les frais de transactions s'élevaient à 5 M\$ avant le recouvrement d'impôts de 1 M\$. La transaction a été effectuée le 22 octobre 2020.

Au 23 février 2022, le capital-actions émis et en circulation se composait de 100 860 362 actions ordinaires et de 2 373 416 options d'achat d'actions.

PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Le programme de rachat dans le cours normal des activités annoncé le 17 mars 2020 permettait à la Société le rachat pour annulation de 1 886 220 actions ordinaires entre le 19 mars 2020 et le 18 mars 2021. Pendant cette période, Cascades a racheté 279 700 actions ordinaires pour annulation.

L'actuel programme de rachat dans le cours normal des activités annoncé le 17 mars 2021 permet à la Société le rachat pour annulation de 2 045 621 actions ordinaires entre le 19 mars 2021 et le 18 mars 2022. Durant la période entre le 19 mars 2021 et le 23 février 2022, la Société a racheté 1 651 600 actions ordinaires pour annulation.

DIVIDENDES

Le 23 février 2022, le conseil d'administration de Cascades a déclaré un dividende trimestriel de 0,12 \$ par action ordinaire, payable le 10 mars 2022 aux actionnaires inscrits le 24 mars 2022 en fermeture de séance. Au 23 février 2022, le rendement du dividende était de 3,8 %.

Symbole TSX : CAS	2019				2020				2021			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Actions ordinaire en circulation (en millions) ¹	93,6	93,6	94,2	94,2	94,3	95,0	95,0	102,3	102,3	102,3	100,9	100,9
Prix de clôture (en dollars canadiens) ¹	8,34 \$	10,54 \$	11,58 \$	11,21 \$	12,57 \$	14,79 \$	16,84 \$	14,55 \$	15,73 \$	15,26 \$	15,67 \$	13,97 \$
Moyenne journalière du volume ²	238 606	202 448	164 371	146 157	256 827	298 267	257 710	363 795	342 616	433 394	278 277	272 438
Rendement du dividende ¹	1,9 %	1,5 %	2,8 %	2,9 %	2,5 %	2,2 %	1,9 %	2,2 %	2,0 %	2,1 %	3,1 %	3,4 %

¹ Pour la dernière journée du trimestre.

² Moyenne journalière du volume sur la Bourse de Toronto.

PRIX DE L'ACTION ORDINAIRE DE CASCADES POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER 2019 AU 31 DÉCEMBRE 2021
(en dollars canadiens)



OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AUTRES ENGAGEMENTS

L'essentiel des obligations contractuelles et des engagements commerciaux de la Société est lié à l'encours de la dette, à des dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles, à des contrats de services, à des contrats de location exemptés ainsi qu'à des obligations liées aux régimes de retraite et aux autres régimes post-emploi. Le tableau suivant résume ces obligations en date du 31 décembre 2021 :

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paielements exigibles par période (en millions de dollars canadiens) (non audités)	TOTAL	MOINS D'UN AN	ENTRE UN ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Dette à long terme incluant capital et intérêts	1 900	140	1 064	696
Immobilisations corporelles et actifs incorporels	112	112	—	—
Contrats de service et contrats de location exemptés	39	29	9	1
Baux non débutés, mais déjà signés	25	5	19	1
Régimes de retraite et autres régimes ¹	893	36	144	713
Total des obligations contractuelles	2 969	322	1 236	1 411

¹ Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majorité des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2021.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a également conclu diverses ententes avec ses coentreprises, entreprises associées et sociétés satellites liées à un ou plusieurs administrateurs pour obtenir des matières premières comme le papier recyclé, la pâte vierge et l'énergie ainsi que des produits transformés et non transformés, en plus d'autres ententes dans le cours normal de ses activités. Le montant global des ventes de la Société à ses coentreprises, entreprises associées et autres sociétés satellites liées s'est élevé à 324 M\$ et à 246 M\$ pour 2021 et 2020 respectivement. Le montant global des achats des coentreprises, entreprises associées et autres sociétés satellites liées à la Société s'est chiffré à 76 M\$ et à 84 M\$ pour 2021 et 2020 respectivement.

CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATION

A. NOUVELLE NORME IFRS APPLIQUÉE

Réforme du LIBOR avec amendement à IFRS 9, IAS 29, IFRS 7 et IFRS 16

En août 2020, l'IASB a publié la réforme du taux d'intérêt de référence - Phase 2, qui modifie *IFRS 9 Instruments financiers*, *IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, *IFRS 7 Instruments financiers : Information à fournir* et *IFRS 16 Contrats de location*. Les amendements complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les effets dans les états financiers lorsqu'une entreprise remplace l'ancien taux d'intérêt de référence par un autre taux d'intérêt de référence à la suite de la réforme.

La norme est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

B. NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

Amendement à IAS 16

En mai 2020, l'IASB a publié un amendement à *IAS 16 Immobilisations corporelles* qui vise à clarifier la manière dont les entités doivent comptabiliser le produit de la vente, et les coûts de production associés, d'éléments produits par un actif avant qu'il ne soit disponible pour son utilisation prévue. La modification exige que le produit des ventes enregistré avant que l'actif connexe ne soit disponible pour utilisation soit comptabilisé aux résultats avec les coûts associés aux éléments vendus, plutôt qu'en ajustant le coût de l'actif en construction. La modification entrera en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022 et doit être appliquée rétrospectivement à la première période présentée dans les états financiers. La Société ne prévoit pas d'ajustement rétrospectif important de ses états financiers du 31 décembre 2021, car il n'y avait aucun actif important en construction en phase de test à la fin de 2021.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction de l'information disponible, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile et à la valeur résiduelle des immobilisations corporelles, à la baisse de valeur des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

A. BAISSÉ DE VALEUR DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, selon l'approche du marché, la direction utilise la valeur des actifs comparables sur le marché. Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, sur la base de l'approche basée sur les bénéfices, la direction utilise plusieurs hypothèses clés, entre autres, les niveaux d'expéditions estimées, les taux de change, les taux de croissance des revenus, les marges du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA), le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Cependant, sur la base de l'information disponible à la date de l'évaluation, ces hypothèses requièrent un degré important de jugement et de complexité. La direction est d'avis que les hypothèses suivantes sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc avoir une incidence sur l'évaluation des actifs au cours de la prochaine année.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE BAISSÉ DE VALEUR (voir la Note 26 des états financiers consolidés audités de 2021)

REVENUS, MARGES BÉNÉFICIAIRES D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT (BEAA), FLUX DE TRÉSORERIE ET TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées pour les revenus sont basées sur le budget interne sectoriel de la Société qui a été projeté sur une période de cinq ans alors qu'un taux de croissance à long terme de 2 % a été appliqué par la suite. L'hypothèse utilisée pour les marges bénéficiaires d'exploitation avant amortissement (BEAA) est basée sur la performance historique du secteur et a été maintenue constante. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activité dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base de l'information publique accessible.

TAUX DE CHANGE

Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années. Le taux de change terminal est basé sur les données historiques des vingt dernières années et ajusté afin de refléter la meilleure estimation de la direction sur le marché.

EXPÉDITIONS

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société pour la prochaine année et demeurent normalement inchangées pour la capacité établie alors qu'un accroissement sur les périodes prévisionnelles subséquentes est considéré pour les nouvelles capacités. Lorsqu'elle établit ses expéditions budgétisées, la Société tient compte de l'expérience passée, des prévisions économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser en réduction du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

D. ÉCARTS D'ACQUISITION, AUTRES ACTIFS INCORPORELS ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les écarts d'acquisition et les listes de clients ont été créés à la suite de regroupements d'entreprises. La méthode de l'acquisition, qui nécessite également des estimations et des jugements importants, est utilisée pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises. Dans le cadre du processus d'allocation du regroupement d'entreprises, les justes valeurs estimées sont attribuées aux actifs nets acquis. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations de fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimée des actifs nets acquis est ensuite attribué à l'écart d'acquisition. Si les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués à l'actif net pourraient différer de ce qui est actuellement déclaré. Cela aurait alors une incidence directe sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition. Les différences dans les justes valeurs estimées auraient également une incidence sur l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée.

JUGEMENTS IMPORTANTS UTILISÉS DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES

JUGEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT L'EFFET DE LA PANDÉMIE

En réponse aux effets de la pandémie de COVID-19, la Société a revu les hypothèses relatives aux plans d'exploitation, à l'évaluation des immobilisations corporelles et aux comptes débiteurs. L'exercice n'a entraîné aucune perte de crédit attendue sur créances des comptes débiteurs. Toutefois, des baisses de valeurs ont été enregistrées dans le secteur des papiers tissu sur les immobilisations corporelles, les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels (voir les Notes 9, 10 et 26 des états financiers consolidés audités de 2021). La Société continue de surveiller de près la situation liée à la COVID-19: la durée, la propagation ou l'intensité de la pandémie à mesure qu'elle continue d'évoluer, ainsi que la chaîne d'approvisionnement, les prix du marché et la demande des clients. Ces facteurs peuvent avoir une incidence supplémentaire sur le plan d'exploitation de la Société, ses flux de trésorerie, sa capacité de lever des fonds et l'évaluation de ses actifs à long terme.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de la Société ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière attestent l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires selon « le règlement 52-109 » en utilisant le cadre de contrôle interne proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, il n'y a eu aucun changement dans le CIIF de la Société qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le CIIF.

FACTEURS DE RISQUE

La Société est exposée à certains risques liés au marché dans le cours normal de ses activités, ce qui inclut les variations des prix de vente de ses principaux produits, des coûts des matières premières, des taux d'intérêt et des taux de change des devises étrangères, autant de facteurs influant sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. La Société gère l'exposition à ces risques et aux autres risques liés au marché par diverses activités régulières d'exploitation et de financement, ainsi que, de manière plus limitée, par l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La Société utilise ces derniers comme mécanismes de gestion des risques et non dans le but de spéculer sur des investissements. Les sections qui suivent traitent des principaux éléments de risque et d'incertitude que nous avons répertoriés ainsi que de nos stratégies d'atténuation. Les éléments ne sont pas présentés dans un ordre particulier, étant donné que chaque risque est évalué en gravité et en probabilité d'occurrence. Nous prévenons le lecteur que la liste ne couvre pas tous les risques que nous courons et que nos stratégies d'atténuation ne permettront pas d'éliminer tous les risques.

Risques liés aux activités de la Société

Si la Société ne réussit pas à gérer l'offre et la demande dans le contexte de la pandémie de COVID-19 causée par le coronavirus ou d'autres problèmes de santé publique similaires à grande échelle, ou encore les défis d'exploitation qui en résultent, cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats.

La peur de contracter la COVID-19, les effets réels de cette maladie ou les mesures gouvernementales prises en conséquence, comme les restrictions relatives aux voyages, la fermeture des entreprises ou l'imposition de restrictions, les ordonnances de couvre-feu, les recommandations ou les consignes des autorités gouvernementales enjoignant à la population d'éviter les grands rassemblements ou de respecter la quarantaine ou d'autres types de fermetures et restrictions, pourraient avoir des répercussions défavorables sur la Société. Ces impacts incluent, mais ne sont pas limités à :

- la réduction appréciable ou la grande volatilité de la demande pour un ou plusieurs des produits de la Société, qui pourrait être attribuable, entre autres choses, à l'imposition de la quarantaine ou à d'autres restrictions relatives aux voyages, à des difficultés financières, au changement de comportement des clients qui pourraient délaisser un ou plusieurs des produits de la Société, y compris nos produits hors foyer ou nos produits d'emballage industriels, ou au fait que les consommateurs décident de faire des réserves et d'acheter une quantité excessive de produits de la Société pendant une période, réduisant ainsi la demande de ces produits pendant une autre période. Si une telle situation perdure, ces événements pourraient accroître la difficulté pour la Société de planifier ses activités et avoir un effet défavorable sur ses résultats;
- l'impossibilité, pour la Société, de répondre aux besoins de ses clients et d'atteindre ses cibles au chapitre des coûts en raison des perturbations dans les ententes de fabrication et d'approvisionnement causées par le manque de main-d'œuvre ou de la perte ou de la pénurie de matériel de fabrication ou d'approvisionnement important, comme les matières premières ou d'autres composantes des produits finis, les moyens de transport ou d'autres fonctions de fabrication et de distribution. Bien que la Société n'ait pas eu à le faire pour l'instant, elle pourrait être forcée de fermer ses installations de fabrication ou de réduire leurs activités afin de se conformer aux consignes plus strictes que le gouvernement pourrait donner à l'avenir, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats;
- le fait que des tiers dont la Société dépend, y compris ses fournisseurs, ses fabricants contractuels, ses distributeurs et d'autres entrepreneurs, manquent à leurs obligations envers la Société ou aient d'énormes difficultés à les remplir en raison de leurs propres difficultés financières ou sur le plan de l'exploitation ou de leur incapacité à livrer des biens ou à fournir des services à cause des restrictions ou consignes gouvernementales, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la Société;

- l'augmentation des frais découlant de l'instauration de méthodes de travail qui sont conformes aux recommandations et aux règlements gouvernementaux et qui protègent la santé et la sécurité des employés de la Société, comme le travail à distance (qui entraîne à son tour des risques supplémentaires inhérents à la cybersécurité), les tests de dépistage et le resserrement des protocoles de nettoyage et des mesures sanitaires. La Société prévoit continuer d'engager des frais dans le cadre de ses efforts d'atténuation des risques et pourrait devoir mettre en œuvre d'autres mesures plus coûteuses pour continuer de se conformer aux recommandations et aux règlements gouvernementaux, qui pourraient devenir encore plus rigoureux à l'avenir, afin de protéger la santé et la sécurité de ses employés;
- les mesures gouvernementales prises dans un ou plusieurs des territoires où Cascades exerce ses activités qui retireraient à Cascades le privilège d'être considérée comme une « entreprise essentielle » (ou d'autres mesures prises par les gouvernements dans le but de restreindre les activités commerciales des entreprises jugées essentielles), forçant ainsi la Société à réduire considérablement ses activités, voire à les interrompre, ou des mesures gouvernementales qui feraient en sorte que les fournisseurs, les fabricants contractuels, les distributeurs ou d'autres entrepreneurs de la Société ne soient plus considérés comme des entreprises essentielles, ce qui compromettrait la mesure dans laquelle la Société pourrait livrer ses produits et fournir ses services à ses clients, entraînant un effet défavorable sur ses activités et ses résultats.

Malgré les efforts que la Société déploie pour gérer ces conséquences et les atténuer, leur incidence ultime dépend également de facteurs qui sont indépendants de sa volonté, y compris la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 ainsi que les mesures prises par des tiers afin d'endiguer sa propagation et d'atténuer ses répercussions sur la santé publique. Les effets défavorables qui sont décrits ci-dessus s'appliquent également à d'autres épidémies, pandémies et autres urgences de santé publique.

Dans la mesure où la pandémie de COVID-19 aura un effet défavorable sur l'entreprise, les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, elle pourrait également avoir pour effet d'aggraver bon nombre des autres risques qui sont décrits dans la présente rubrique, comme les risques inhérents à l'endettement élevé de la Société, à la nécessité pour la Société de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de sa dette et à la mesure dans laquelle elle pourra se conformer aux engagements stipulés dans les conventions qui régissent ses emprunts.

Les marchés de certains produits de la Société ont tendance à être cycliques et le prix de certains de ses produits, ainsi que celui des matières premières et le coût de l'énergie, pourraient fluctuer considérablement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur son entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.

Les marchés de certains produits de la Société, particulièrement le carton-caisse, sont cycliques. Par conséquent, les prix de ce type de produits et des deux matières premières principales qui les constituent, le papier recyclé et la fibre vierge, ont fluctué considérablement par le passé et sont susceptibles de continuer à le faire à l'avenir, principalement en raison des déséquilibres entre l'offre et la demande sur le marché. La force de l'économie mondiale et de celle des pays ou des régions où Cascades exerce ses activités, particulièrement au Canada et aux États-Unis, les deux marchés principaux de la Société, influe énormément sur la demande. Celle-ci est également touchée par la fluctuation des stocks détenus par les clients et les préférences de ces derniers. L'offre dépend principalement de la capacité du secteur et des taux d'utilisation de la capacité. En période de faiblesse économique, la réduction des dépenses des consommateurs et des entreprises fait chuter la demande, ce qui est susceptible d'entraîner la baisse des prix. Les participants au secteur peuvent également, à l'occasion, accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait faire en sorte que l'offre excède la demande et que les prix baissent. Aussi, la faiblesse des prix dans le marché des fibres recyclées pourrait avoir un impact négatif sur leur disponibilité.

Selon la conjoncture du marché et la demande connexe, Cascades pourrait interrompre sa production pour des motifs liés au marché. En outre, la Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir ses prix actuels ou d'augmenter ses prix à l'avenir. Le cas échéant, cela aurait un effet défavorable sur ses revenus, sa rentabilité et ses rentrées de fonds. En outre, d'autres participants pourraient accroître leur capacité ou leur taux d'utilisation de la capacité, ce qui pourrait également avoir une incidence défavorable sur l'entreprise ainsi que sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le prix de la fibre recyclée et de la fibre vierge fluctue considérablement. Le prix de ces matières pourrait présenter un risque pour les marges de profit de la Société s'il lui était impossible de transférer les augmentations de prix à ses clients en temps opportun. Bien que le prix de la fibre recyclée fluctue généralement en fonction du prix des produits fabriqués à partir de papier recyclé, il se pourrait que ce ne soit pas toujours le cas. Si Cascades n'était pas en mesure d'augmenter le prix de vente de ses produits pour compenser la hausse du prix de la fibre recyclée ou de la fibre vierge, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur sa rentabilité et ses rentrées de fonds.

Cascades utilise également de l'énergie, principalement du gaz naturel et du mazout, pour générer la vapeur qu'elle utilise dans le cadre de la production et pour faire fonctionner la machinerie. Le prix de l'énergie, particulièrement du gaz naturel et du mazout, demeure très volatil. Cascades évalue constamment ses coûts énergétiques et étudie des moyens d'en tenir compte dans ses prix. Toutefois, si le prix de l'énergie devait augmenter, cela aurait un effet défavorable sur les coûts de production, la situation concurrentielle et les résultats d'exploitation de la Société. Une augmentation importante pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société et des répercussions plus lourdes sur le marché qui pourraient nuire davantage à l'entreprise ou aux résultats financiers de la Société.

Cascades doit affronter une forte concurrence et certains de ses concurrents pourraient profiter d'avantages notables au chapitre des coûts, être en mesure de réaliser des économies d'échelle supérieures ou pouvoir mieux résister aux périodes de diminution des prix et de conditions d'exploitation défavorables, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur la part du marché et la rentabilité de la Société.

Les marchés des produits de la Société sont extrêmement concurrentiels. Sur certains de ses marchés, Cascades livre concurrence à un petit nombre d'autres producteurs, particulièrement pour ce qui est du papier tissu. Dans certains secteurs, tels que celui du carton-caisse, la concurrence est plutôt mondiale, alors que dans d'autres, tels que le secteur des papiers tissu, elle est plutôt régionale. Dans le segment des produits d'emballage de la Société, celle-ci doit également affronter la concurrence du matériel d'emballage de rechange, tel que le plastique et le polystyrène, ce qui peut donner lieu à un excédent de la capacité, à une diminution de la demande et à des pressions au chapitre des prix.

La concurrence sur les marchés où la Société exerce ses activités repose principalement sur le prix, le service à la clientèle ainsi que sur la qualité, la gamme et les caractéristiques de rendement de ses produits. La capacité de la Société de rivaliser avec succès dépend d'une variété de facteurs, notamment les suivants :

- sa capacité de maintenir une grande efficacité dans les usines et à avoir un taux d'exploitation élevé et des coûts de fabrication bas;
- la disponibilité, la qualité et le coût des matières premières, particulièrement la fibre recyclée et la fibre vierge, et de la main-d'œuvre;
- le coût de l'énergie.

Certains concurrents de la Société pourraient à l'occasion payer moins cher la fibre, l'énergie et la main-d'œuvre dont ils ont besoin et exercer leurs activités dans un contexte où la réglementation environnementale et gouvernementale est moins restrictive que celle à laquelle Cascades est soumise. Par exemple, les fabricants entièrement intégrés, qui sont ceux dont les besoins en pâtes et en autres fibres sont comblés entièrement par des sources internes, pourraient avoir certains avantages concurrentiels sur les fabricants qui ne sont pas entièrement intégrés tels que Cascades lorsque le prix des matières premières est relativement élevé, étant donné qu'ils sont en mesure d'obtenir un approvisionnement constant en matières premières à un coût susceptible d'être inférieur aux prix en vigueur sur le marché. En comparaison, les concurrents qui sont moins intégrés que Cascades pourraient profiter d'avantages au chapitre des coûts lorsque le prix de la pâte ou de la fibre est relativement bas parce qu'ils sont en mesure d'acheter ces matières à un prix inférieur aux frais que la Société engage dans le cadre de la production. D'autres concurrents de plus grande envergure que Cascades pourraient réaliser de plus grosses économies d'échelle, à l'échelle mondiale, ou mieux résister aux périodes où les prix chutent ou alors où les conditions d'exploitation sont défavorables.

Les clients de la Société regroupent de plus en plus leurs entreprises. Si le nombre de clients de la Société diminue, sa force de négociation avec ses clients pourrait faiblir, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses prix, ses marges et sa rentabilité.

Comme la Société exerce ses activités à l'échelle internationale, elle est exposée à des risques politiques, sociaux et de change qui pourraient avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière.

Les activités internationales de la Société l'exposent à un certain nombre de risques et de défis, notamment les suivants :

- la commercialisation efficace de ses produits dans d'autres pays;
- les tarifs et les autres barrières commerciales;
- les cadres réglementaires et les contextes politiques différents qui s'appliquent aux activités de la Société dans certaines régions, tels que la conformité environnementale et les règles en matière de santé et de sécurité, et
- l'exposition aux épidémies et aux pandémies telles que la propagation du coronavirus, ainsi que d'autres maladies ou virus contagieux.

Cascades compte des clients et exerce des activités à l'extérieur du Canada. En 2021, les ventes à l'extérieur du Canada, en dollars canadiens, représentaient environ 55 % des ventes de la Société, incluant 55 % qui étaient des ventes effectuées aux États-Unis. En 2021, 18 % des ventes des usines canadiennes ont été faites aux États-Unis.

En outre, les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, tandis qu'une partie de ses ventes sont réalisées dans d'autres devises, principalement le dollar américain. Une diminution de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain peut défavorablement toucher les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Au 31 décembre 2021, la dette consolidée de la Société libellée en dollars américains totalisait 992 M\$ US.

De surcroît, dans certains cas, la devise dans laquelle la Société vend ses produits ne correspond pas à la devise dans laquelle elle engage des frais, ce qui peut avoir un effet défavorable sur sa rentabilité. La fluctuation du cours du change peut également influencer sur la situation concurrentielle relative d'une installation donnée si celle-ci doit affronter la concurrence de producteurs non locaux, ainsi que sur la capacité de la Société de commercialiser avec succès ses produits sur les marchés d'exportation. Par conséquent, si le dollar canadien demeurerait fort de façon permanente vis-à-vis du dollar américain, cela pourrait avoir une incidence sur la rentabilité des installations de la Société et forcer Cascades à fermer des installations temporairement ou de façon permanente et, de ce fait, avoir un effet défavorable important sur l'entreprise ou ses résultats financiers.

La Société gère le risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle en concluant des contrats à terme sur devises et des options de devises relativement aux ventes, achats, dépenses d'intérêts et remboursements de la dette à long terme estimés. Ces instruments de couverture pourraient ne pas être efficaces pour compenser les risques, générer des pertes ou encore avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Société comparativement aux résultats qui auraient été obtenus n'eût été de la mise en place de ces couvertures.

Les activités de la Société sont assujetties à des réglementations environnementales rigoureuses et nécessitent des dépenses qui pourraient être importantes par rapport aux fonds provenant de l'exploitation.

La Société est soumise aux lois et règlements sur l'environnement imposés par l'ensemble des autorités gouvernementales et des organismes de réglementation dans tous les pays où elle exerce ses activités. Ces lois et règlements environnementaux imposent des normes strictes à la Société, notamment dans les domaines suivants :

- les émissions atmosphériques;
- l'évacuation des eaux;
- l'utilisation et la manipulation des matières dangereuses;
- l'utilisation, la manipulation et l'élimination des déchets;
- la décontamination environnementale.

La Société est également régie par la Comprehensive Environmental Response, Compensation and Liability Act des États-Unis (CERCLA), ainsi que par les autres lois applicables aux États-Unis et au Canada qui tiennent les entreprises responsables des études sur les substances dangereuses et de l'élimination de ces dernières. La Société, pour certaines usines du Québec, est également assujettie à un marché du carbone dans le but de réduire les émissions de CO₂ à l'échelle mondiale. Chaque unité s'est vu assigner des droits d'émission (« quota CO₂ »). En se fondant sur l'année civile, si les émissions dépassent le quota CO₂, la Société doit acheter sur le marché les crédits nécessaires pour couvrir son déficit.

Si la Société ne se conforme pas aux exigences des lois, des règlements ou des permis environnementaux applicables, elle pourrait se voir imposer des amendes ou des sanctions civiles ou criminelles ou faire l'objet de mesures coercitives, y compris des ordonnances réglementaires ou judiciaires ordonnant ou suspendant certaines activités ou exigeant que des mesures correctives soient prises ou que du matériel de contrôle de la pollution soit installé, ce qui pourrait être très coûteux. Il est difficile de prédire l'évolution future de ces lois et règlements ou leur incidence sur les bénéfices et opérations futurs, mais il pourrait être nécessaire d'engager des dépenses en immobilisations pour s'y conformer. En outre, la modification des lois et des règlements actuels régissant les activités de la Société ou leur mise en application plus stricte pourrait avoir un effet défavorable important sur ses activités, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière. De plus, bien que Cascades s'efforce généralement de planifier à chaque année les dépenses en immobilisations liées à la conformité environnementale et en matière de santé et de sécurité, les dépenses en immobilisations effectivement engagées pourraient excéder celles prévues dans les estimations. Le cas échéant, Cascades pourrait être forcée de réduire d'autres dépenses en immobilisations ou d'autres activités. En outre, la mise en application des lois et des règlements environnementaux existants devient de plus en plus stricte. La Société pourrait découvrir des situations ou des problèmes environnementaux inconnus qui découlent d'activités qu'elle a exercées par le passé ou qu'elle exerce actuellement ou pourrait se voir attribuer des responsabilités environnementales imprévues à l'avenir.

Ces situations et responsabilités pourraient avoir les effets suivants :

- nécessiter des frais de remise en état des emplacements ou d'autres frais pour assurer la conformité aux lois ou règlements environnementaux ou corriger les violations de ceux-ci;
- entraîner des réclamations gouvernementales ou privées pour dommages corporels, matériels ou environnementaux.

L'une ou l'autre des situations pourrait avoir un effet défavorable important sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Cascades pourrait être assujettie à une responsabilité absolue et, dans certaines circonstances, solidaire dans le cadre d'enquêtes de contamination des sols, y compris la contamination causée par des tiers, quant aux propriétés qui lui appartiennent ou qu'elle exploite ou sur lesquelles la Société ou ses prédécesseurs ont pris des dispositions en vue de l'élimination de matières réglementées. Par conséquent, la Société participe de temps à autre à des poursuites et à des enquêtes administratives et judiciaires en matière environnementale. La Société pourrait être appelée à le faire à l'avenir et le montant total des frais futurs et des autres responsabilités environnementales qu'elle est susceptible d'engager pourrait être important.

À ce jour, la Société respecte, à tous égards importants, l'ensemble des lois et règlements environnementaux applicables. Toutefois, elle prévoit qu'elle devra continuer à engager des dépenses en immobilisations et des charges d'exploitation afin de maintenir cette conformité aux exigences en vigueur.

Cascades pourrait subir des sinistres que ses assurances pourraient ne pas couvrir, en totalité ou en partie.

Cascades a contracté des assurances responsabilité en cas d'incendies et des couvertures supplémentaires complètes à l'égard de la plupart de ses installations, dont les caractéristiques et les montants d'assurance sont ceux d'usage au sein du secteur relativement à des biens similaires. En outre, certains types de sinistres, tels que ceux qui résultent des guerres, des actes de terrorisme ou des désastres naturels, ne sont généralement pas assurés, soit parce qu'ils ne sont pas assurables, soit parce qu'il n'est pas possible de les assurer de façon économique. De surcroît, les assureurs sont récemment devenus plus réticents à assurer certains types de sinistres. Si un sinistre non assuré ou un sinistre dont la valeur est supérieure au montant de la couverture survenait, Cascades pourrait perdre les capitaux qu'elle a investis dans l'installation en question, ainsi que les revenus futurs qu'elle prévoyait tirer des activités de fabrication y ayant trait, tout en demeurant tenue de continuer à payer les hypothèques et les autres obligations financières liées aux biens en question. Un tel sinistre pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation ou sa situation financière.

Les conflits de travail ou les pénuries de main-d'œuvre pourraient avoir un effet défavorable important sur la structure de coûts de la Société et sur sa capacité d'exploiter ses usines qui dépendent de la capacité à attirer et retenir du personnel qualifié.

En date du 31 décembre 2021, la Société comptait environ 10 000 employés, dont environ 30 % des employés sont syndiqués. Si la Société ne réussit pas à négocier des conventions acceptables avec ses syndicats au moment de l'expiration des conventions existantes, cela pourrait entraîner des grèves ou des arrêts de travail ainsi qu'une hausse des frais d'exploitation attribuable à l'augmentation des salaires versés ou des avantages sociaux offerts aux employés syndiqués. Si les employés syndiqués amorcent un arrêt de travail ou se mettent en grève, cela pourrait perturber les activités de Cascades ou augmenter ses coûts de main-d'œuvre, ce qui pourrait avoir un effet défavorable important sur l'entreprise, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses rentrées de fonds. Des 29 conventions collectives en cours, 6 sont présentement échues et en cours de négociation, 8 expireront en 2022 et 9 autres prendront fin en 2023.

En règle générale, la Société entreprend le processus de négociation plusieurs mois avant la date d'expiration d'une convention collective; elle est donc en train de négocier avec les syndicats dont les conventions collectives ont expiré ou expireront bientôt. Cependant, Cascades pourrait ne pas réussir à négocier de nouvelles conventions ou à les négocier selon des modalités satisfaisantes.

Le succès de Cascades dépend en partie de sa capacité à continuer d'attirer et retenir des cadres et du personnel de gestion, de réglementation, de technique, de vente et de marketing qualifiés dans diverses régions géographiques. L'incapacité d'attirer, d'intégrer, de motiver et de retenir du personnel qualifié pourrait avoir un effet défavorable important sur la Société. La Société est en concurrence pour ce personnel contre de nombreuses entreprises. Rien ne garantit qu'elle réussira à attirer ou à retenir ce personnel et le fait de ne pas le faire pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière et ses résultats d'exploitation.

Cascades pourrait faire des placements dans des entreprises qu'elle ne contrôle pas et ne pas recevoir de dividendes ou de rendement du capital investi ou encore ne pas recevoir ceux-ci en temps utile.

Cascades a mis sur pied des coentreprises, fait des placements dans des entreprises associées et acquis une participation importante dans des filiales en vue d'accroître son intégration verticale, d'améliorer le service à la clientèle et d'augmenter l'efficacité de la commercialisation et de la distribution aux États-Unis et sur d'autres marchés. Ses principaux investissements dans des coentreprises, entreprises associées et filiales sont :

- deux coentreprises à 50 % avec Sonoco Products Corporation, situées au Canada (2 usines) et aux États-Unis (2 usines), qui fabriquent des produits spécialisés d'emballage de papier, comme les embouts de rouleaux et les cartons d'emballage pour rouleaux de papier; et
- une participation de 79,90 % dans la filiale Greenpac Holding LLC, un fabricant nord-américain de papier doublure. Pour les fins comptables, le pourcentage de détention, incluant la détention indirecte, s'élève à 86,35 % (voir la Note 8 des états financiers consolidés audités annuels pour plus de détails).

À l'exception de Greenpac Holding LLC, Cascades n'a pas le contrôle effectif de ces entreprises. Le fait de ne pas contrôler les entreprises dans lesquelles elle investit pourrait compromettre sa capacité de recevoir des distributions de ces entreprises ou de pleinement mettre en œuvre son plan d'affaires. Si une entreprise qui n'est pas contrôlée par la Société contracte une dette ou conclut une autre convention, cela pourrait l'empêcher de verser des distributions à la Société. Même dans les cas où ni la loi ni un contrat n'empêchent ces entreprises de verser des dividendes ou des distributions à Cascades, la Société pourrait ne pas pouvoir influencer sur le versement des dividendes ou des distributions en question. En outre, si l'un ou l'autre des autres investisseurs dans une entreprise que la Société ne contrôle pas est en défaut d'exécution de ses obligations, cette entreprise pourrait ne pas être en mesure d'exercer ses activités conformément à son plan d'affaires ou Cascades pourrait devoir accroître le montant de sa participation. Si l'un ou l'autre de ces faits se matérialise, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa capacité de faire les versements requis sur ses dettes.

En outre, la Société a conclu diverses conventions entre actionnaires relativement à ses coentreprises et à ses participations en actions. Certaines de ces conventions comportent une clause de sortie forcée, qui prévoit que si l'un des actionnaires offre d'acheter la totalité des actions appartenant aux autres parties à la convention, les autres parties devront soit accepter l'offre, soit acheter la totalité des actions appartenant à l'actionnaire en question, selon les mêmes modalités. En outre, certaines des conventions prévoient que si un actionnaire fait l'objet d'une procédure de faillite ou est en défaut aux termes de l'une ou l'autre de ses dettes, les parties à la convention qui ne sont

pas en défaut auront le droit de faire valoir la clause de sortie forcée ou de vendre leurs actions à un tiers. Le pouvoir de la Société d'acheter la participation des autres actionnaires dans ces coentreprises, si ceux-ci devaient faire valoir une telle clause de sortie forcée, pourrait être limité par les engagements prévus dans la facilité de crédit et l'acte de la Société.

En outre, il se pourrait que Cascades n'ait pas suffisamment de fonds pour accepter l'offre ni le pouvoir de réunir des fonds adéquats au besoin, ce qui pourrait la forcer à vendre sa participation dans ces entités ou à modifier son plan d'affaires.

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société, ce qui pourrait exposer celle-ci à des difficultés dans l'intégration des activités acquises, au détournement du temps et des ressources de la direction et à des responsabilités imprévues, entre autres risques commerciaux.

Les acquisitions ont toujours été un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cascades prévoit continuer à rechercher des acquisitions stratégiques de façon sélective à l'avenir. Le pouvoir de la Société de réaliser des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises à l'avenir selon des modalités qui lui seraient favorables pourrait être limité par le nombre de cibles intéressantes, l'utilisation accrue de ses ressources internes et, dans la mesure où cela est nécessaire, son pouvoir d'obtenir du financement ou d'en obtenir selon des modalités satisfaisantes. Les acquisitions pourraient également exposer la Société à d'autres risques, y compris les suivants :

- difficultés dans l'intégration et la gestion des entreprises nouvellement acquises et dans l'amélioration de l'efficacité de leur exploitation;
- difficultés dans le maintien de normes, de contrôles, de méthodes et de politiques uniformes dans tous les établissements de la Société;
- entrée sur des marchés dans lesquels la Société a peu ou pas d'expérience;
- incapacité de la Société à garder à son service les employés clés des sociétés nouvellement acquises;
- perturbations des activités en cours de la Société;
- détournement du temps et des ressources de la direction.

En outre, les acquisitions futures pourraient forcer Cascades à contracter des dettes supplémentaires en vue de financer une acquisition ou à prendre des dettes en charge dans le cadre d'une acquisition, et ainsi entraîner des coûts, des éléments de passif éventuels et des frais d'amortissement. La Société pourrait également engager des coûts et détourner l'attention de la direction pour des acquisitions éventuelles qui ne se réaliseront jamais. Quant aux acquisitions qu'elle réalisera, il se pourrait que les synergies prévues ne se concrétisent jamais. Si la Société ne réussit pas à régler l'une ou l'autre de ces questions, cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses résultats d'exploitation, sa situation financière et sa capacité de remplir ses obligations au chapitre du service de la dette, y compris les billets de premier rang en circulation.

Bien que Cascades effectue généralement une vérification diligente des entreprises ou des éléments d'actifs qu'elle acquiert, et qu'elle prévoit continuer à le faire, il se peut qu'elle ne réussisse pas à découvrir toutes les responsabilités qui deviendraient les siennes à titre de successeur. Lorsque cela est possible, la Société essaie d'atténuer l'effet de ce type de responsabilités éventuelles en obtenant des indemnités et des garanties du vendeur, qui sont dans certains cas soutenues par le report du paiement d'une tranche du prix d'achat. Toutefois, ces indemnités et ces garanties, si elles sont obtenues, pourraient ne pas couvrir le montant intégral des responsabilités en raison de leur portée, de leur montant ou de leur durée limités, des ressources financières de la personne qui les a accordées ou d'autres motifs.

La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner la baisse de la valeur de l'actif et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur sa situation.

Les IFRS exigent que Cascades effectue des tests de dépréciation des actifs à long terme et de l'écart d'acquisition afin d'établir s'il faut diminuer la valeur des éléments d'actif en question. La dévaluation d'un élément d'actif résultant d'un test de dépréciation donnerait lieu à une charge non monétaire qui réduirait le bénéfice déclaré de la Société. En outre, la dévaluation de l'actif de la Société pourrait avoir un effet défavorable important sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles et, par conséquent, limiter son pouvoir d'emprunt.

MM Bernard, Laurent et Alain Lemaire et leur famille (les « Lemaire ») détiennent collectivement un pourcentage important des actions ordinaires.

Les Lemaire détiennent collectivement un pourcentage important des actions ordinaires de la Société et il se pourrait que, dans certains cas, leurs intérêts ne correspondent pas à ceux des autres porteurs d'actions ordinaires. Il n'y a pas d'entente formelle entre les Lemaire quant au vote de leurs actions ordinaires et, au cours des dernières années, le contrôle de leurs actions est devenu dispersé au sein de leurs familles respectives. Cependant, étant donné que les autres actions de la Société sont détenues par un grand nombre d'actionnaires, les Lemaire peuvent encore être en mesure d'influencer :

- l'élection de la totalité des administrateurs de la Société et, en conséquence, contrôler les questions qui doivent être approuvées par le conseil;
- les questions soumises au vote des actionnaires, y compris les fusions, les acquisitions et les regroupements avec des tiers et la vente de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de la Société;
- l'orientation et les politiques de la Société.

Si Cascades ne réussit pas à garder son personnel clé ou à le remplacer, en particulier son président et chef de la direction, son vice-président et chef de la direction financière, son chef de la direction juridique et secrétaire corporatif et son président exécutif du conseil d'administration et co-fondateur Alain Lemaire, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'entreprise, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Bien que Cascades pense qu'ils continueront à jouer un rôle actif dans l'entreprise et que Cascades continuera d'être en mesure de recruter et de garder à son service d'autres personnes compétentes et de remplacer le personnel clé au besoin, la concurrence à cet égard pourrait être féroce. Cascades n'a pas souscrit d'assurance à l'égard des membres de sa direction principale.

Les activités commerciales, la propriété intellectuelle, les résultats d'exploitation et la situation financière de Cascades pourraient souffrir si Cascades n'est pas en mesure de protéger ses systèmes d'information contre les cyberattaques ou d'autres cyberincidents ou de réagir efficacement à ces attaques.

La Société dépend des technologies de l'information, d'autres ressources informatiques et de ses employés pour traiter, transmettre et stocker des données électroniques dans ses activités commerciales quotidiennes et pour mener d'importantes activités opérationnelles et de marketing. Malgré la mise en œuvre de mesures de sécurité, nos systèmes technologiques et ceux de tiers sur lesquels s'appuie la Société sont vulnérables aux dommages, aux incapacités ou aux pannes dus aux virus informatiques, aux logiciels malveillants ou à d'autres circonstances nuisibles, à la pénétration intentionnelle ou à la perturbation de nos ressources informatiques par un tiers, aux catastrophes naturelles, à la corruption ou la défaillance ou l'erreur du matériel ou des logiciels (y compris une défaillance des contrôles de sécurité intégrés ou appliqués à ces matériels ou logiciels), la défaillance du système de télécommunications, l'erreur ou la défaillance du fournisseur de services, les actions intentionnelles ou involontaires du personnel (y compris le non-respect de nos protocoles de sécurité), ou la perte de connectivité à nos ressources en réseau. Une perturbation importante et prolongée du fonctionnement de ces ressources entraînerait une interruption de nos opérations et pourrait nuire à notre réputation et nous faire perdre des clients, des ventes et des revenus.

De plus, des failles de sécurité impliquant les systèmes en place ou des fournisseurs tiers peuvent survenir, telles que des accès non autorisés, des dénis de service, des virus informatiques et d'autres problèmes perturbateurs causés par des pirates. Cela pourrait entraîner la divulgation publique involontaire ou le détournement d'informations propriétaires, personnelles et confidentielles, ou l'impossibilité d'accéder aux données de l'entreprise (y compris en raison de ransomwares), et nous obliger à engager des dépenses importantes pour résoudre ce type de problèmes. La divulgation d'informations confidentielles peut également entraîner le vol d'identité et les fraudes, litiges ou autres procédures connexes à notre encontre par les personnes concernées et / ou les partenaires commerciaux et / ou par les autorités de réglementation, et l'issue de ces procédures, qui pourrait inclure des sanctions ou des amendes, pourrait avoir une incidence importante et défavorable sur les activités commerciales, la propriété intellectuelle, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. La survenance de l'un de ces incidents pourrait entraîner une publicité défavorable, une perte de confiance des consommateurs ou des employés et une baisse des ventes et des bénéfices. En outre, les coûts du maintien d'une protection adéquate contre de telles menaces, y compris des coûts d'assurance potentiellement plus élevés, à mesure qu'ils se développent rapidement à l'avenir (ou à mesure que les exigences légales liées à la sécurité des données augmentent) pourraient être importants. La cybersécurité représente un défi à l'échelle de l'entreprise et les risques associés font partie du programme de gestion des risques d'entreprise présenté à notre comité d'audit et des finances.

À la lumière de ce qui précède, la Société pourrait devoir modifier ses systèmes et ses pratiques d'affaires dans le but d'améliorer davantage la sécurité des données, ce qui entraînerait une augmentation des dépenses et une complexité d'exploitation. Bien qu'à ce jour, aucune perte matérielle liée à des cyberattaques ou à d'autres atteintes à la sécurité de l'information n'ait été constatée, rien ne garantit que de telles pertes ne se produiront pas à l'avenir. Le risque et l'exposition à ces questions ne peuvent être entièrement atténués en raison, entre autres, de la nature évolutive de ces menaces. À mesure que les cybermenaces continuent d'évoluer, la Société pourrait être tenue de consacrer des ressources supplémentaires pour continuer de modifier ou d'améliorer les mesures de protection ou pour enquêter sur les failles de sécurité et y remédier.

Les changements climatiques pourraient affecter négativement les activités commerciales et les opérations de Cascades.

On craint que le dioxyde de carbone et les autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère aient un impact négatif sur les températures mondiales, les conditions météorologiques et la fréquence et la gravité des catastrophes naturelles. La Société exploite des usines et livre des produits à des clients dans des régions pouvant être exposées à des conditions climatiques particulières comme une hausse du niveau de la mer ou une hausse de la fréquence ou de l'intensité des tempêtes. Que ce soit causé ou non par les changements climatiques, l'occurrence d'un ou de plusieurs désastres naturels, tels que des ouragans, des incendies ou des inondations, pourrait causer des dommages considérables à nos installations, arrêter la production, augmenter les coûts d'exploitation tels que le transport et l'énergie et diminuer les ventes. Les changements climatiques pourraient imposer des coûts d'assurances ou de remises en état plus élevés à la Société.

Les préoccupations liées aux changements climatiques peuvent entraîner des exigences légales et réglementaires régionales, fédérales et/ou mondiales nouvelles ou accrues pour réduire ou atténuer les effets des gaz à effet de serre, ou pour limiter ou imposer des coûts supplémentaires à l'utilisation commerciale de l'eau en raison de problèmes locaux de rareté de l'eau. Dans le cas où une telle réglementation est plus stricte que les obligations réglementaires actuelles, ou les mesures que nous prenons actuellement pour surveiller et améliorer notre efficacité énergétique et la conservation de l'eau, nous pouvons subir des perturbations ou des augmentations significatives de nos coûts de fonctionnement et de livraison et il se peut que nous devions faire des investissements supplémentaires

dans des installations et du matériel ou déplacer nos installations. En particulier, une réglementation accrue des émissions de carburant pourrait augmenter considérablement le coût de l'énergie, y compris le carburant, nécessaire pour exploiter nos installations ou transporter et distribuer nos produits, augmentant ainsi considérablement les coûts de distribution et de chaîne d'approvisionnement associés à nos produits. Par conséquent, les effets du changement climatique pourraient avoir une incidence négative sur nos activités et nos opérations.

L'accent est également davantage mis, notamment par les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les investisseurs, les clients et les consommateurs, sur les questions de durabilité environnementale, comme la déforestation, l'utilisation des terres, l'impact climatique, l'utilisation de l'eau et la recyclabilité ou la récupérabilité des emballages, y compris le plastique. Notre réputation pourrait être entachée si nous ou d'autres membres de notre industrie n'agissons pas ou si nous sommes perçus comme n'agissant pas de manière responsable en ce qui concerne notre impact sur l'environnement.

Risques relatifs à l'endettement de la Société

Le degré d'endettement élevé de la Société pourrait avoir un effet défavorable sur sa santé financière et l'empêcher de remplir les obligations relatives à sa dette.

La Société présente un endettement élevé. En date du 31 décembre 2021, sa dette nette¹ se chiffrait à 1 351 M\$ sur une base consolidée, y compris les obligations locatives et nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie de 174 M\$.

Le 17 août 2020, la Société a émis des billets subordonnés non garantis de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US (396 M\$) échéant en 2028 à un prix de 104,25 % entraînant une prime de 13 M\$ US (17 M\$) pour un total de 313 M\$ US (413 M\$) et à un taux effectif de 4,69 %. Les frais liés à l'émission s'élevaient à 4 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 200 M\$ US (264 M\$) de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023, incluant une prime de 3 M\$ US (4 M\$). La Société a également radié 2 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Le 9 novembre 2021, la Société a effectué le remboursement partiel de ses billets subordonnés non garantis. La transaction a été conclue le 10 novembre 2021, et la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$). La Société a également encouru des frais de transactions de 2 M\$, a radié des frais de financement non amortis de 4 M\$ et a radié la prime d'émission non amortie de 8 M\$ relativement à ces billets. La Société a également payé des intérêts courus de 5 M\$ US (6 M\$) sur ces billets.

Le degré d'endettement de la Société pourrait avoir des conséquences graves pour les porteurs d'actions ordinaires, par exemple :

- la Société pourrait avoir plus de difficulté à remplir les obligations relatives à sa dette;
- la Société pourrait être davantage exposée aux pressions de la concurrence et à la faiblesse de l'économie ou du marché et être forcée de consacrer une tranche appréciable de ses fonds provenant de l'exploitation au service de la dette, ce qui l'empêcherait de s'en servir aux fins de fonds de roulement, des dépenses en immobilisations et des acquisitions ou aux autres fins générales de l'entreprise;
- la Société aurait moins de latitude pour se préparer à l'évolution de son secteur ou y réagir;
- la Société pourrait être limitée dans sa capacité d'obtenir d'autres sources de financement.

La capacité de la Société à honorer sa dette dépendra de sa capacité à générer des flux de trésorerie dans le futur. La Société ne peut garantir que son entreprise générera des flux de trésorerie d'exploitation suffisants ou que des emprunts futurs seront disponibles pour lui permettre de rembourser sa dette ou de financer d'autres besoins en liquidités. De plus, si la Société ne respecte pas les clauses restrictives et obligations découlant de ses titres de créance, elle serait en défaut et les prêteurs pourraient alors exiger le remboursement de leur créance, ce qui aurait un effet défavorable important sur ses activités.

Cascades pourrait contracter d'autres dettes à l'avenir, ce qui intensifierait les risques actuels face à son endettement décrit ci-dessous.

Même si la Société présente un haut niveau d'endettement, elle et ses filiales seront en mesure de contracter d'autres dettes dans le futur. Même si sa facilité de crédit et les actes régissant ses billets subordonnés limitent sa capacité et celle de ses filiales restreintes d'avoir recours à de nouvelles dettes, ces restrictions sont assujetties à d'importantes exceptions et qualifications. Au 31 décembre 2021, la Société disposait d'un montant de 730 M\$ (après déduction des lettres de 14 M\$) disponible sur sa facilité de crédit de 750 M\$ (excluant la facilité de crédit de notre filiale Greenpac). Si la Société ou ses filiales contractent de nouvelles dettes, les risques de devoir se conformer à ces restrictions s'intensifieront.

¹ Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.

Les modalités de la dette de la Société imposent des restrictions considérables aux activités que celle-ci peut exercer, ce qui pourrait l'empêcher de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux.

Les facilités de crédit de la Société et les actes régissant les billets de premier rang comprennent un certain nombre de clauses restrictives importantes, qui limitent notamment le pouvoir de la Société de faire ce qui suit :

- contracter des emprunts;
- verser des dividendes sur ses actions, racheter ses actions ou rembourser des titres d'emprunt subordonnés;
- faire des placements;
- vendre des actifs, incluant les actions de ses filiales;
- garantir d'autres dettes;
- conclure des conventions qui limitent le versement de dividendes ou d'autres distributions de filiales assujetties à des restrictions (uniquement dans le cas de la facilité de crédit de la Société);
- conclure des opérations avec des membres de son groupe;
- créer ou assumer des privilèges garantissant une dette;
- vendre ou transférer des transactions de cession-bail;
- participer à des fusions ou à des regroupements d'entreprises; et
- vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs.

Ces clauses restrictives pourraient limiter le pouvoir de la Société de se préparer à l'évolution du marché ou d'y réagir ou de combler ses besoins en capitaux.

Les facilités de crédit actuelles de la Société comprennent d'autres clauses qui sont encore plus restrictives, y compris des engagements financiers qui l'obligent à atteindre certains résultats financiers et d'exploitation et à se conformer à certains ratios financiers stipulés. Des événements indépendants de sa volonté pourraient l'empêcher de se conformer à ces engagements, ce qui pourrait l'obliger à réduire ses activités et ses projets de croissance.

Les clauses restrictives qui sont énoncées dans l'acte relatif aux billets de premier rang de la Société et les facilités de crédit de la Société ne s'appliquent pas aux coentreprises, aux investissements minoritaires et aux filiales non restreintes.

Si la Société ne réussit pas à se conformer aux clauses restrictives de ses facilités de crédit ou de l'acte relatif à ses billets de premier rang, même si cela est attribuable à des événements indépendants de sa volonté, cela pourrait entraîner un cas de défaut qui pourrait devancer l'échéance de la dette.

Si Cascades ne réussit pas à remplir les engagements et les autres exigences prévus dans les actes, la facilité de crédit ou ses autres titres d'emprunt, un cas de défaut pourrait se produire aux termes du titre d'emprunt pertinent. Le cas échéant, cela pourrait déclencher un défaut aux termes d'autres titres d'emprunt, Cascades pourrait se voir interdire l'accès à d'autres emprunts et les porteurs des titres d'emprunt en défaut pourraient déclarer certaines sommes payables immédiatement. Il se pourrait que l'actif et les rentrées de fonds de la Société ne soient pas suffisants pour rembourser toutes les sommes empruntées sur les titres d'emprunt. En outre, il se pourrait que la Société soit incapable de refinancer ou de restructurer les paiements à faire sur la dette applicable. Même si elle réussissait à obtenir du financement supplémentaire, il n'est pas certain que les modalités de ce financement seraient favorables. Des temps d'arrêt de production importants ou prolongés dans les activités générales et des conditions économiques difficiles pourraient avoir un impact sur la capacité de la Société à respecter ses ratios, et pourraient mener Cascades à prendre des mesures afin de réduire sa dette ou à agir d'une manière contraire à ses objectifs opérationnels actuels.

Cascades est une Société de portefeuille et se révèle tributaire des rentrées de fonds générées par ses filiales pour remplir ses obligations relatives au service de la dette.

Cascades est structurée à titre de Société de portefeuille et son seul actif important est constitué des actions ou des autres participations en actions de ses filiales, de ses coentreprises, de ses entreprises associées et de ses placements minoritaires. À titre de Société de portefeuille, Cascades exerce la quasi-totalité de ses activités par l'intermédiaire de ces entreprises. Par conséquent, ses rentrées de fonds et sa capacité de remplir ses obligations relatives au service de la dette sont tributaires du bénéfice de ses filiales, des coentreprises, entreprises associées, de ses placements minoritaires et de la distribution de ce bénéfice à Cascades, ou encore de prêts, d'avances ou d'autres paiements effectués par ces entreprises à Cascades. La capacité de ces entreprises de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements ou avances à Cascades sera tributaire des résultats d'exploitation de celles-ci et assujettie aux lois applicables et aux restrictions contractuelles prévues dans les actes qui régissent leurs dettes. En ce qui a trait aux coentreprises, aux entreprises associées et aux placements minoritaires de la Société, Cascades pourrait ne pas exercer un contrôle suffisant pour faire en sorte que des distributions lui soient versées. Bien que la facilité de crédit et les actes limitent le pouvoir des filiales assujetties à des restrictions de s'entendre sur certaines restrictions qui s'appliqueraient à leur capacité de verser des dividendes ou de faire d'autres paiements à la Société, ces restrictions ne s'appliquent pas aux coentreprises, aux entreprises associées, aux placements minoritaires ou filiales non restreintes. Ces restrictions sont également assujetties à des exceptions et à des réserves importantes.

Le pouvoir des filiales de la Société de générer des fonds provenant de l'exploitation suffisants pour permettre à celle-ci de faire les versements prévus sur sa dette sera tributaire de leurs résultats financiers futurs, qui pourraient subir les répercussions de nombreux facteurs économiques, concurrentiels et commerciaux, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société. Si les filiales de la Société ne génèrent pas suffisamment de fonds provenant de l'exploitation pour lui permettre de remplir les obligations relatives à sa dette, Cascades pourrait devoir mettre en œuvre d'autres plans de financement, impliquant par exemple de refinancer ou restructurer sa dette, de vendre des éléments d'actif, de réduire ou de retarder ses dépenses en immobilisations ou de tenter de réunir des fonds supplémentaires. Il pourrait être impossible de refinancer et de vendre certains éléments d'actif ou encore, s'il est possible de les vendre, il se pourrait que Cascades n'en tire pas des sommes suffisantes. Quant au financement supplémentaire, il pourrait être impossible de l'obtenir ou de l'obtenir selon des modalités acceptables. Il se pourrait également que les modalités des divers titres d'emprunt de la Société interdisent à celle-ci d'obtenir du financement supplémentaire. Si la Société ne réussit pas à générer des rentrées de fonds suffisantes pour remplir les obligations relatives à sa dette ou à refinancer ses obligations selon des modalités raisonnables sur le plan des affaires, cela aurait un effet défavorable sur l'entreprise, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Le bénéfice des filiales opérantes de la Société et la somme que celles-ci seront en mesure de lui verser à titre de dividendes ou à un autre titre pourraient ne pas être suffisants pour permettre à la Société de remplir ses obligations au chapitre du service de la dette.

La dette à taux variable expose Cascades à un risque de taux d'intérêt qui pourrait faire entraîner une augmentation significative de ses obligations au titre du service de la dette.

Les emprunts de la Société sur sa facilité de crédit portent intérêt à des taux variables et, par conséquent, exposent la société au risque de taux d'intérêt. Si les taux d'intérêt augmentent, nos obligations relativement au service de la dette à taux variable pourraient augmenter, même si le montant emprunté demeure le même, et notre bénéfice net pourrait alors diminuer. La marge applicable à l'égard des prêts en vertu de la facilité de crédit de la Société est un pourcentage annuel égal à un taux de référence plus la marge applicable. Afin de gérer son exposition au risque de taux d'intérêt, la Société pourrait à l'avenir conclure des instruments financiers dérivés, généralement des swaps de taux d'intérêt et des plafonds, impliquant l'échange d'un paiement d'intérêt à taux variable pour paiement à taux fixe. Si la Société est incapable de conclure des swaps de taux d'intérêt, ceci pourrait affecter négativement ses flux de trésorerie et sa capacité à effectuer les paiements requis en capital et intérêts sur ses dettes. Aussi, l'abandon du LIBOR comme point de référence pour l'établissement du taux d'intérêt applicable pourrait avoir une incidence sur le coût du service de la dette aux termes de la facilité de crédit de la Société. Bien que ces ententes de crédit prévoient des taux de base alternatifs, ces taux alternatifs pourraient, ou non, être en ligne avec le LIBOR, les conséquences du retrait du LIBOR sont jugées non matérielles à ce jour. Par exemple, si un taux de base alternatif ou un moyen de calculer les intérêts à l'égard de l'endettement variable de la Société entraîne une augmentation des taux d'intérêts engagés, cela pourrait entraîner une augmentation du coût de la dette et avoir une incidence sur sa capacité à refinancer sa dette existante ou encore avoir un effet négatif sur son entreprise, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Risques relatifs aux actions ordinaires

Le cours des actions ordinaires pourrait fluctuer et les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions ordinaires au prix d'émission ou à un prix supérieur.

Le cours des actions ordinaires pourrait fluctuer en raison d'un certain nombre de facteurs ayant trait aux activités de la Société, y compris l'annonce de faits nouveaux, la variation des résultats d'exploitation de la Société, les ventes d'actions ordinaires effectuées sur le marché, le fait de ne pas répondre aux attentes des analystes, la situation générale dans tous ses secteurs ou l'économie mondiale en général, spécialement dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de l'incertitude associée, dont beaucoup sont hors du contrôle de la Société. Au cours des dernières années, les actions ordinaires, les actions d'autres sociétés exerçant leurs activités dans les mêmes secteurs et le marché boursier en général ont subi des fluctuations de prix assez considérables qui n'avaient aucun rapport avec le rendement de l'exploitation des sociétés visées. Il n'est pas certain que le cours des actions ordinaires ne continuera pas à fluctuer de façon marquée à l'avenir et que cela ne soit pas nécessairement attribuable au rendement de la Société.

Paiements de dividendes

Toute décision de verser des dividendes sur les actions ordinaires est soumise à la discrétion du conseil d'administration et est basée, entre autres, sur les bénéfices et les besoins financiers de Cascades pour ses opérations, la satisfaction des tests de solvabilité applicables pour la déclaration et le paiement des dividendes et d'autres conditions pouvant éventuellement exister. Par conséquent, aucune assurance ne peut être donnée quant à savoir si Cascades déclarera et versera des dividendes à l'avenir, ni sur la fréquence ou le montant d'un tel dividende.

Dilution potentielle

Les statuts de la Société permettent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires, et d'un nombre illimité d'actions privilégiées de catégories A et B, pouvant être émises en séries. Afin de mener à bien des acquisitions ciblées ou de financer ses autres activités, la Société peut émettre des titres de participation supplémentaires qui pourraient diluer la participation. L'effet dilutif de ces émissions pourrait nuire à la capacité de la Société d'obtenir des capitaux supplémentaires ou diminuer le cours de l'action de la Société.

ÉVENTUALITÉS

CRÉANCES LÉGALES

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de diverses poursuites et d'éventualités liées surtout à des différends contractuels, à des réclamations au titre de l'environnement et de la garantie de produits ainsi qu'à des problèmes de main-d'œuvre. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2021, la direction est d'avis que leur règlement n'aura pas d'effets importants sur la situation financière consolidée de la Société, ses résultats ou ses flux de trésorerie consolidés.

La Société travaille actuellement avec des représentants du ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO) - région du Nord et Environnement Canada - Fonds de durabilité des Grands Lacs à Toronto, relativement à toute responsabilité éventuelle que pourrait encourir la Société concernant une situation environnementale établie sur le site de son ancienne usine de Thunder Bay. Les deux autorités dirigent un plan de gestion de qualité du sédiment adjacent aux étangs aérés de Thunder Bay. Plusieurs réunions ont eu lieu au cours des dernières années avec le MEO et Environnement Canada et un plan de gestion établi sur le dragage des sédiments a été proposé par une tierce partie. Les deux paliers de gouvernement analysent cette proposition avec les parties impliquées afin de s'entendre sur ce plan d'action qui serait mis en œuvre au cours des prochaines années.

La Société a enregistré une provision environnementale pour couvrir sa portion estimée d'exposition relativement à ce cas.

Au cours du troisième trimestre de 2021, le secteur de l'emballage carton-caisse a connu des problèmes d'odeur générés par le système de traitement des effluents d'eau de machines à papier de notre site de Niagara Falls, dans l'État de New York, aux États-Unis. Le 30 août 2021, une demande d'autorisation d'un recours collectif a été déposée par deux résidents de Niagara Falls (au nom d'eux-mêmes et tous les autres dans la même situation) pour les inconvénients reliés à ce problème. Le 16 novembre 2021, les plaignants ont déposé une stipulation de licenciement volontaire, entraînant la clôture du procès. Par conséquent, aucun passif n'est à enregistrer au 31 décembre 2021.

RAPPORT DE LA DIRECTION AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Le 23 février 2022

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de Cascades inc. et ont été examinés par le comité d'audit et des finances et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS) et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celle-ci.

La direction de la Société est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Société.

La direction de la Société est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux IFRS. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

L'auditeur indépendant et les auditeurs internes ont libre accès au comité d'audit et des finances, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité d'audit et des finances, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière de même que les vérificateurs externes et internes, examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., dont le rapport figure ci-après.

/s/ Mario Plourde
MARIO PLOURDE

LE PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
KINGSEY FALLS, CANADA

/s/ Allan Hogg
ALLAN HOGG

LE VICE-PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
FINANCIÈRE, KINGSEY FALLS, CANADA

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT AUX ACTIONNAIRES DE CASCADES INC.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Cascades inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les bilans consolidés aux 31 décembre 2021 et 2020;
- les résultats consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- les notes afférentes aux états financiers consolidés, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble ainsi qu'aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
Test de baisse de valeur des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie limitée <i>Renvoi à la note 2, Principales conventions comptables, à la note 4, Principales estimations comptables et jugement et à la note 26, Baisse de valeur et frais de restructuration des états financiers consolidés.</i> La valeur comptable nette des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie limitée (les actifs incorporels) a respectivement totalisé 2 522 M\$ et 88 M\$ au 31 décembre 2021. À la clôture de chaque période d'information financière, la direction évalue s'il existe un indice que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs pourrait ne pas être recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) est inférieure à la valeur comptable, la valeur est ramenée à la valeur recouvrable. Une UGT est le plus bas niveau d'un groupe identifiable d'actifs ou un groupe d'actifs pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes. La valeur recouvrable correspond au plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT.	Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes : • Tester la façon dont la direction a déterminé la valeur recouvrable des actifs ou des UGT liés aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels pour lesquelles un indice de baisse de valeur a été identifié, notamment : ◦ tester le caractère approprié des méthodes utilisées; ◦ tester les données sous-jacentes utilisées pour calculer la valeur recouvrable; ◦ tester, avec l'assistance de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation, le caractère raisonnable de la valeur des actifs comparables sur le marché et des multiples du BEAA, en s'appuyant sur des données comparatives du marché.

Question clé de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est déterminée par la direction en utilisant la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon l'approche du marché, s'il y a un marché pour l'actif ou l'UGT, ou selon l'approche basée sur les bénéfices. Selon l'approche du marché, pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT, la direction utilise la valeur d'actifs comparables sur le marché ou des multiples du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA). La direction exerce un degré élevé de jugement pour déterminer les multiples du BEAA et la valeur des actifs comparables sur le marché. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la direction a déterminé que la valeur recouvrable de certains actifs ou UGT liés aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels pour lesquels un indice de baisse de valeur a été identifié était inférieure à la valeur comptable, et elle a comptabilisé une baisse de valeur de 17 M\$ pour les immobilisations corporelles et de 35 M\$ pour les actifs incorporels. Nous avons considéré cette question comme une question clé de l'audit en raison du degré de jugement important exercé par la direction dans la détermination des valeurs recouvrables des actifs ou des UGT liés aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels pour lesquels un indice de baisse de valeur a été identifié, notamment par le recours à des multiples du BEAA et à la valeur des actifs comparables sur le marché. Cela a entraîné un travail d'audit important et un degré élevé de subjectivité et de complexité dans l'application des procédures d'audit utilisées pour tester les valeurs recouvrables des actifs ou des UGT déterminées par la direction. Des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation nous ont prêté assistance dans la mise en œuvre de nos procédures.	
Question clé de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
Test de dépréciation de l'écart d'acquisition - secteur des papiers tissu <i>Renvoi à la note 2, Principales conventions comptables, à la note 4, Principales estimations comptables et jugement et à la note 26, Baisse de valeur et frais de restructuration des états financiers consolidés.</i> La direction effectue un test de dépréciation chaque année, ou plus fréquemment, si les faits et circonstances indiquent que la valeur comptable de l'écart d'acquisition pourrait subir une perte de valeur. Les écarts d'acquisition sont affectés aux UGT aux fins du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. Une baisse de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT est supérieure à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond au plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. La direction a effectué son test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition du secteur des papiers tissu au 31 décembre 2021. La valeur recouvrable de ce secteur a été déterminée à la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon l'approche basée sur les bénéfices. Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, la direction a exercé un degré élevé de jugement dans l'élaboration de plusieurs hypothèses clés, notamment les niveaux d'expéditions estimées, les taux de change, les taux de croissance des produits, les marges du BEAA, le taux d'actualisation et les dépenses en capital.	Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes : • Tester la façon dont la direction a déterminé la valeur recouvrable du secteur des papiers tissu au 31 décembre 2021, notamment : ◦ tester le caractère approprié des méthodes utilisées pour calculer la valeur recouvrable et vérifier l'exactitude arithmétique des calculs; ◦ tester les données sous-jacentes utilisées pour calculer la valeur recouvrable; ◦ tester le caractère raisonnable des hypothèses liées aux expéditions estimées, aux taux de change, à la marge du BEAA et aux dépenses en capital, en prenant en considération i) le budget approuvé par le conseil d'administration, ii) les performances actuelles et passées du secteur, iii) les données externes du marché et les données du secteur d'activité et la question de savoir si ces hypothèses sont basées sur des éléments probants obtenus dans d'autres secteurs d'audit; ◦ tester, avec l'assistance de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation, le caractère raisonnable du taux d'actualisation utilisé par la direction, en s'appuyant sur les données disponibles sur des sociétés comparables.

Question clé de l'audit	Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit
À la suite du test de dépréciation, la direction a réduit en totalité la valeur de l'écart d'acquisition du secteur des papiers tissu au 31 décembre 2021 et a comptabilisé une baisse de valeur de 36 M\$. Nous avons considéré cette question comme une question clé de l'audit en raison i) de l'importance de l'écart d'acquisition du secteur des papiers tissu et ii) du degré élevé de jugement exercé par la direction dans la détermination de la valeur recouvrable du secteur des papiers tissu au 31 décembre 2021, notamment par le recours à des hypothèses clés. Cela a entraîné un travail d'audit important et un degré de subjectivité et de complexité dans l'application des procédures d'audit utilisées pour tester la valeur recouvrable. Des professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées dans le domaine de l'évaluation nous ont prêté assistance dans la mise en œuvre de nos procédures.	

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune opinion ou autre forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Jean-François Lecours.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal, (Québec)
Le 23 février 2022

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A126402

Ouvrir la voie.

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Actifs			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27	174	384
Comptes débiteurs	6	510	659
Impôts débiteurs		19	23
Stocks	7	494	569
Partie à court terme des actifs financiers	16	1	5
		1 198	1 640
Actifs à long terme			
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	8	87	82
Immobilisations corporelles	9 et 14	2 522	2 772
Actifs incorporels à durée de vie limitée	10	88	160
Actifs financiers	16	6	16
Autres actifs	11	54	50
Actifs d'impôt différé	19	138	170
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie illimitée	10	473	522
		4 566	5 412
Passifs et capitaux propres			
Passifs à court terme			
Emprunts et avances bancaires	27	1	12
Comptes créditeurs et charges à payer	12	707	861
Impôts créditeurs		12	17
Partie à court terme de la dette à long terme	13 et 27	74	102
Partie à court terme des provisions pour éventualités et charges	15	12	14
Partie à court terme des passifs financiers et autres passifs	16 et 17	16	25
		822	1 031
Passifs à long terme			
Dette à long terme	13 et 27	1 450	1 949
Provisions pour éventualités et charges	15	47	57
Passifs financiers	16	6	6
Autres passifs	17 et 18	122	202
Passifs d'impôt différé	19	192	210
		2 639	3 455
Capitaux propres			
Capital-actions	20	614	622
Surplus d'apport	21	14	13
Bénéfices non répartis		1 274	1 146
Cumul des autres éléments du résultat global	5 et 22	(23)	(28)
Capitaux propres des actionnaires		1 879	1 753
Part des actionnaires sans contrôle	5 et 8	48	204
Capitaux propres totaux		1 927	1 957
		4 566	5 412

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et les nombres d'actions ordinaires)

	NOTE	2021	2020
Ventes		3 956	4 105
Coût des produits vendus et charges			
Coût des produits vendus (incluant l'amortissement de 252 M\$ (2020 — 251 M\$))	23	3 465	3 444
Frais de vente et d'administration	23	356	367
Gain sur acquisitions, cessions et autres	25	(40)	(43)
Baisse de valeur et frais de restructuration	26	110	43
Gain de change		(2)	(1)
Perte sur instruments financiers dérivés	16	17	3
		3 906	3 813
Bénéfice d'exploitation		50	292
Frais de financement	14 et 27	84	101
Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	27	5	(7)
Perte sur le rachat de dette à long terme	13	20	6
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		(3)	(6)
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	8	—	3
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8	(18)	(14)
Bénéfice (perte) avant impôts sur les résultats		(38)	209
Charge d'impôts sur les résultats	19	9	26
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice des activités poursuivies incluant la part des actionnaires sans contrôle		(47)	183
Résultats générés par les activités abandonnées	5	234	51
Bénéfice net pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		187	234
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	5 et 8	25	36
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires		162	198
Bénéfice net (perte nette) des activités poursuivies par action ordinaire			
De base		(0,59 \$)	1,74 \$
Dilué		(0,59 \$)	1,72 \$
Bénéfice net par action ordinaire			
De base		1,60 \$	2,04 \$
Dilué		1,59 \$	2,02 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation		101 884 051	95 924 835
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées		102 902 364	97 061 136
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires :			
Activités poursuivies		(59)	169
Activités abandonnées	5	221	29
Bénéfice net		162	198

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	NOTE	2021	2020
Bénéfice net incluant la part des actionnaires sans contrôle pour l'exercice		187	234
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui peuvent être reclassés ultérieurement aux résultats			
Écarts de conversion	22		
Variation des écarts de conversion cumulés des filiales étrangères autonomes		(8)	(28)
Variation des écarts de conversion cumulés des filiales étrangères autonomes générée par les activités abandonnées	5	(18)	21
Variation des écarts de conversion cumulés relative aux activités de couverture des investissements nets		11	16
Variation des écarts de conversion cumulés relative aux activités de couverture des investissements nets générée par les activités abandonnées	5	9	(13)
Couverture de flux de trésorerie	22		
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de marchandises		2	2
Charge d'impôts sur les résultats		(2)	(2)
Charge d'impôts sur les résultats générée par les activités abandonnées	5	(1)	—
		(7)	(4)
Éléments qui ne sont pas reclassés aux résultats			
Gain (perte) actuariel sur avantages du personnel	18	29	(19)
Perte actuarielle sur avantages du personnel générée par les activités abandonnées	5	—	(3)
Recouvrement (charge) d'impôts sur les résultats	19	(7)	5
Recouvrement d'impôts sur les résultats générée par les activités abandonnées	5	—	1
		22	(16)
Autres éléments du résultat global		15	(20)
Résultat global pour l'exercice incluant la part des actionnaires sans contrôle		202	214
Résultat global pour l'exercice des actionnaires sans contrôle		13	43
Résultat global pour l'exercice attribuable aux actionnaires		189	171
Résultat global attribuable aux actionnaires :			
Activités poursuivies		(33)	145
Activités abandonnées	5	222	26
Résultat global		189	171

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL-ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde au début de l'exercice		622	13	1 146	(28)	1 753	204	1 957
Résultat global								
Bénéfice net		—	—	162	—	162	25	187
Autres éléments du résultat global		—	—	22	5	27	(12)	15
Dividendes		—	—	184	5	189	13	202
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle des activités abandonnées	5	—	—	(41)	—	(41)	(14)	(55)
Coût de rémunération à base d'options		—	1	—	—	1	—	1
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	2	—	—	—	2	—	2
Rachat d'actions ordinaires	20	(10)	—	(16)	—	(26)	—	(26)
Acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle		—	—	1	—	1	(1)	—
Cessions de parts des actionnaires sans contrôle	5	—	—	—	—	—	(151)	(151)
Solde à la fin de l'exercice		614	14	1 274	(23)	1 879	48	1 927

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	CAPITAL-ACTIONS	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	CAPITAUX PROPRES TOTAUX DES ACTIONNAIRES	PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	CAPITAUX PROPRES TOTAUX
Solde au début de l'exercice		491	15	1 003	(17)	1 492	177	1 669
Résultat global								
Bénéfice net		—	—	198	—	198	36	234
Autres éléments du résultat global		—	—	(16)	(11)	(27)	7	(20)
Dividendes		—	—	182	(11)	171	43	214
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle des activités abandonnées	5	—	—	(31)	—	(31)	(14)	(45)
Émission d'actions ordinaires sur appel public	20	125	—	—	—	—	(2)	(2)
Coût de rémunération à base d'options		—	1	(4)	—	121	—	121
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	—	—	—	—	1	—	1
Rachat d'actions ordinaires	20	10	(3)	—	—	7	—	7
	20	(4)	—	(4)	—	(8)	—	(8)
Solde à la fin de l'exercice		622	13	1 146	(28)	1 753	204	1 957

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)

	NOTE	2021	2020
Activités d'exploitation des activités poursuivies			
Bénéfice net pour l'exercice attribuable aux actionnaires		162	198
Résultats générés par les activités abandonnées	5	(234)	(51)
Résultats générés par les activités abandonnées attribuables aux actionnaires sans contrôle	5	13	22
Bénéfice net (perte nette) des activités poursuivies		(59)	169
Ajustements pour :			
Frais de financement et charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	27	89	94
Perte sur le rachat de dette à long terme	13	20	6
Amortissement		252	251
Gain sur acquisitions, cessions et autres	25	(40)	(43)
Baisse de valeur et frais de restructuration	26	110	43
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés		17	3
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		(3)	(6)
Charge d'impôts sur les résultats	19	9	26
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	8	—	3
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	8	(18)	(14)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle	5 et 8	12	14
Frais de financement nets payés		(96)	(76)
Prime et frais de transactions payés sur le rachat de dette à long terme	13	(24)	(4)
Impôts reçus nets		2	9
Dividendes reçus	8	11	10
Provisions pour éventualités et charges et autres passifs	15, 17 et 18	(35)	(27)
		247	458
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	27	(36)	19
		211	477
Activités d'investissement des activités poursuivies			
Cessions de participations dans des entreprises associées et des coentreprises	25	1	3
Paievements d'immobilisations corporelles		(286)	(219)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles		53	55
Variation d'actifs incorporels et d'autres actifs		(15)	(9)
Trésorerie encaissée dans des regroupements d'entreprises		—	2
		(247)	(168)
Activités de financement des activités poursuivies			
Emprunts et avances bancaires	27	(11)	1
Évolution des crédits bancaires	13 et 27	5	(131)
Émission de billets subordonnés non garantis, déduction faite des frais afférents	13 et 27	—	409
Rachat de billets subordonnés non garantis	13 et 27	(372)	(264)
Augmentation des autres dettes à long terme		5	31
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives	13 et 14	(75)	(117)
Règlement sur instruments financiers dérivés	16	—	1
Émission d'actions ordinaires sur appel public, déduction faite des frais de transaction	20	—	120
Émission d'actions ordinaires sur exercice d'options	20	2	7
Rachat d'actions ordinaires	20	(26)	(8)
Versement sur les autres passifs	8	—	(121)
Dividendes payés pour la part des actionnaires sans contrôle et acquisitions de parts des actionnaires sans contrôle	8	(16)	(14)
Dividendes payés aux actionnaires de la Société		(41)	(31)
		(529)	(117)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies au cours de l'exercice		(565)	192
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées, incluant le reclassement de la trésorerie et équivalents de trésorerie de début d'exercice en 2021	5	356	41
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		(209)	233
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		(1)	(4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		384	155
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		174	384

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers consolidés audités.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société évalue la performance de ses secteurs d'activité en se basant sur leur bénéfice d'exploitation avant amortissement, qui n'est pas une mesure de performance définie par les Normes internationales d'information financière (IFRS). Cependant, le principal décideur opérationnel utilise cette mesure afin d'évaluer la performance opérationnelle de chacun de ces secteurs. Les résultats de chaque secteur d'exploitation sont préparés selon les mêmes normes que les résultats de la Société. Les activités intersectorielles sont comptabilisées sur les mêmes bases que les ventes à des clients externes, soit à la juste valeur. Les conventions comptables des secteurs isolables sont les mêmes que celles de la Société décrites à la Note 2.

Les secteurs opérationnels de la Société sont présentés de manière cohérente avec l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le chef de la direction a le pouvoir d'affectation des ressources et de gestion de la performance de la Société et constitue donc le principal décideur opérationnel.

La Société exerce ses activités dans les trois secteurs suivants : carton-caisse et produits spécialisés (formant les produits d'emballage de la Société) et papiers tissu.

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	VENTES À							
	Canada		États-Unis		Autres pays		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Produits d'emballage								
Carton-caisse	1 197	1 130	811	787	1	1	2 009	1 918
Produits spécialisés	202	165	346	305	—	3	548	473
Ventes intersecteurs	(14)	(13)	(18)	(5)	—	—	(32)	(18)
	1 385	1 282	1 139	1 087	1	4	2 525	2 373
Papiers tissu	252	278	1 020	1 336	—	1	1 272	1 615
Ventes intersecteurs et activités corporatives	145	115	14	2	—	—	159	117
	1 782	1 675	2 173	2 425	1	5	3 956	4 105

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	BÉNÉFICE D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT	
	2021	2020
Produits d'emballage		
Carton-caisse	350	436
Produits spécialisés	74	58
	424	494
Papiers tissu	(38)	145
Activités corporatives	(84)	(96)
Bénéfice d'exploitation avant amortissement	302	543
Amortissement	(252)	(251)
Frais de financement et charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs	(89)	(94)
Perte sur le rachat de dette à long terme	(20)	(6)
Gain de change sur la dette à long terme et sur les instruments financiers	3	6
Perte sur réévaluation à la juste valeur de placements	—	(3)
Part des résultats des entreprises associées et des coentreprises	18	14
Bénéfice (perte) avant impôts sur les résultats	(38)	209

PAIEMENTS D'IMMOBILISATIONS
CORPORELLES

Pour les exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Produits d'emballage		
Carton-caisse	236	111
Produits spécialisés	42	25
	278	136
Papiers tissu	49	104
Activités corporatives	46	26
Acquisitions totales	373	266
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et d'immobilisations corporelles incluses dans les autres emprunts	(43)	(53)
	330	213
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les comptes créditeurs et charges à payer		
Début de l'exercice	31	37
Fin de l'exercice	(75)	(31)
Paievements d'immobilisations corporelles	286	219
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	(53)	(55)
Paievements d'immobilisations corporelles, déduction faite des produits de cessions	233	164

ACTIFS TOTAUX

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Produits d'emballage		
Carton-caisse	2 308	2 196
Carton plat Europe	—	799
Produits spécialisés	318	283
	2 626	3 278
Papiers tissu	1 176	1 314
Activités corporatives	766	821
Éliminations intersectorielles	(91)	(88)
	4 477	5 325
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	87	82
Autres placements	2	5
	4 566	5 412

La répartition par secteur géographique se détaille comme suit:

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Canada	974	945
États-Unis	1 548	1 463
Italie	—	200
Autres pays	—	164
	2 522	2 772

ÉCARTS D'ACQUISITION, LISTES ET
RELATIONS AVEC LES CLIENTS ET AUTRES
ACTIFS INCORPORELS À DURÉES DE VIE
LIMITÉE ET ILLIMITÉE

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Canada	291	375
États-Unis	270	275
Italie	—	29
Autres pays	—	3
	561	682

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(Les chiffres des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire et par option ainsi que le nombre d'actions ordinaires et d'options.)

NOTE 1 INFORMATION GÉNÉRALE

Cascades inc. et ses filiales (collectivement nommées « Cascades » ou « la Société ») fabriquent, transforment et distribuent des produits d'emballage et des papiers tissu principalement composés de fibres recyclées. Cascades inc. est une société située au Québec, au Canada, domiciliée au 404, boulevard Marie-Victorin, Kingsey Falls et dont les actions sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole « CAS ».

Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés le 23 février 2022.

NOTE 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

MODE DE PRÉSENTATION

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), tels qu'ils sont définis dans la Partie I du *Manuel de Comptables Professionnels Agréés Canada* (CPA Canada) – *Comptabilité*, qui intègre les IFRS publiées par l'*International Accounting Standards Board*. Les méthodes comptables ayant servi à l'établissement des présents états financiers consolidés sont présentées ci-après.

BASE DE MESURE

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers, incluant les dérivés, qui sont évalués à leur juste valeur.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, qui incluent :

A. FILIALES

Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont exerçables ou convertibles sont pris en compte pour déterminer si la Société contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse. Les conventions comptables des filiales sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. L'acquisition de filiales est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats sont consolidés à compter de la date d'acquisition. Le prix d'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs contractés ou assumés à la date de l'échange. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en charges. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et passifs éventuels assumés dans un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, indépendamment de l'ampleur de tout intérêt des actionnaires sans contrôle. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme écart d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur de la contrepartie versée est inférieure à la juste valeur des actifs nets acquis de la filiale, l'excédent est comptabilisé dans l'état des résultats consolidés. Les soldes, les transactions et les gains non réalisés sur les transactions entre les filiales sont éliminés.

Voici les principales filiales de la Société :

	POURCENTAGE DÉTENU (%)	JURIDICTION
Cascades Canada ULC	100	Canada
Cascades USA Inc.	100	Delaware
Greenpac Holding LLC ¹	79,90	Delaware

¹ À des fins comptables, le pourcentage est de 86,35 % incluant la participation indirecte. Voir la Note 8 pour plus de détails.

B. TRANSACTIONS ET CHANGEMENTS DANS LA PARTICIPATION

Les acquisitions ou cessions de participations dans les filiales qui n'entraînent pas la perte de contrôle par la Société sont traitées comme des opérations sur les capitaux propres. Lors de l'acquisition ou de la cession de participations sans contrôle entraînant l'obtention ou la perte du contrôle par la Société, les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de la participation antérieurement détenue ou de la participation sans contrôle sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, donnant généralement lieu à une participation variant entre 20 % et 50 % des droits de vote. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et sont initialement comptabilisés au coût.

Les gains non réalisés sur les transactions entre la Société et ses entreprises associées sont éliminés à la hauteur de la participation de la Société dans ces entités. Les conventions comptables des entreprises associées sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les conventions adoptées par la Société. Les gains et pertes sur dilution découlant des participations dans des entreprises associées sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

À la fin de chaque fin d'année, la Société évalue s'il y a des preuves objectives que ses intérêts dans des entreprises associées se sont dépréciés. S'il y a baisse de valeur, la valeur comptable de la participation de la Société dans les actifs sous-jacents des entreprises associées est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur de la participation diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité) et la charge est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés.

D. COENTREPRISES

Une coentreprise est une entité dans laquelle la Société détient un intérêt à long terme et dont elle partage le contrôle conjoint sur les décisions relatives aux activités pertinentes. La Société comptabilise ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la mise en équivalence. Les politiques comptables des coentreprises sont modifiées, le cas échéant, pour assurer leur cohérence avec les politiques adoptées par la Société.

E. ENTITÉS STRUCTURÉES

Les entités structurées sont des entités contrôlées par la Société qui ont été conçues de manière à ce que les droits de vote ou les droits similaires ne soient pas le facteur dominant pour décider qui contrôle l'entité. Les entités structurées sont consolidées si, sur la base d'une évaluation de la substance de sa relation avec la Société, la Société conclut qu'elle contrôle l'entité structurée. Les entités structurées contrôlées par la Société ont été constituées selon des conditions qui imposent des limitations strictes aux pouvoirs de décision de la direction des entités structurées et qui permettent à la Société de recevoir la majorité des avantages liés aux opérations et à l'actif net des entités structurées, étant exposés à la majorité des risques liés aux activités des entités structurées, et conservant la majorité des risques résiduels ou de propriété liés aux entités structurées ou à leurs actifs.

CONSTATATION DES PRODUITS

Les produits de la Société proviennent principalement de la vente de produits d'emballage et de papiers tissu et sont reconnus à un moment précis. Les ventes de biens dans l'état consolidé des résultats sont comptabilisées par la Société lorsque le contrôle de ceux-ci a été transféré, soit lorsque les marchandises sont livrées aux clients et que toutes les obligations sont remplies.

Les montants comptabilisés à l'égard des ventes de biens représentent la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir de tiers sur la vente de biens à des clients, nets des retours, rabais et escomptes, et pour lesquels il n'y a pas de conditions, autres que le passage du temps, pour que leur paiement soit exigible. L'expérience historique est utilisée pour estimer et prévoir les escomptes et retours (méthode de la valeur attendue) alors que les rabais-volume sont estimés en fonction des ventes annuelles prévues (méthode du montant le plus probable). Le prix de transaction n'est pas ajusté pour tenir compte de la valeur temps de l'argent puisque toutes les ventes sont encaissées à l'intérieur d'une période de douze mois.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET COUVERTURE

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions d'un instrument. Il y a compensation des actifs financiers et des passifs financiers lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants enregistrés et qu'il y a une intention de régler sur une base nette ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Lorsqu'il y a compensation, le montant net est présenté au bilan consolidé.

A. CLASSEMENT

Lors de la comptabilisation initiale, la Société détermine le classement des instruments financiers selon les catégories suivantes :

- instruments évalués au coût amorti;
- instruments évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)
- instruments évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN).

Le classement des instruments financiers sous IFRS 9 est fonction du modèle économique dans lequel l'actif financier est géré et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels. Les instruments financiers dérivés incorporés dans un contrat qui constitue un actif entrant dans le champ d'application de la norme ne sont jamais séparés. L'instrument financier hybride est plutôt évalué dans son ensemble.

Un actif financier est mesuré au coût amorti s'il répond aux deux conditions suivantes et qu'il n'est pas désigné à la JVRN :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les placements en actions détenus à des fins de transactions sont classés comme étant à la JVRN. La Société peut faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale, de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur. Ce choix est effectué pour chacun des placements pris individuellement.

Les passifs financiers sont évalués au coût amorti, à moins qu'ils ne doivent être évalués à la JVRN (comme les dérivés) ou que la Société ait choisi de les évaluer à la JVRN.

B. ÉVALUATION

Instruments financiers au coût amorti

Les instruments financiers au coût amorti sont initialement évalués à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de toute perte de valeur. Les revenus d'intérêts, les gains ou pertes de change et les baisses de valeur sont reconnus à l'état consolidé des résultats.

Instruments financiers à la juste valeur

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur et les frais de transaction sont passés en charges dans l'état consolidé des résultats. Lorsque la Société choisit de comptabiliser un passif financier à la JVRN, les variations liées au risque de crédit propre à la Société sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats.

C. BAISSÉ DE VALEUR

La Société évalue de façon prospective les pertes de crédit attendues liées aux instruments d'emprunt comptabilisés au coût amorti ou à la JVAERG. La méthode de dépréciation appliquée varie selon qu'il existe ou non une augmentation importante du risque de crédit. Pour les comptes débiteurs, la Société évalue les pertes de crédit attendues au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie tel que permis par IFRS 9 en vertu de la méthode simplifiée.

D. DÉCOMPTABILISATION

Actifs financiers

La Société décomptabilise les actifs financiers uniquement lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie des actifs financiers arrivent à expiration, ou lorsqu'elle transfère les droits contractuels sur les flux de trésorerie.

Passifs financiers

La Société décomptabilise un passif financier uniquement lorsque ce passif est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est exécutée, qu'elle est annulée ou qu'elle expire. La différence entre la valeur comptable d'un passif financier éteint et la contrepartie payée ou payable, y compris les actifs hors trésorerie transférés et les passifs assumés, est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle est conclu le contrat de dérivé et sont par la suite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte dépend de la désignation de l'instrument financier dérivé comme instrument de couverture et le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains instruments financiers dérivés comme étant une :

- i) couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme (couverture de la juste valeur);
- ii) couverture de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie); ou
- iii) couverture d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

La Société consigne de manière formalisée toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion des risques qui l'ont conduite à établir la relation. La Société documente également son appréciation, tant à la date à laquelle est conclue la couverture que sur une base continue, du fait que les dérivés qui sont utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces ou non pour compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

La juste valeur totale d'un dérivé de couverture est classée comme un actif ou un passif à long terme lorsque l'échéance de l'élément couvert est à plus de douze mois et comme actif ou passif à court terme lorsque l'échéance résiduelle est de moins de douze mois. Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de négociation sont classés dans les actifs ou les passifs à court terme.

A. COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

La variation périodique de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en résultat net. La variation périodique du gain ou de la perte cumulé sur l'élément couvert est comptabilisée comme un ajustement de sa valeur comptable au bilan et est également comptabilisée en résultat net. L'inefficacité de la couverture est automatiquement comptabilisée au résultat net comme étant la différence entre les montants ci-dessus enregistrés dans le résultat net. Les gains et les pertes réalisés sur l'élément de couverture, résultant de la différence entre les paiements d'intérêts sur la tranche reçue et la tranche payée de l'instrument dérivé de couverture, sont comptabilisés selon le principe de la comptabilité d'exercice en tant que revenu ou charge d'intérêt.

Si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, l'ajustement de la valeur comptable d'un élément couvert pour lequel la méthode de l'intérêt effectif est utilisée sera amorti en résultat net jusqu'à l'échéance en utilisant un taux d'intérêt effectif révisé.

B. COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans le résultat global consolidé. Les gains et les pertes liés à la partie non efficace sont immédiatement enregistrés dans l'état des résultats consolidés.

Les montants accumulés en capitaux propres sont convertis en profits ou pertes contre le gain (perte) sur l'élément couvert lorsque celui-ci est réalisé (par exemple, lorsque la vente sur l'élément couvert a lieu).

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tous les gains ou les pertes cumulés dans le résultat global demeurent dans les capitaux propres et sont comptabilisés lorsque la transaction prévue est finalement enregistrée dans l'état des résultats consolidés. Lorsqu'il est établi qu'une transaction prévue ne surviendra pas, les gains et les pertes cumulés dans le résultat global sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés.

C. COUVERTURE D'INVESTISSEMENT NET

Les couvertures d'investissements nets sont comptabilisées de la même manière que les couvertures de flux de trésorerie. Tous les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture liés à la partie efficace de la couverture sont comptabilisés dans le résultat global consolidé. Les gains ou les pertes liés à la portion inefficace sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidés. Les gains et les pertes accumulés dans les capitaux propres sont inclus dans l'état des résultats consolidés lorsque l'entité étrangère est partiellement cédée ou vendue.

La Société utilise également des swaps inter-devises et des contrats à terme pour gérer le risque de fluctuation des devises associé aux flux de trésorerie prévus en devises étrangères. Ces swaps inter-devises sont désignés en couverture de change de son investissement net dans ses activités à l'étranger. La partie des gains et des pertes découlant de la conversion des dérivés qui sont considérés comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, en contrepartie des gains et des pertes découlant de la conversion de l'investissement net de la Société dans ses activités à l'étranger.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires et des placements à court terme liquides dont l'échéance est égale ou inférieure à trois mois.

COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes sur créances basée sur des prévisions de recouvrement.

STOCKS

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût, établi en fonction du coût moyen de fabrication, et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières ainsi que les fournitures de production et pièces de rechange sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement, ce dernier étant la meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation. Le coût des matières premières, des fournitures de production et pièces de rechange est déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé dans le cours normal des affaires, déduction faite des frais de vente variables.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AMORTISSEMENT

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, y compris les frais d'intérêts capitalisés engagés durant la période de construction de certaines immobilisations corporelles, diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les coûts de réparations et d'entretien sont enregistrés dans l'état des résultats consolidés au cours de l'exercice pendant lequel ils sont engagés. Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile des immobilisations corporelles sont revues annuellement et ajustées le cas échéant.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur les périodes suivantes :

Bâtiments	Entre 10 et 33 ans
Matériel et outillage	Entre 3 et 30 ans
Matériel roulant	Entre 5 et 10 ans
Autres immobilisations corporelles	Entre 3 et 10 ans
Actifs au droit d'utilisation	Terme du bail

SUBVENTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔTS À L'INVESTISSEMENT

Les subventions et les crédits d'impôts à l'investissement sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût des immobilisations corporelles. Ils sont portés aux résultats en diminution de l'amortissement au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent. Les subventions liées à toutes autres activités opérationnelles et/ou à des circonstances économiques sont comptabilisées en réduction des coûts auxquels elles se rapportent.

COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production de biens admissibles, qui sont des actifs qui demandent une période de temps considérable avant d'être prêts pour leur utilisation prévue, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'à ce que toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif à son utilisation prévue soient terminées. Les coûts d'emprunt capitalisés à l'acquisition importante, à la construction ou à la production de biens admissibles, qui sont financés par des sources non directement attribuables, sont calculés en utilisant le taux d'intérêt actuel, si pas disponible le taux d'emprunt à long terme de Cascades. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont composés principalement des listes et relations avec les clients, ainsi que des logiciels d'application. Ils sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur, et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Logiciels d'application	Entre 3 et 10 ans
Progiciel (PGI)	7 ans
Listes et relations avec des clients	Entre 2 et 20 ans
Autres actifs incorporels à durée de vie limitée	Entre 2 et 20 ans

Les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées à titre de dépense dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée sont comptabilisés au coût d'acquisition, moins les réductions de valeur. Ils ont une durée de vie illimitée en raison de leur nature permanente, car ils sont des droits acquis et non assujettis à la désuétude.

BAISSE DE VALEUR

A. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

À la fin de chaque date de clôture de présentation de l'information financière, la Société doit évaluer s'il existe un quelconque indice que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est inférieure à sa valeur recouvrable, comme elle est définie à la section C ci-dessous. À cette fin, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel il existe des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs (unité génératrice de trésorerie ou UGT). S'il existe un indice qu'un actif individuel ait pu subir une baisse de valeur, la valeur recouvrable de cet actif individuel doit être estimée.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la valeur comptable est réduite à la valeur recouvrable. Les baisses de valeur sont comptabilisées immédiatement dans l'état des résultats consolidés à titre de « Baisse de valeur et frais de restructuration ». Les reprises de baisses de valeur possibles sont évaluées lorsque des événements ou des changements dans les circonstances justifient un tel examen. La valeur comptable réévaluée est la plus élevée entre la valeur recouvrable estimée et la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune baisse de valeur n'avait été comptabilisée et si l'amortissement n'avait pas été pris précédemment sur l'actif ou l'UGT. Une reprise de baisse de valeur est comptabilisée directement dans l'état des résultats consolidés au poste « Baisse de valeur et frais de restructuration ».

B. ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée de vie illimitée font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle au 31 décembre, ou plus fréquemment, lorsqu'un événement ou des circonstances indiquent que la valeur pourrait être réduite de façon permanente. Les écarts d'acquisition sont affectés aux UGT aux fins du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises dans lesquelles l'écart d'acquisition et les marques de commerce ont pris naissance. Les baisses de valeur sur écarts d'acquisition ne font pas l'objet de reprise.

C. VALEUR RECOUVRABLE

La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur recouvrable de chaque actif ou d'une UGT, la Société utilise la juste valeur diminuée des coûts de la vente selon l'approche du marché s'il existe un marché pour l'actif ou d'une UGT ou l'approche basée sur les bénéfices.

DETTE À LONG TERME

La dette à long terme est initialement comptabilisée à la juste valeur, déduction faite des frais de financement engagés. La dette à long terme est par la suite comptabilisée au coût amorti; toute différence entre les produits (après déduction des frais de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés et amortie selon la méthode des intérêts effectifs sur la durée de l'emprunt.

Les frais de financement versés lors de l'établissement du crédit bancaire renouvelable sont comptabilisés comme des frais de financement reportés au bilan consolidé dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue du crédit bancaire renouvelable.

CONTRATS DE LOCATION

La Société enregistre, au bilan consolidé, une obligation locative et un actif au titre du droit d'utilisation correspondant à la date à laquelle l'actif loué est disponible. Par la suite, les paiements de location sont répartis entre le passif et le coût financier. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée du contrat de location.

L'obligation locative est égale à la valeur actuelle nette des paiements locatifs actualisés en utilisant le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location ou le taux d'emprunt marginal de la Société, déterminé pour chaque contrat de location.

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont évalués au coût, ce qui comprend le montant de l'obligation locative initiale, les paiements de location versés avant ou à la date de prise d'effet du contrat de location, déduction faite des avantages incitatifs à la location, des coûts directs initiaux et des coûts de restauration.

La Société utilise l'exemption relative aux contrats pour des actifs de faible valeur, ainsi que l'exemption relative aux contrats de location à court terme pour toutes les catégories d'actifs, sauf celle des bâtiments.

La Société n'applique pas *IFRS 16* pour les contrats de location d'actifs incorporels.

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

Les provisions pour éventualités et charges comprennent principalement les poursuites judiciaires et autres litiges. Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation légale ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable que le règlement de l'obligation exigera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou causera une perte financière, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement doit être traité comme un actif distinct au bilan consolidé seulement si la Société a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues que la Société juge nécessaires pour éteindre l'obligation. Les taux d'actualisation reflètent les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à ce passif. L'augmentation des provisions liée au passage du temps est comptabilisée à titre de frais de financement dans l'état des résultats consolidés.

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE ET COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une obligation d'engager des coûts de restauration et d'environnement se pose lorsque des perturbations de l'environnement sont causées par le développement ou la production continue d'usines ou d'un site d'enfouissement. Ces coûts découlant de l'installation de l'usine et d'autres travaux de préparation du site sont prévus et capitalisés au début de chaque projet, ou dès que l'obligation d'assumer ces coûts survient. Les coûts de démantèlement sont comptabilisés à la valeur estimée à laquelle l'obligation peut être réglée à la date du bilan consolidé, et sont imputés aux résultats sur la durée de l'opération, par la dépréciation de l'actif et la désactualisation du passif. Le taux d'actualisation est le taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques liés à l'obligation. Les coûts de restauration entraînés par des exploitations passées sont générés sur une base continue pendant la production et sont évalués à leur valeur actualisée et imputés aux résultats lorsque l'obligation survient.

Les changements dans la mesure d'un passif relatif au démantèlement d'une usine ou à d'autres travaux de préparation du site qui entraînent des changements dans le calendrier prévisionnel ou dans le montant des flux de trésorerie, ou un changement dans le taux d'escompte, sont ajoutés ou déduits du coût de l'actif lié au moment où les changements surviennent. Si une diminution du passif excède la valeur comptable de l'actif, l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état des résultats consolidés. Si la valeur de l'actif est augmentée et qu'il y a une indication que la valeur comptable révisée n'est pas récupérable, un test de dépréciation est effectué conformément à la politique comptable pour les tests de dépréciation.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une majoration en fonction de l'inflation. La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi, tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance-vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et aux employés et l'allocation de retraite n'est pas offerte à ceux ne répondant pas à certains critères.

Le passif comptabilisé au bilan consolidé au titre des régimes de retraite à prestations déterminées correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées à la fin de l'exercice considéré, moins la juste valeur des actifs du régime. L'obligation au titre des prestations déterminées est calculée au moins tous les trois ans par des actuaires indépendants en utilisant la méthode des unités de crédit projetées et régulièrement mise à jour par la direction pour les opérations importantes et les changements de circonstances, y compris les changements dans les prix du marché et les taux d'intérêt jusqu'à la fin de la période.

De plus, lorsqu'un actif est comptabilisé au bilan pour un régime de retraite donné, sa valeur comptable ne peut dépasser l'avantage économique futur que la Société peut s'attendre à tirer de cet actif. L'avantage économique futur inclut la suspension des cotisations si les dispositions du régime le permettent sous condition des exigences minimales de capitalisation. Lorsqu'il existe une exigence minimale de capitalisation, ceci peut augmenter le passif comptabilisé au bilan. Toutes les cotisations spéciales légalement requises pour financer les déficits d'un régime ont été considérées. Pour les régimes dont un rapport actuariel de financement est requis au 31 décembre 2021, un calendrier attendu des cotisations d'équilibre a été estimé afin d'établir l'exigence minimale de capitalisation. Pour les autres régimes, nous avons utilisé les cotisations d'équilibre présentées aux plus récents rapports actuariels de financement déposés.

Les gains et les pertes actuariels déterminés dans le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés dans le résultat global consolidé et enregistrés immédiatement dans les bénéfices non répartis sans recyclage dans l'état des résultats consolidés. Le coût des services passés est immédiatement comptabilisé dans l'état des résultats consolidés.

Lorsque la restructuration d'un régime de retraite entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les frais d'intérêts sur les régimes de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidés à titre de frais de financement. La date de mesure des régimes d'avantages du personnel est le 31 décembre de chaque année. Une évaluation actuarielle est effectuée au moins tous les trois ans. Sur la base des soldes au 31 décembre 2021, 97 % des plans ont été évalués au 31 décembre 2020 (92 % en 2019).

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts différés. Selon cette méthode, les impôts différés sont calculés en fonction de la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt différé à la date du bilan consolidé. Les actifs d'impôt différé sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif se réalisera.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler sur la base de leur montant net.

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués en utilisant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société est implantée (la monnaie fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société.

A. OPÉRATIONS CONCLUES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les opérations libellées en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les gains et les pertes de change non réalisés à la conversion d'autres actifs et passifs monétaires sont pris en compte dans l'état des résultats consolidés de l'exercice.

B. ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS

Les actifs et les passifs des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de conversion sont enregistrés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global ».

PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux membres de la direction et aux employés cadres. Cette méthode consiste à enregistrer une dépense aux résultats en fonction des conditions de levée des options attribuées de chaque émission. La juste valeur de chaque émission est calculée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes. Ce modèle a été conçu afin d'estimer la juste valeur des options négociées qui ne comportent aucune restriction en matière d'acquisition de droits et qui sont entièrement transférables. Toute contrepartie payée par les employés à la levée des options ainsi que toute rémunération à base d'actions y afférente sont créditées au capital-actions.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

La distribution de dividendes aux actionnaires de la Société est comptabilisée comme un passif dans les états financiers consolidés de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par le conseil d'administration de la Société.

RÉSULTATS PAR ACTION ORDINAIRE

Les résultats par action ordinaire de base sont calculés en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Les résultats dilués par action ordinaire sont déterminés en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte des instruments dilutifs qui sont principalement les options d'achat d'actions selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés comme ayant été exercés ou levés au début de la période, et le produit obtenu est considéré comme ayant été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de la période.

NOTE 3

CHANGEMENTS DANS LES POLITIQUES COMPTABLES ET INFORMATION

A. NOUVELLE NORME IFRS APPLIQUÉE

Réforme du LIBOR avec amendement à IFRS 9, IAS 29, IFRS 7 et IFRS 16

En août 2020, l'IASB a publié la réforme du taux d'intérêt de référence - Phase 2, qui modifie *IFRS 9 Instruments financiers*, *IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, *IFRS 7 Instruments financiers : Information à fournir* et *IFRS 16 Contrats de location*. Les amendements complètent ceux publiés en 2019 et se concentrent sur les effets dans les états financiers lorsqu'une entreprise remplace l'ancien taux d'intérêt de référence par un autre taux d'intérêt de référence à la suite de la réforme.

La norme est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

B. NOUVELLES NORMES IFRS NON ENCORE APPLIQUÉES

Amendement à IAS 16

En mai 2020, l'IASB a publié un amendement à *IAS 16 Immobilisations corporelles* qui vise à clarifier la manière dont les entités doivent comptabiliser le produit de la vente, et les coûts de production associés, d'éléments produits par un actif avant qu'il ne soit disponible pour son utilisation prévue. La modification exige que le produit des ventes enregistré avant que l'actif connexe ne soit disponible pour utilisation soit comptabilisé aux résultats avec les coûts associés aux éléments vendus, plutôt qu'en ajustant le coût de l'actif en construction. La modification entrera en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022 et doit être appliquée rétrospectivement à la première période présentée dans les états financiers. La Société ne prévoit pas d'ajustement rétrospectif important de ses états financiers du 31 décembre 2021, car il n'y avait aucun actif important en construction en phase de test à la fin de 2021.

NOTE 4

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les estimations et jugements sont continuellement évalués et sont basés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, incluant l'anticipation d'événements futurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers selon les IFRS requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la présentation des éventualités à la date du bilan ainsi que sur les postes de revenus et de charges pour les exercices présentés. La direction réévalue régulièrement, en fonction de l'information disponible, ses estimations, y compris celles relatives aux coûts environnementaux, à la durée de vie utile et à la valeur résiduelle des immobilisations corporelles, à la baisse de valeur des actifs à long terme et aux écarts d'acquisition, ainsi qu'aux avantages du personnel, au recouvrement des comptes débiteurs, à la juste valeur des instruments financiers, aux éventualités et aux impôts. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont connus.

A. BAISSÉ DE VALEUR DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, ACTIFS INCORPORELS ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, selon l'approche du marché, la direction utilise la valeur des actifs comparables sur le marché. Lors de la détermination de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT, sur la base de l'approche basée sur les bénéfices, la direction utilise plusieurs hypothèses clés, entre autres, les niveaux d'expéditions estimées, les taux de change, les taux de croissance des revenus, les marges du bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA), le taux d'actualisation et les dépenses en capital.

La Société est d'avis que ces hypothèses sont raisonnables. Cependant, sur la base de l'information disponible à la date de l'évaluation, ces hypothèses requièrent un degré important de jugement et de complexité. La direction est d'avis que les hypothèses suivantes sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc avoir une incidence sur l'évaluation des actifs au cours de la prochaine année.

DESCRIPTION DES PRINCIPALES HYPOTHÈSES RELATIVES AU TEST DE BAISSÉ DE VALEUR (voir la Note 26)

REVENUS, MARGES BÉNÉFICIAIRES D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT (BEAA), FLUX DE TRÉSORERIE ET TAUX DE CROISSANCE

Les hypothèses utilisées pour les revenus sont basées sur le budget interne sectoriel de la Société qui a été projeté sur une période de cinq ans alors qu'un taux de croissance à long terme de 2 % a été appliqué par la suite. L'hypothèse utilisée pour les marges bénéficiaires d'exploitation avant amortissement (BEAA) est basée sur la performance historique du secteur et a été maintenue constante. Pour bâtir ses prévisions, la Société a pris en compte l'expérience passée, les tendances économiques, telles que la croissance du produit intérieur brut et l'inflation, ainsi que les tendances du marché et de l'industrie.

TAUX D'ACTUALISATION

La Société utilise la méthode d'actualisation afin de déterminer ses flux de trésorerie futurs. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (CMPC) pour des entités comparables en activité dans des secteurs similaires à l'UGT, à un groupe d'UGT ou à un secteur isolable examiné sur la base de l'information publique accessible.

TAUX DE CHANGE

Pour estimer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les taux de change sont déterminés en utilisant les prévisions à moyen terme des banques pour les deux premières années de la prévision. Pour les trois années subséquentes, la Société utilise la moyenne des taux de change des cinq dernières années. Le taux de change terminal est basé sur les données historiques des vingt dernières années et ajusté afin de refléter la meilleure estimation de la direction sur le marché.

EXPÉDITIONS

Les hypothèses utilisées sont basées sur le budget interne de la Société pour la prochaine année et demeurent normalement inchangées pour la capacité établie alors qu'un accroissement sur les périodes prévisionnelles subséquentes est considéré pour les nouvelles capacités. Lorsqu'elle établit ses expéditions budgétisées, la Société tient compte de l'expérience passée, des prévisions économiques ainsi que des tendances de l'industrie et du marché.

Compte tenu de la sensibilité des principales hypothèses utilisées, il y a une incertitude liée à la mesure puisqu'un changement défavorable d'une seule hypothèse ou d'une combinaison d'hypothèses pourrait entraîner un changement significatif de la valeur comptable des actifs.

B. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La Société doit évaluer les impôts sur les résultats pour chaque territoire où elle exerce ses activités, ce qui inclut la nécessité d'estimer une valeur pour les pertes d'impôt actuelles en fonction de l'évaluation par la Société de sa capacité à les utiliser en réduction du revenu imposable futur avant qu'elles n'expirent. Si l'évaluation de la Société de sa capacité à utiliser les pertes d'impôt s'avère inexacte dans l'avenir, plus ou moins de pertes d'impôt pourraient être comptabilisées comme des actifs, ce qui augmente ou diminue la charge d'impôts, et par conséquent, influence les résultats de la Société pour l'année concernée.

C. AVANTAGES DU PERSONNEL

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées est déterminée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées en utilisant les taux d'intérêt des obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance est près des conditions des engagements de retraite liés.

Le coût des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite gagnés par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et selon les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des placements, de la progression des salaires, de l'âge de retraite des employés et des coûts prévus des soins de santé. L'obligation au titre des prestations constituées est évaluée en utilisant le taux d'intérêt du marché à la date d'évaluation. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à d'importantes incertitudes. Toutes les hypothèses sont revues annuellement.

D. ÉCARTS D'ACQUISITION, AUTRES ACTIFS INCORPORELS ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les écarts d'acquisition et les listes de clients ont été créés à la suite de regroupements d'entreprises. La méthode de l'acquisition, qui nécessite également des estimations et des jugements importants, est utilisée pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises. Dans le cadre du processus d'allocation du regroupement d'entreprises, les justes valeurs estimées sont attribuées aux actifs nets acquis. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations de fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimée des actifs nets acquis est ensuite attribué à l'écart d'acquisition. Si les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués à l'actif net pourraient différer de ce qui est actuellement déclaré. Cela aurait alors une incidence directe sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition. Les différences dans les justes valeurs estimées auraient également une incidence sur l'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée.

JUGEMENTS IMPORTANTS UTILISÉS DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMPTABLES

JUGEMENTS IMPORTANTS CONCERNANT L'EFFET DE LA PANDÉMIE

En réponse aux effets de la pandémie de COVID-19, la Société a revu les hypothèses relatives aux plans d'exploitation, à l'évaluation des immobilisations corporelles et aux comptes débiteurs. L'exercice n'a entraîné aucune perte de crédit attendue sur les comptes débiteurs. Toutefois, des baisses de valeurs ont été enregistrées dans le secteur des papiers tissu sur les immobilisations corporelles, les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels (voir les Notes 9, 10 et 26). La Société continue de surveiller de près la situation liée à la COVID-19 : la durée, la propagation ou l'intensité de la pandémie à mesure qu'elle continue d'évoluer, ainsi que la chaîne d'approvisionnement, les prix du marché et la demande des clients. Ces facteurs peuvent avoir une incidence supplémentaire sur le plan d'exploitation de la Société, ses flux de trésorerie, sa capacité de lever des fonds et l'évaluation de ses actifs à long terme.

NOTE 5

ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET CESSIION

Le 5 juillet 2021, la Société a annoncé la monétisation de sa participation majoritaire de 57,6 % dans Reno de Medici S.p.A. (RDM) pour un montant de 1,45 € par action, soit 462 M\$ y compris les contrats de change et avant les frais de transactions de 12 M\$. La transaction a été conclue le 26 octobre 2021. La Société a enregistré un gain de 228 M\$ avant impôts sur les résultats de 24 M\$. La Société a utilisé des attributs fiscaux pour compenser cette charge d'impôts, ce qui a permis de n'avoir aucun impôt à payer relativement à cette transaction.

Les actifs et passifs, au moment de la cession des activités de Reno de Medici S.p.A. (RDM), s'établissaient comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	SECTEUR D'ACTIVITÉ :	Carton plat Europe
Trésorerie et équivalents de trésorerie		37
Comptes débiteurs		211
Stocks		166
Impôts débiteurs		2
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises		1
Immobilisations corporelles		430
Actifs incorporels à durée de vie limitée		24
Actifs financiers		6
Autres actifs		23
Actifs d'impôt différé		5
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie illimitée		135
Actifs totaux		1 040
Emprunts et avances bancaires		40
Comptes créditeurs et charges à payer		338
Partie à court terme de la dette à long terme		36
Dette à long terme		196
Provisions pour éventualités et charges		9
Passifs financiers		1
Autres passifs		51
Passifs d'impôt différé		10
Passifs totaux		681
Actifs nets		359
Part des actionnaires sans contrôle		(151)
Actifs nets attribuables aux actionnaires		208
Autres éléments		
Instruments financiers sur devise et écarts de conversion cumulés d'une filiale étrangère		14
		222
Gain sur cession, avant impôts sur les résultats		228
Contrepartie reçue lors de la cession, nette des frais de transactions		450

ACTIVITÉS ABANDONNÉES DU SECTEUR CARTON PLAT EUROPE

RÉSULTATS CONSOLIDÉS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Résultats générés par les activités abandonnées		
Ventes	894	1 052
Coût des produits vendus et dépenses (excluant l'amortissement)	843	922
Amortissement	38	48
Gain sur acquisitions, cessions et autres	(16)	—
Baisse de valeur et frais de restructuration	—	9
Perte de change	—	1
Gain de change sur les instruments financiers	(6)	(2)
	859	978
Bénéfice d'exploitation	35	74
Frais de financement	4	4
Bénéfice avant impôts	31	70
Charge d'impôts sur les résultats	(1)	(19)
Gain sur cession, net des impôts sur les résultats	204	—
Résultats générés par les activités abandonnées	234	51
Résultats générés par les activités abandonnées attribuables aux actionnaires sans contrôle	(13)	(22)
Résultats générés par les activités abandonnées attribuables aux actionnaires	221	29
Résultats générés par les activités abandonnées par action ordinaire		
De base	2,19 \$	0,30 \$
Dilué	2,18 \$	0,30 \$

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Flux de trésorerie nets générés par les activités abandonnées		
Flux de trésorerie générés (utilisés par) :		
Activités d'exploitation	31	110
Activités d'investissement	(243)	(35)
Activités de financement	156	(41)
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice	(56)	34
Écarts de conversion sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(5)	5
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	98	59
Trésorerie et équivalents de trésorerie au moment de la disposition	37	98
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de l'exercice générée par les activités abandonnées	(98)	39
Dividendes payés à la Société	4	2
Contrepartie reçue lors de la cession, nette des frais de transactions	450	—
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	356	41

NOTE 6

COMPTES DÉBITEURS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2021	2020
Comptes débiteurs		461	569
Comptes débiteurs provenant des parties liées	29	22	33
Moins : correction de valeur pour pertes attendues sur créances		(4)	(14)
Comptes débiteurs - nets		479	588
Autres		31	71
		510	659

En date du 31 décembre 2021, des comptes débiteurs de 115 M\$ (31 décembre 2020 — 147 M\$) étaient en souffrance.

Les mouvements de la correction de valeur pour pertes attendues sur créances de la Société s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2021	2020
Solde au début de l'exercice		14	12
Correction de valeur pour pertes attendues sur créances		1	3
Créances radiées au cours de l'exercice		(3)	(2)
Cession d'entreprise	5	(8)	1
Solde à la fin de l'exercice		4	14

La variation de la correction de valeur pour pertes attendues sur créances a été incluse dans les « Frais de vente et d'administration » dans l'état des résultats consolidés.

L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture se rapproche de la valeur comptable de chaque catégorie de créances mentionnée ci-dessus.

NOTE 7

STOCKS

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Produits finis	204	243
Matières premières	116	116
Fournitures de production et pièces de rechange	174	210
	494	569

Au 31 décembre 2021, les inventaires de produits finis, matières premières et fournitures de production et pièces de rechange ont été ajustés à leur valeur de réalisation nette (VRN) nécessitant une provision de 7 M\$, 2 M\$ et 5 M\$ respectivement (31 décembre 2020 — 9 M\$, 2 M\$ et 24 M\$).

En 2021, la Société a renversé 2 M\$ (nul en 2020) d'ajustement de VRN précédemment enregistré sur des stocks de pièces de rechange. Aucun renversement d'ajustement de VRN enregistré sur les inventaires de produits finis et matières premières n'a eu lieu en 2021 ou 2020. Le coût de matières premières, fournitures de production et pièces de rechange inclus dans le « Coût des produits vendus » s'élevait à 1 362 M\$ (1 361 M\$ en 2020).

NOTE 8

PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES ET FILIALES AVEC PART D'ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

A. LES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES SE DÉTAILLENT COMME SUIV :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Participations dans des entreprises associées	20	18
Participations dans des coentreprises	67	64
	87	82

B. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La Société ne détient pas de participation significative dans des entreprises associées en 2021 et 2020.

C. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Voici les principales coentreprises de la Société ainsi que le pourcentage des actions qu'elle en détient :

	2021-2020 POURCENTAGE D'ACTIONS DÉTENUES (%)	PRINCIPAL LIEU D'AFFAIRES
Cascades Sonoco US Inc. ¹	50	Birmingham, Alabama et Tacoma, Washington, États-Unis
Cascades Sonoco inc. ¹	50	Kingsey Falls et Berthierville, Québec, Canada
Maritime Paper Products Limited Partnership (MPPLP) ²	40	Dartmouth, Nouvelle-Écosse, Canada
Tencorr Holdings Corporation ³	33,33	Brampton, Ontario, Canada

¹ Ces coentreprises fabriquent toutes des produits d'emballage en papier tels que les en-têtes et les rouleaux.

² MPPLP est une entreprise canadienne de transformation de carton-caisse.

³ Tencorr Holdings Corporation est un fournisseur de papier ondulé.

Voici les données (100 %) sur les principales coentreprises de la Société converties en millions de dollars canadiens :

	2021			
(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP	TENCCORR HOLDINGS CORPORATION
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	1	6	15
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	25	31	27	29
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	40	13	29	9
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	18	13	6	32
Passifs financiers à court terme	2	—	—	4
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	6	2	—	3
Passifs financiers à long terme	8	1	—	—
Résultats condensés				
Ventes	95	91	116	150
Amortissement	5	2	3	1
Frais de financement	2	—	—	—
Charge d'impôts sur les résultats	1	3	—	3
Bénéfice net	7	8	8	4
Résultat global				
Écarts de conversion	—	—	—	—
Résultat global total	7	8	8	4
Dividendes reçus des coentreprises	4	4	1	—

(en millions de dollars canadiens)	CASCADES SONOCO US INC.	CASCADES SONOCO INC.	MARITIME PAPER PRODUCTS LIMITED PARTNERSHIP	TENCCORR HOLDINGS CORPORATION
Bilan condensé				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	2	7	12
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)	18	22	23	19
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)	39	14	28	9
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)	9	7	6	25
Passifs financiers à court terme	1	1	—	1
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)	6	2	—	3
Passifs financiers à long terme	6	1	—	—
Résultats condensés				
Ventes	89	79	97	128
Amortissement	5	2	3	1
Frais de financement	2	—	—	—
Charge d'impôts sur les résultats	1	2	—	1
Bénéfice net	2	5	8	2
Résultat global				
Écarts de conversion	(1)	—	—	—
Résultat global total	1	5	8	2
Dividendes reçus des coentreprises	1	4	1	—

Les engagements des coentreprises sont inférieurs à un million de dollars en 2021 et 2020.

D. PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES NON SIGNIFICATIVES

La valeur comptable des placements dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Entités associées non significatives	20	18
Coentreprises non significatives	12	13
	32	31

La quote-part des résultats dans les entités associées et les coentreprises non significatives pour la Société se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Entités associées non significatives	3	3
Coentreprises non significatives	2	3
	5	6

La Société a reçu un montant de 2 M\$ en dividendes de ses entreprises associées et ses coentreprises au 31 décembre 2021 (31 décembre 2020 — 4 M\$).

La Société a comptabilisé une perte sur réévaluation à la juste valeur de placements de 3 M\$ provenant d'une coentreprise au 31 décembre 2020.

E. FILIALES AVEC PART D'ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

Voici les données relatives aux filiales de la Société ayant une part d'actionnaires sans contrôle significative :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	NOTE	2021			2020	
		FALCON PACKAGING LLC	GREENPAC HOLDING LLC	RENO DE MEDICI S.p.A.	FALCON PACKAGING LLC	GREENPAC HOLDING LLC
		Ohio, États-Unis	New York, États-Unis	Milan, Italie	Ohio, États-Unis	New York, États-Unis
Principal lieu d'affaires						
Pourcentage d'actions détenues par les actionnaires sans contrôle (base comptable)		22,00 %	13,65 %	42,40 %	25,00 %	13,65 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires sans contrôle		2	10	22	1	13
Participation des actionnaires sans contrôle cumulée à la fin de l'exercice		3	45	153	4	47
Dividendes versés aux actionnaires sans contrôle		2	12	2	1	13
Bilan condensé						
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5	20	98	3	28
Actifs à court terme (autres que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers à court terme)		17	112	292	14	127
Actifs financiers à court terme		—	—	—	—	3
Actifs à long terme (autres que les actifs financiers à long terme)		29	507	412	30	520
Actifs financiers à long terme		—	—	—	—	8
Passifs à court terme (autres que les passifs financiers à court terme)		13	51	246	10	60
Passifs financiers à court terme		3	11	33	1	11
Passifs à long terme (autres que les passifs financiers à long terme)		—	2	77	—	1
Passifs financiers à long terme		—	111	80	4	126
Résultats condensés						
Ventes		174	470	—	160	438
Amortissement		1	36	—	2	39
Bénéfice net		9	78	—	6	95
Bénéfice net provenant des activités abandonnées	5	—	—	51	—	—
Flux de trésorerie condensés						
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation		9	118	—	1	143
Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement		—	(5)	—	—	(6)
Flux de trésorerie utilisés par les activités de financement		(8)	(119)	—	(5)	(142)
Flux de trésorerie générés provenant des activités abandonnées	5	—	—	34	—	—

En novembre 2019, la Société a exercé son option d'achat et a racheté la participation de 20,20 % de la CDPQ (Caisse de dépôt et placement du Québec) dans Greenpac pour une contrepartie de 121 M\$. La contrepartie a été payée le 3 janvier 2020.

En 2021, la Société a également augmenté sa participation dans un distributeur du secteur des produits spécialisés pour un montant payé de 2 M\$.

Le 26 octobre 2021, la Société a vendu sa participation dans Reno De Medici S.p.A. (RDM). Bien vouloir consulter la Note 5.

NOTE 9

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TERRAINS	BÂTIMENTS	MATÉRIEL ET OUTILLAGE	MATÉRIEL ROULANT	AUTRES	ACTIFS AU DROIT D'UTILISATION (Note 14)	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2020								
Coût		181	1 008	3 901	126	68	243	5 527
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	403	2 173	81	28	72	2 757
Valeur comptable nette		181	605	1 728	45	40	171	2 770
Exercice terminé le 31 décembre 2020								
Montant net au début		181	605	1 728	45	40	171	2 770
Ajouts		—	31	172	11	—	52	266
Cessions		(1)	(1)	(3)	—	—	(3)	(8)
Amortissement		—	(17)	(140)	(12)	(8)	(43)	(220)
Activités abandonnées	5	2	—	2	—	—	6	10
Baisse de valeur	26	—	—	(18)	—	—	—	(18)
Autres		1	4	(8)	—	4	(1)	—
Écarts de conversion		(2)	(7)	(18)	—	—	(1)	(28)
Montant net à la fin		181	615	1 715	44	36	181	2 772
Au 31 décembre 2020								
Coût		183	1 023	3 931	133	68	285	5 623
Amortissement cumulé et baisse de valeur		2	408	2 216	89	32	104	2 851
Valeur comptable nette		181	615	1 715	44	36	181	2 772
Exercice terminé le 31 décembre 2021								
Montant net au début		181	615	1 715	44	36	181	2 772
Ajouts		1	37	279	9	2	45	373
Cessions		(2)	(9)	(1)	—	—	(4)	(16)
Amortissement		—	(17)	(135)	(12)	(9)	(50)	(223)
Activités abandonnées	5	(68)	(44)	(229)	—	—	(23)	(364)
Baisse de valeur	26	—	—	(17)	—	—	—	(17)
Autres		—	(2)	—	2	6	—	6
Écarts de conversion		—	(2)	(7)	—	—	—	(9)
Montant net à la fin		112	578	1 605	43	35	149	2 522
Au 31 décembre 2021								
Coût		112	930	3 368	132	73	277	4 892
Amortissement cumulé et baisse de valeur		—	352	1 763	89	38	128	2 370
Valeur comptable nette		112	578	1 605	43	35	149	2 522

Les immobilisations corporelles incluent des actifs en cours de construction ou d'installation ayant une valeur comptable de 269 M\$ (188 M\$ au 31 décembre 2020) et des dépôts pour l'achat de matériel et d'outillage s'élevant à 13 M\$ (15 M\$ au 31 décembre 2020).

En 2021, 5 M\$ (1 M\$ en 2020) d'intérêts engagés sur les actifs admissibles ont été capitalisés. Le coût moyen pondéré du capital sur les fonds empruntés était de 4,86 % en 2021 (4,86 % en 2020).

NOTE 10

ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE ET ILLIMITÉE

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	LOGICIELS ET PROGICIEL	LISTES ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE	ÉCARTS D'ACQUISITION	AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE	TOTAL DES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE
Au 1^{er} janvier 2020								
Coût		165	216	36	417	538	7	545
Amortissement cumulé et baisse de valeur		84	118	33	235	17	1	18
Valeur comptable nette		81	98	3	182	521	6	527
Exercice terminé le 31 décembre 2020								
Montant net au début		81	98	3	182	521	6	527
Additions		7	—	—	7	—	—	—
Activités abandonnées	5	1	—	(1)	—	1	—	1
Amortissement		(17)	(13)	—	(30)	—	—	—
Autres		—	—	1	1	—	(1)	(1)
Écarts de conversion		1	(1)	—	—	(5)	—	(5)
Montant net à la fin		73	84	3	160	517	5	522
Au 31 décembre 2020								
Coût		174	215	9	398	526	6	532
Amortissement cumulé et baisse de valeur		101	131	6	238	9	1	10
Valeur comptable nette		73	84	3	160	517	5	522
Exercice terminé le 31 décembre 2021								
Montant net au début		73	84	3	160	517	5	522
Additions		12	—	—	12	—	—	—
Activités abandonnées	5	(16)	(3)	(2)	(21)	(7)	(4)	(11)
Baisse de valeur	26	—	(35)	—	(35)	(36)	—	(36)
Amortissement		(16)	(12)	—	(28)	—	—	—
Autres		—	—	—	—	3	—	3
Écarts de conversion		—	—	—	—	(5)	—	(5)
Montant net à la fin		53	34	1	88	472	1	473
Au 31 décembre 2021								
Coût		161	207	4	372	516	1	517
Amortissement cumulé et baisse de valeur		108	173	3	284	44	—	44
Valeur comptable nette		53	34	1	88	472	1	473

NOTE 11

AUTRES ACTIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2021	2020
Effets à recevoir à long terme		8	7
Autres placements		2	5
Autres actifs		15	25
Avantages du personnel	18	29	15
		54	52
Moins : Partie à court terme incluse dans les comptes débiteurs		—	(2)
		54	50

Une charge d'amortissement de 1 M\$ (2020 - 1 M\$) a été comptabilisée en diminution des autres actifs.

NOTE 12

COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2021	2020
Comptes créditeurs		518	593
Comptes à payer à des parties liées	29	6	8
Provisions pour rabais-volume		64	72
Frais courus		119	188
		707	861

Les mouvements de la provision pour rabais-volume de la Société sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Solde au début de l'exercice	72	70
Provision pour rabais-volume	106	131
Paielements pour rabais-volume	(114)	(128)
Écarts de conversion	—	(1)
Solde à la fin de l'exercice	64	72

NOTE 13

DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	ÉCHÉANCE	2021	2020
Crédit bancaire rotatif, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 3,95 % au 31 décembre 2021 et se composant de 4 M\$ US (31 décembre 2020 — inutilisé)	13(a)	2025	6	—
Billets subordonnés non garantis de 175 M\$, portant intérêt au taux de 5,125 %		2025	175	175
Billets subordonnés non garantis de 206 M\$ US (31 décembre 2020 — 350 M\$ US), portant intérêt au taux de 5,125 %	13(b)	2026	260	445
Billets subordonnés non garantis de 445 M\$ US et une prime non amortie de 7 M\$ (31 décembre 2020 - 600 M\$ US et une prime non amortie de 16 M\$), portant intérêt au taux de 5,375 %	13(b) (c)	2028	570	780
Emprunt à terme de 160 M\$ US, portant intérêt au taux de 2,21 % au 31 décembre 2021 (31 décembre 2020 — 165 M\$ US)		2025	202	210
Obligations locatives avec recours contre la Société	13(e)		161	167
Autres emprunts avec recours contre la Société			35	39
Obligations locatives sans recours contre la Société	13(e)		9	35
Autres emprunts sans recours contre la Société	13(d)		117	217
			1 535	2 068
Moins : Frais de financement non amortis			11	17
Total de la dette à long terme			1 524	2 051
Moins :				
Partie à court terme des obligations locatives avec recours contre la Société			36	36
Partie à court terme des autres emprunts avec recours contre la Société			23	23
Partie à court terme des obligations locatives sans recours contre la Société			7	12
Partie à court terme des autres emprunts sans recours contre la Société			8	31
			74	102
			1 450	1 949

a. Le 30 avril 2021, la Société a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender son crédit bancaire rotatif de 750 M\$. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de la facilité a été repoussée jusqu'au 7 juillet 2025. Les conditions financières existantes sont demeurées inchangées.

Au 31 décembre 2021, les comptes débiteurs et les stocks totalisant environ 888 M\$ (31 décembre 2020 — 798 M\$) ainsi que les immobilisations corporelles totalisant environ 246 M\$ (31 décembre 2020 — 246 M\$) ont été donnés en garantie du crédit bancaire rotatif.

b. Le 9 novembre 2021, la Société a effectué le rachat partiel de ses billets subordonnés non garantis. La transaction a été conclue le 10 novembre 2021, et la Société a racheté 144 M\$ US (180 M\$) et 155 M\$ US (192 M\$) de ses billets subordonnés non garantis échéant en 2026 et en 2028, respectivement et a payé une prime de rachat par anticipation de 18 M\$ US (22 M\$). La Société a également encouru des frais de transactions de 2 M\$, a radié des frais de financement non amortis de 4 M\$ et a radié la prime d'émission non amortie de 8 M\$ relativement à ces billets. La Société a également payé des intérêts courus de 5 M\$ US (6 M\$) sur ces billets.

Le rachat partiel a été utilisé comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2021
Frais de transactions	(2)
Rachat des billets de 2026 et de 2028	(372)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	(22)
Diminution du crédit bancaire rotatif	(396)

c. Le 17 août 2020, la Société a émis des billets subordonnés non garantis de 5,375 % d'un montant nominal de 300 M\$ US (396 M\$) échéant en 2028 à un prix de 104,25 % entraînant une prime de 13 M\$ US (17 M\$) pour un total de 313 M\$ US (413 M\$) et à un taux effectif de 4,69 %. Les frais liés à l'émission s'élevaient à 4 M\$. La Société a affecté le produit tiré de l'émission des billets pour financer le rachat de 200 M\$ US (264 M\$) de ses billets subordonnés non garantis au taux de 5,75 % échéant en 2023, incluant une prime de 3 M\$ US (4 M\$). La Société a également radié 2 M\$ de frais de financement non amortis relativement à ces billets.

Le produit d'émission a été utilisé comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2020
Émission de la dette	396
Prime reçue sur l'émission de la dette	17
Frais de transactions	(4)
Rachat des billets de 2023	(264)
Prime payée sur le rachat de dette à long terme	(4)
Diminution du crédit bancaire rotatif et augmentation de la trésorerie et équivalent de trésorerie	141

d. Le 11 décembre 2020, Greenpac a conclu un accord avec ses prêteurs pour prolonger et amender ses facilités de crédit. L'entente de crédit amendée procure toujours à Greenpac un crédit rotatif de 50 M\$ US alors que l'emprunt à terme est réduit, grâce au surplus d'encaisse et à l'utilisation du crédit rotatif, à 75 M\$ US, comparativement à 122 M\$ US au moment de la modification. Selon les termes de l'amendement, l'échéance de l'entente de crédit amendée est repoussée jusqu'en décembre 2023 alors que les conditions financières demeurent essentiellement les mêmes.

e. La Société a contracté des contrats de location pour diverses immobilisations corporelles. Les obligations locatives sont garanties, car les droits sur l'actif loué reviennent au bailleur en cas de défaillance. Pour plus de détails sur les paiements futurs, voir la Note 16.4 C.

NOTE 14

CONTRATS DE LOCATION

- a. Les bilans consolidés incluent, sur la ligne « Immobilisations corporelles », les montants suivants d'actifs au titre de droit d'utilisation liés à des contrats de location. Les montants suivants de 2021 et 2020 sont des actifs au titre de droit d'utilisation selon la norme *IFRS 16* :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Bâtiments	111	129
Matériel et outillage	3	10
Matériel roulant	34	42
Autres	1	—
Valeur comptable nette	149	181

Les additions d'actifs au titre de droit d'utilisation durant l'exercice financier 2021 sont de 45 M\$ (2020 — 52 M\$).

- b. Les résultats consolidés incluent les montants suivants liés à des contrats de location :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Amortissement des actifs au titre de droit d'utilisation (inclus sur la ligne « Coût des produits vendus »)		
Bâtiments	26	20
Matériel et outillage	3	1
Matériel roulant	21	22
	50	43
	50	43
Frais de financement (inclus sur la ligne « Frais de financement »)	6	8

La charge liée aux contrats de location à court terme, aux contrats de location de faible valeur et aux paiements variables non inclus dans l'obligation locative est de moins d'un million de dollars en 2021 et en 2020.

- c. Le total des sorties de fonds des contrats de location, incluant les intérêts, en 2021 a été de 54 M\$ (2020 — 50 M\$).
- d. Veuillez vous référer à la Note 13 pour l'obligation locative et à la Note 16.4 C pour les paiements futurs en vertu des contrats de location.
- e. Les flux de trésorerie futurs issus des baux non débutés, mais déjà signés, sont les suivants aux 31 décembre 2021 et 2020 :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
	BÂTIMENTS	BÂTIMENTS
Moins d'un an	5	—
Plus d'un an mais moins de cinq ans	19	—
Plus de cinq ans	1	—
	25	—

NOTE 15

PROVISIONS POUR ÉVENTUALITÉS ET CHARGES

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRON- NEMENTALE	COÛTS ENVIRON- NEMENTAUX	CRÉANCES LÉGALES	INDEMNITÉS DE DÉPART	AUTRES	PROVISIONS TOTALES
Au 1^{er} janvier 2020		18	20	2	6	8	54
Provisions additionnelles		—	3	1	12	4	20
Palements		—	(1)	—	(10)	(3)	(14)
Réévaluation		4	4	—	—	1	9
Désactualisation		1	—	—	—	—	1
Activités abandonnées	5	—	—	—	1	—	1
Au 31 décembre 2020		23	26	3	9	10	71
Provisions additionnelles		—	4	4	5	2	15
Palements		—	(6)	—	(9)	—	(15)
Réévaluation		(4)	—	—	—	—	(4)
Désactualisation		1	—	—	—	—	1
Activités abandonnées	5	(2)	—	(1)	(2)	(4)	(9)
Au 31 décembre 2021		18	24	6	3	8	59

Analyse de la provision totale :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Long terme	47	57
Court terme	12	14
	59	71

OBLIGATIONS LIÉES À LA RESTAURATION ENVIRONNEMENTALE

La Société utilise certains sites d'enfouissement. Une provision a été constatée à la juste valeur pour les coûts à engager pour la remise en état de ces sites.

COÛTS ENVIRONNEMENTAUX

Une provision environnementale est comptabilisée lorsque la Société a une obligation qui a été provoquée par ses activités poursuivies ou abandonnées.

CRÉANCES LÉGALES

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de diverses poursuites et d'éventualités liées surtout à des différends contractuels, à des réclamations au titre de l'environnement et de la garantie de produits ainsi qu'à des problèmes de main-d'œuvre. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2021, la direction est d'avis que leur règlement n'aura pas d'effets importants sur la situation financière consolidée de la Société, ses résultats ou ses flux de trésorerie consolidés.

La Société travaille actuellement avec des représentants du ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO) - région du Nord et Environnement Canada - Fonds de durabilité des Grands Lacs à Toronto, relativement à toute responsabilité éventuelle que pourrait encourir la Société concernant une situation environnementale établie sur le site de son ancienne usine de Thunder Bay. Les deux autorités dirigent un plan de gestion de qualité du sédiment adjacent aux étangs aérés de Thunder Bay. Plusieurs réunions ont eu lieu au cours des dernières années avec le MEO et Environnement Canada et un plan de gestion établi sur le dragage des sédiments a été proposé par une tierce partie. Les deux paliers de gouvernement analysent cette proposition avec les parties impliquées afin de s'entendre sur ce plan d'action qui serait mis en œuvre au cours des prochaines années.

La Société a enregistré une provision environnementale pour couvrir sa portion estimée d'exposition relativement à ce cas.

Au cours du troisième trimestre de 2021, le secteur de l'emballage carton-caisse a connu des problèmes d'odeur générés par le système de traitement des effluents d'eau de machines à papier de notre site de Niagara Falls, dans l'État de New York, aux États-Unis. Le 30 août 2021, une demande d'autorisation d'un recours collectif a été déposée par deux résidents de Niagara Falls (au nom d'eux-mêmes et tous les autres dans la même situation) pour les inconvénients reliés à ce problème. Le 16 novembre 2021, les plaignants ont déposé une stipulation de licenciement volontaire, entraînant la clôture du procès. Par conséquent, aucun passif n'est à enregistrer au 31 décembre 2021.

NOTE 16

INSTRUMENTS FINANCIERS

16.1 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le classement des instruments financiers aux 31 décembre 2021 et 2020, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respectives, se présentent comme suit :

		2021		2020	
(en millions de dollars canadiens)	NOTE	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	16.4	5	5	21	21
Placements en actions		2	2	1	1
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Dérivés	16.4	(6)	(6)	(8)	(8)
Autres passifs financiers au coût amorti					
Dette à long terme		(1 524)	(1 558)	(2 051)	(2 137)
Dérivés désignés comme éléments de couverture					
Actifs d'instruments financiers dérivés		2	2	—	—
Passifs d'instruments financiers dérivés		—	—	(7)	(7)

16.2 DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence à la date de mesure.

- La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des comptes débiteurs, des billets à recevoir, des emprunts et avances bancaires, des comptes créditeurs et charges à payer et des provisions se rapproche de la valeur comptable en raison de l'échéance relativement courte de ces éléments.
- La juste valeur des placements en actions est basée sur des données observables sur le marché et est cotée à la Bourse de Toronto et est classée au niveau 1.
- La juste valeur des dettes à long terme et de certains autres passifs est établie en fonction de données observables sur le marché et du calcul des flux de trésorerie actualisés. Les taux d'actualisation ont été établis en utilisant les taux de rendement des obligations gouvernementales locales ajustés d'une marge pour tenir compte des risques spécifiques à chacun des emprunts ainsi que des conditions du marché du crédit et sont classés aux niveaux 1 et 3.
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture et sont classées au niveau 2. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture.

16.3 HIÉRARCHIE DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Le tableau suivant présente des renseignements sur les actifs et passifs financiers de la Société évalués à la juste valeur sur une base récurrente aux 31 décembre 2021 et 2020 et indique la hiérarchie de nos techniques d'évaluation pour déterminer les justes valeurs. Trois niveaux d'évaluation peuvent être utilisés pour mesurer la juste valeur :

Niveau 1 - Consiste en une évaluation sur des prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques.

Niveau 2 - Consiste en une évaluation sur des données observables autres que les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques, sur des prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs et passifs identiques ou sur d'autres données observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur des marchés pour la quasi-totalité du terme des actifs ou des passifs.

Niveau 3 - Consiste en une évaluation sur des données qui ne sont généralement pas observables et qui reflètent les estimations de la direction quant aux hypothèses que les participants au marché utiliseraient pour évaluer l'actif ou le passif.

2021

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Placements en actions	2	2	—	—
Actifs financiers dérivés	7	—	7	—
	9	2	7	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(6)	—	(6)	—
	(6)	—	(6)	—

2020

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	PRIX COTÉS SUR DES MARCHÉS ACTIFS POUR DES ACTIFS IDENTIQUES (NIVEAU 1)	DONNÉES SIGNIFICATIVES OBSERVABLES (NIVEAU 2)	DONNÉES SIGNIFICATIVES NON OBSERVABLES (NIVEAU 3)
Actifs financiers				
Placements en actions	1	1	—	—
Actifs financiers dérivés	21	—	21	—
	22	1	21	—
Passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	(15)	—	(15)	—
	(15)	—	(15)	—

16.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à divers risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de change, le risque de taux d'intérêt [juste valeur et flux de trésorerie] et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme de gestion globale des risques de la Société met l'accent sur le caractère imprévisible du marché des capitaux et vise à réduire au minimum les effets négatifs de ce marché sur son rendement financier. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques.

La gestion des risques est assurée par un service de trésorerie centralisé et par le comité de direction agissant conformément à des politiques approuvées par le conseil d'administration. Ils repèrent, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités d'affaires. Le conseil d'administration fournit les lignes directrices de la gestion globale des risques touchant des aspects précis, notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'utilisation d'instruments financiers dérivés et non dérivés et l'investissement des liquidités excédentaires.

Sommaire

2021

(en millions de dollars canadiens)		ACTIFS			PASSIFS		
RISQUE	NOTE	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
Risque de change	16.4 A (i)	—	5	5	—	(6)	(6)
Risque de prix	16.4 A (ii)	1	1	2	—	—	—
		1	6	7	—	(6)	(6)

2020

(en millions de dollars canadiens)		ACTIFS			PASSIFS		
RISQUE	NOTE	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL	COURT TERME	LONG TERME	TOTAL
Risque de change	16.4 A (i)	—	3	3	(8)	(5)	(13)
Risque de prix	16.4 A (ii)	5	13	18	—	—	—
Risque de taux d'intérêt	16.4 A (iii)	—	—	—	(1)	(1)	(2)
		5	16	21	(9)	(6)	(15)

A. RISQUE DE MARCHÉ

i. Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est ainsi exposée au risque de change par ses exportations de biens fabriqués au Canada, aux États-Unis, en France, en Italie, en Espagne et en Allemagne. Le risque de change découle de transactions commerciales futures, de la constatation d'actifs et de passifs et de participations dans des entités étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats et par le service de la dette.

La Société gère le risque de change en concluant différents contrats de change et en souscrivant des options sur devises liées aux ventes anticipées, aux achats, aux charges d'intérêts et au remboursement de la dette à long terme. La direction a mis en œuvre une politique de gestion des risques de devises à l'égard de sa monnaie fonctionnelle. La politique de gestion des risques consiste à couvrir de 25 % à 90 % des flux de trésorerie prévus dans chaque monnaie étrangère majeure pour les 12 prochains mois et de couvrir de 0 % à 75 % pour les vingt-quatre mois suivants. La Société peut désigner ces contrats de change à titre de couvertures de flux de trésorerie futurs anticipés des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts et du remboursement de la dette à long terme libellée en devises étrangères. Les gains ou les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global » déduction faite des impôts y afférents et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement des ventes, du coût des ventes, des frais d'intérêts ou du gain (perte) de change sur la dette à long terme dans la même période où l'élément couvert en question influe sur les résultats.

En 2021, environ 18 % des ventes provenant des activités canadiennes ont été faites aux États-Unis.

Le tableau ci-dessous résume les engagements de la Société à acheter et à vendre des devises aux 31 décembre 2021 et 2020 :

2021				
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme :				
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	122 \$ US	5
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	102 \$ US	(6)
				(1)
2020				
	TAUX DE CHANGE	ÉCHÉANCE	MONTANT NOMINAL (EN MILLIONS)	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Remboursement de la dette à long terme et couverture d'investissement net				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans la Perte (gain) de change sur la dette à long terme :				
Options sur devises pour vendre (€ contre \$ CAN)	1,6000	Décembre 2021	1 à 25 €	(1)
Options sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	50 à 122 \$ US	3
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,3290	Juillet 2023	102 \$ US	(6)
				(4)
Couverture d'investissement net				
Contrats à terme sur devises pour vendre (€ contre \$ CAN)	1,5273	Décembre 2021	145 €	(6)
Ventes et achats anticipés				
Dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net et classés dans les Pertes sur instruments financiers dérivés :				
Contrats à terme sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,2833	De 0 à 12 mois	42 \$ US	—
Options sur devises pour vendre (\$ US contre \$ CAN)	1,3350	De 0 à 12 mois	5 \$ US	—
Options sur devises pour acheter (\$ US contre \$ CAN)	1,2710	De 0 à 12 mois	18,5 \$ US	—
				—
				(10)

La juste valeur des contrats de change à terme et des options sur devises est déterminée en utilisant une technique généralement acceptée, à savoir la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à l'échéance calculée en utilisant le taux de change au contrat et le taux de change auquel l'institution financière renégocierait le contrat aux mêmes conditions en date du bilan consolidé. Les taux d'actualisation sont ajustés en fonction du risque de crédit de la Société ou de la tierce partie, le cas échéant. Au moment de déterminer des ajustements du risque de crédit, la Société tient compte des accords de compensation, le cas échéant.

En 2021, si le dollar canadien s'était apprécié de 0,01 \$ par rapport au dollar américain en moyenne pour l'année et si toutes les autres variables avaient été constantes, le bénéfice d'exploitation avant amortissement pour l'exercice aurait été inférieur d'environ 1 M\$, basé sur l'exposition nette des ventes américaines moins les achats américains de la Société provenant des unités d'exploitation canadiennes et le bénéfice d'exploitation avant amortissement des unités américaines de la Société, mais en excluant l'incidence de ce changement sur les éléments classés comme fonds de roulement. Les charges d'intérêts auraient été supérieures d'environ 1 M\$.

RISQUE DE CHANGE SUR LA CONVERSION DES FILIALES ÉTRANGÈRES AUTONOMES

La Société détient certains placements dans ses activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de change. La Société peut désigner une partie de sa dette à long terme libellée en devises étrangères comme une couverture de l'investissement net dans les filiales étrangères. Les gains ou les pertes résultant de la conversion en dollars canadiens de la dette à long terme libellée en devises étrangères et désignée comme couverture d'investissements nets sont comptabilisés dans le « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents.

Le tableau ci-dessous montre l'effet sur les capitaux propres consolidés d'un changement de 10 % de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar américain et à l'euro aux 31 décembre 2021 et 2020. Ce calcul inclut l'effet de la couverture de change de l'investissement net dans des entités étrangères des États-Unis et ne tient pas compte d'aucune modification autre que la variation du taux de change.

Les expositions utilisées dans les calculs sont les capitaux propres des actionnaires libellés en devises étrangères et le niveau de couverture aux 31 décembre 2021 et 2020, les instruments de couverture étant la dette à long terme libellée en dollars américains.

Capitaux propres consolidés : Effet d'un mouvement de change de 10 % avant impôts :

(en millions de dollars canadiens)	2021			2020		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/\$ US	77	32	45	74	70	4
Variation de 10 % du taux de change \$ CAN/euro	—	—	—	21	16	5

ii. Risque de prix

La Société est exposée au risque de prix des marchandises, du vieux carton ondulé, de la pâte commerciale, de l'électricité et du gaz naturel. La Société peut utiliser des contrats sur marchandises pour gérer ses coûts de production. La Société désigne ces dérivés comme couvertures de flux de trésorerie sur les achats prévus d'énergie. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés désignés comme couvertures sont imputés au « Cumul des autres éléments du résultat global », déduction faite des impôts y afférents, et sont reclassés dans les résultats à titre d'ajustement du « Coût des produits vendus » au même moment où l'élément couvert influe sur les résultats.

La juste valeur de ces contrats s'établit comme suit :

	2021		
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés dans le « Coût des produits vendus »			
Gaz naturel :			
Portefeuille américain	958 750 mmBtu	De 2022 à 2025	—
Dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et reclassés dans le « Coût des produits vendus » pour la portion efficace			
Gaz naturel :			
Portefeuille américain	5 009 665 mmBtu	De 2022 à 2025	2
			2

	2020		
	QUANTITÉ	ÉCHÉANCE	JUSTE VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)
Achats anticipés			
Dérivés désignés pour fins de transaction et reclassés dans le « Coût des produits vendus »			
Gaz naturel :			
Portefeuille américain	1 470 923 mmBtu	De 2021 à 2025	—
			—

En 2013, la Société a conclu un contrat d'achat de vapeur. L'accord comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur est inférieure à un million de dollars au 31 décembre 2021 (actif : 7 M\$ en 2020). Greenpac a également conclu un contrat d'achat de vapeur qui comprend un dérivé incorporé dont la juste valeur est inférieure à un million de dollars au 31 décembre 2021 (actif : 11 M\$ en 2020).

La juste valeur des instruments financiers dérivés autres que les options est établie selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs anticipés. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont déterminés par référence aux prix ou taux à terme en vigueur à la date d'évaluation de l'indice financier sous-jacent (taux de change ou d'intérêt ou prix d'une matière première) selon les termes contractuels de l'instrument. Les flux de trésorerie futurs anticipés sont actualisés à un taux d'intérêt représentatif de l'échéance de chaque flux et du risque de crédit de la partie au contrat pour qui il représente un passif (sous réserve de l'application des clauses pertinentes de support de crédit). La juste valeur des instruments financiers dérivés représentant des options est établie en utilisant des méthodes similaires tenant compte de l'impact de la volatilité potentielle de l'indice financier sous-jacent à l'option sur les flux de trésorerie futurs anticipés.

Le tableau ci-dessous montre l'effet des changements dans le prix de l'électricité et du gaz naturel aux 31 décembre 2021 et 2020. Le calcul inclut l'effet de la couverture des prix de ces produits de base et suppose que, pour chaque variation de prix, toutes les autres variables demeurent constantes.

Les expositions aux risques utilisées dans le calcul sont la consommation et le niveau de couverture des instruments financiers aux 31 décembre 2021 et 2020. Les instruments de couverture utilisés sont des contrats dérivés sur marchandises.

Consommation consolidée de marchandises : Effet des variations de prix avant impôts :

(en millions de dollars canadiens ¹)	2021			2020		
	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET	AVANT COUVERTURES	COUVERTURES	IMPACT NET
30 \$ US/t.c. de variation dans le prix de la pâte commerciale	7	—	7	8	—	8
1 \$ US/mmBtu de variation dans le prix du gaz naturel	10	2	8	11	2	9
1 \$ US/MWh de variation dans le prix de l'électricité	2	—	2	2	—	2

¹ L'analyse de sensibilité est calculée avec un taux de change de 1,25 \$ CAN/\$ US pour 2021 et de 1,30 \$ CAN/\$ US pour 2020.

iii. Risque de taux d'intérêt

La Société ne possède pas d'actif important portant intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la Société découle de ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux d'intérêt variable exposent la Société au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts à taux fixe exposent la Société au risque de variation de la juste valeur.

La Société analyse au besoin son exposition au risque de taux d'intérêt. Des scénarios qui prennent en compte le refinancement, le renouvellement des positions existantes, d'autres sources de financement et la couverture sont élaborés. D'après le résultat de ces scénarios, la Société calcule l'incidence sur le bénéfice d'une variation définie des taux d'intérêt. Pour chaque simulation, la même variation est utilisée pour toutes les devises. Les scénarios sont appliqués seulement aux passifs qui représentent les principales positions portant intérêt. Au 31 décembre 2021, environ 21 % (18 % en 2020) de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux variable.

Sur la base de la dette à long terme au 31 décembre 2021, l'impact sur la charge d'intérêts d'un changement de 1 % du taux serait d'environ 3 M\$ (impact sur le bénéfice net d'environ 2 M\$).

iv. Perte sur instruments financiers dérivés est le suivant :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés	17	3

B. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société réduit ce risque en faisant affaire avec des institutions solvables.

La Société est exposée au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de ses clients. Afin de réduire ce risque, la politique de crédit de la Société comprend l'analyse de la position financière de ses clients et un examen régulier de leurs limites de crédit. De plus, la Société croit qu'il n'y a pas de concentration du risque de crédit grâce à la diversité géographique de ses clients et aux procédures mises en place par la direction pour gérer les risques commerciaux. Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie.

Les comptes débiteurs sont initialement comptabilisés à la juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti en utilisant la méthode de l'intérêt effectif, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes sur créances. Une correction de valeur pour pertes sur créances est établie lorsqu'il y a une indication objective que la Société ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus d'après les modalités initiales. Des difficultés financières importantes du débiteur, la possibilité de faillite ou de restructuration financière et un défaut de paiement constituent des facteurs indiquant que les comptes clients ont subi une dépréciation. Le solde de chaque compte client est évalué en considérant l'historique de recouvrement pour déterminer s'il y a eu dépréciation. Le montant de la correction de valeur pour pertes sur créances représente la perte de crédit estimée. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'intermédiaire d'un compte de provision, et le montant de la perte est constaté dans l'état des résultats consolidés au poste « Frais de vente et d'administration ». Lorsqu'un compte client est irrécouvrable, il est radié du poste correction pour pertes sur créances. Le recouvrement de montants qui avaient été radiés est porté au crédit du poste « Frais de vente et d'administration » dans l'état des résultats consolidés.

Les prêts et les billets à recevoir résultant de cessions d'entreprises sont comptabilisés à la juste valeur et il n'y a pas de solde en défaut de paiement au 31 décembre 2021.

C. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. Les tableaux qui suivent présentent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2021 et 2020 :

2021						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	1	1	1	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	706	706	706	—	—	—
Crédit bancaire rotatif	6	6	—	—	6	—
Prêt à terme	202	219	11	10	198	—
Billets subordonnés non garantis	998	1 307	53	53	581	620
Obligations locatives avec recours contre la Société	161	201	42	35	55	69
Autres emprunts avec recours contre la Société	35	36	17	6	6	7
Obligations locatives sans recours contre la Société	9	9	7	1	1	—
Autres emprunts sans recours contre la Société	117	122	10	112	—	—
Passifs d'instruments financiers dérivés	6	6	—	6	—	—
	2 241	2 613	847	223	847	696

2020						
(en millions de dollars canadiens)	VALEUR COMPTABLE	FLUX DE TRÉSORERIE CONTRACTUELS	MOINS D'UN AN	ENTRE UN AN ET DEUX ANS	ENTRE DEUX ET CINQ ANS	PLUS DE CINQ ANS
Passifs financiers non dérivés						
Emprunts et avances bancaires	12	12	12	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	861	861	861	—	—	—
Prêt à terme	210	232	11	11	210	—
Billets subordonnés non garantis	1 384	1 888	73	73	393	1 349
Obligations locatives avec recours contre la Société	167	212	43	32	60	77
Autres emprunts avec recours contre la Société	39	42	17	6	12	7
Obligations locatives sans recours contre la Société	35	36	12	6	10	8
Autres emprunts sans recours contre la Société	217	225	34	36	153	2
Passifs d'instruments financiers dérivés	15	15	9	—	6	—
	2 940	3 523	1 072	164	844	1 443

Au 31 décembre 2021, la Société disposait de facilités de crédit non utilisées de 746 M\$ (901 M\$ au 31 décembre 2020), déduction faite des lettres de crédit de 14 M\$ (22 M\$ au 31 décembre 2020).

D. AUTRE RISQUE

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La Société a conclu un accord de couverture de la volatilité du cours de l'action liée à ses régimes d'unités d'actions différées et d'unités d'actions liées au rendement. Au 31 décembre 2021, le montant notionnel de l'accord était de 766 000 actions au prix de 13,43 \$ (31 décembre 2020, le montant notionnel de l'accord était de 566 000 actions au prix de 14,60 \$). La juste valeur au 31 décembre 2021 représentait un passif de moins d'un million de dollars (un passif de moins d'un million de dollars au 31 décembre 2020).

NOTE 17

AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2021	2020
Avantages du personnel	18	118	189
Autres	21	20	29
		138	218
Moins : Partie à court terme		(16)	(16)
		122	202

Au 31 décembre 2021, le solde de la ligne « Autres » comprend un montant de 4 M\$ (au 31 décembre 2020 - 5 M\$) relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

NOTE 18

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, y compris des régimes de retraite à prestations et à cotisations déterminées, des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie ainsi que de soins médicaux et dentaires. Le tableau qui suit fait état des postes et des sections des états financiers consolidés dans lesquels les montants et activités liés aux avantages postérieurs à l'emploi sont inclus.

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2021	2020
Obligations inscrites au bilan consolidé au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées - Surplus		(29)	(15)
Régimes de retraite à prestations déterminées - Passifs		39	84
	18.A	10	69
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18 B	79	105
Passifs nets à long terme inscrits au bilan consolidé		89	174
Charges comptabilisées dans les résultats consolidés au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées		6	7
Régimes de retraite à cotisations déterminées		35	33
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées		6	4
Régime de retraite à prestations déterminées inclus en activités abandonnées		1	2
		48	46
Autres éléments du résultat global consolidé au titre des :			
Régimes de retraite à prestations déterminées	18 A	(24)	17
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18 B	(5)	2
Régime de retraite à prestations déterminées et d'avantages postérieurs à l'emploi inclus en activités abandonnées		—	3
		(29)	22

A. RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, des régimes à cotisations déterminées ainsi que des REER collectifs, qui prévoient, pour la plupart de ses employés, le paiement de prestations de retraite. Les régimes de retraite à prestations déterminées sont habituellement contributifs et fondés sur le nombre d'années de service et, dans la plupart des cas, sur la moyenne de la rémunération de fin de carrière. Les prestations de retraite ne font pas l'objet d'une indexation en fonction de l'inflation.

La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs mais, dans le cas des régimes sans capitalisation, la Société assume les obligations au titre du versement des prestations lorsqu'elles deviennent exigibles. Les actifs des régimes détenus en fiducie sont régis par la réglementation locale et les pratiques en usage dans chaque pays.

La responsabilité de ces régimes - soit la supervision de tous les aspects du régime, y compris les décisions de placement et l'établissement des calendriers de cotisations - incombe à la Société. La Société a mis sur pied des comités de placements et a retenu les services d'experts professionnels indépendants d'expérience, notamment des gestionnaires de placement, des conseillers en investissement, des actuaires et des gardiens de valeurs pour l'aider à gérer les régimes.

Les variations de l'obligation au titre des prestations déterminées et de la juste valeur des actifs des régimes de retraite au titre des prestations déterminées se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DE RÉGIMES	TOTAL	EFFET DES EXIGENCES DE FINANCEMENT MINIMAL (DE LA LIMITATION AU PLAFOND DE L'ACTIF)	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2020	513	(474)	39	8	47
Coût des services rendus	5	—	5	—	5
Charge (produit) d'intérêts	14	(13)	1	—	1
Fermeture d'entreprises	1	—	1	—	1
Incidence sur le résultat net consolidé	20	(13)	7	—	7
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans le produit d'intérêts	—	(28)	(28)	—	(28)
Perte découlant des changements dans les hypothèses démographiques	2	—	2	—	2
Pertes découlant des changements dans les hypothèses financières	34	—	34	—	34
Pertes liées à l'expérience	4	—	4	—	4
Changement du plafond de l'actif, en excluant les montants inclus dans la charge d'intérêts	—	—	—	5	5
Activités abandonnées	2	—	2	—	2
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	42	(28)	14	5	19
Activités abandonnées	3	(1)	2	—	2
Cotisations					
Employeurs	—	(6)	(6)	—	(6)
Participants aux régimes	1	(1)	—	—	—
Prestations versées	(28)	28	—	—	—
Au 31 décembre 2020	551	(495)	56	13	69
Coût des services rendus	4	—	4	—	4
Charge (produit) d'intérêts	13	(11)	2	—	2
Incidence sur le résultat net consolidé	17	(11)	6	—	6
Réévaluations					
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans le produit d'intérêts	—	1	1	—	1
Gains découlant des changements dans les hypothèses financières	(29)	—	(29)	—	(29)
Changement du plafond de l'actif, en excluant les montants inclus dans la charge d'intérêts	—	—	—	4	4
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	(29)	1	(28)	4	(24)
Activités abandonnées	(35)	(1)	(36)	—	(36)
Cotisations					
Employeurs	—	(5)	(5)	—	(5)
Participants aux régimes	1	(1)	—	—	—
Prestations versées	(30)	30	—	—	—
Au 31 décembre 2021	475	(482)	(7)	17	10

Le tableau qui suit présente une répartition par pays de l'obligation au titre des prestations déterminées et des actifs des régimes :

	2021		
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	432	10	442
Juste valeur des actifs des régimes	475	7	482
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(43)	3	(40)
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	17	—	17
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	33	—	33
Passifs inscrits au bilan consolidé	7	3	10

	2020			
(en millions de dollars canadiens)	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations capitalisées	469	10	—	479
Juste valeur des actifs des régimes	488	7	—	495
Déficit (excédent) des régimes capitalisés	(19)	3	—	(16)
Effet des exigences de financement minimal (limitation au plafond de l'actif)	13	—	—	13
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	36	—	36	72
Passifs inscrits au bilan consolidé	30	3	36	69

Les hypothèses actuarielles importantes sont les suivantes :

	2021		2020		
	CANADA	ÉTATS-UNIS	CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE
Taux d'actualisation obligation (fin de période)	3,00 %	2,40 %	2,50 %	2,00 %	0,50 %
Taux d'actualisation obligation (début de période)	2,50 %	2,00 %	3,10 %	2,90 %	0,90 %
Taux d'actualisation (coût des services rendus)	3,30 %	2,40 %	2,70 %	2,00 %	0,50 %
Taux d'augmentation des salaires	Entre 2,00 % et 2,50 %	s.o.	Entre 2,00 % et 2,50 %	s.o.	s.o.
Taux d'inflation	2,00 %	s.o.	2,00 %	s.o.	1,50 %

Les hypothèses relatives au taux de mortalité futur reposent sur les conseils d'actuaire, qui s'appuient sur les statistiques publiées et l'expérience dans chaque pays. Le tableau qui suit fait état de l'espérance de vie moyenne, en années, établie en fonction de ces hypothèses pour un participant qui prend sa retraite à l'âge de 65 ans pour les régimes canadiens, qui représentent 98 % de l'ensemble des régimes :

	2021	2020
Départ à la retraite à la date de clôture		
Homme	22,0	21,9
Femme	24,3	24,3
Départ à la retraite 20 ans après la date de clôture		
Homme	23,0	22,9
Femme	25,3	25,2

Le tableau qui suit présente une analyse de la sensibilité de l'obligation canadienne au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses indiquées. Les effets d'un changement d'hypothèse sur chaque régime sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉTERMINÉES		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2,80) %	3,00 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,30 %	(0,30) %

	AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE
Espérance de vie	3,00 %

Les actifs des régimes, qui servent au financement des régimes de retraite à prestations déterminées de la Société, s'établissent comme suit :

					2021
(en millions de dollars canadiens)	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	5	—	—	5	1,1 %
Obligations					
Obligations canadiennes	72	52	—	124	
Obligations étrangères		1		1	
	72	53	—	125	25,9 %
Actions					
Actions canadiennes	16	—	—	16	
Actions étrangères	3	—	—	3	
	19	—	—	19	3,9 %
Fonds communs					
Fonds communs d'obligations étrangères	—	6	—	6	
Fonds communs d'actions canadiennes	4	1	—	5	
Fonds communs d'actions étrangères	—	50	—	50	
Fonds communs de placements alternatifs	—	29	—	29	
	4	86	—	90	18,7 %
Autres					
Rentes assurées	—	243	—	243	
	—	243	—	243	50,4 %
	100	382	—	482	

					2020
(en millions de dollars canadiens)	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL	%
Encaisse et placements à court terme	5	—	—	5	1,0 %
Obligations					
Obligations canadiennes	55	42	—	97	19,6 %
Actions					
Actions canadiennes	29	—	—	29	
Actions étrangères	5	—	—	5	
	34	—	—	34	6,9 %
Fonds communs					
Fonds communs d'obligations étrangères	—	7	—	7	
Fonds communs d'actions canadiennes	8	1	—	9	
Fonds communs d'actions étrangères	—	50	—	50	
Fonds communs de placements alternatifs	—	25	—	25	
	8	83	—	91	18,4 %
Autres					
Rentes assurées	—	268	—	268	
	—	268	—	268	54,1 %
	102	393	—	495	

Les actifs des régimes de retraite ne comprennent pas d'actions de la Société. La Société a souscrit des prestations annuelles de rente d'une valeur approximative de 243 M\$ pour s'acquitter des paiements futurs.

B. RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI AUTRES QUE LES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Société offre certains avantages postérieurs à l'emploi tels que des allocations de retraite et des régimes collectifs d'assurance vie, ainsi que de soins médicaux et dentaires. Ces avantages autres que les régimes de retraite ne sont toutefois pas capitalisés. En outre, les régimes de soins médicaux et dentaires sont éliminés progressivement lors de la retraite et ne sont plus offerts à la majeure partie des nouveaux retraités et l'allocation de retraite n'est plus offerte à la majeure partie des employés embauchés après 2002.

Les montants comptabilisés dans le bilan consolidé ont été déterminés, par pays, comme suit :

		2021		
(en millions de dollars canadiens)		CANADA	ÉTATS-UNIS	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées		75	4	79
Passifs inscrits au bilan consolidé		75	4	79

		2020			
(en millions de dollars canadiens)		CANADA	ÉTATS-UNIS	EUROPE	TOTAL
Valeur actualisée des obligations non capitalisées		79	4	22	105
Passifs inscrits au bilan consolidé		79	4	22	105

Les variations de l'obligation nette au titre des prestations déterminées pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se sont établies comme suit au cours de l'exercice :

(en millions de dollars canadiens)	VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2020	103	—	103
Coût des services rendus	1	—	1
Charge d'intérêts	2	—	2
Variation des avantages postérieurs à l'emploi	1	—	1
Incidence sur le résultat net consolidé	4	—	4
Réévaluations			
Pertes découlant de changements dans les hypothèses financières	3	—	3
Gains liés à l'expérience	(1)	—	(1)
Activités abandonnées	1	—	1
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	3	—	3
Prestations versées	(5)	—	(5)
Au 31 décembre 2020	105	—	105
Coût des services rendus	2	—	2
Coût des services passés	2	—	2
Charge d'intérêts	2	—	2
Incidence sur le résultat net consolidé	6	—	6
Réévaluations			
Gain découlant de changements dans les hypothèses démographiques	(1)	—	(1)
Gains découlant de changements dans les hypothèses financières	(3)	—	(3)
Gains liés à l'expérience	(1)	—	(1)
Incidence des réévaluations sur les autres éléments du résultat global consolidé	(5)	—	(5)
Activités abandonnées	(23)	—	(23)
Prestations versées	(4)	—	(4)
Au 31 décembre 2021	79	—	79

La méthode de comptabilisation, les hypothèses relatives au taux d'actualisation et à l'espérance de vie et la fréquence des évaluations des prestations postérieures à l'emploi sont similaires à celles qui sont utilisées pour les régimes de retraite à prestations déterminées, si ce n'est de l'ajout d'hypothèses actuarielles en ce qui concerne l'augmentation à long terme du coût des soins de santé, fixée à 4,81 % par année en moyenne (4,81 % en 2020).

Le tableau qui suit fait état de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements d'hypothèses. Les effets sur chaque régime d'un changement d'hypothèse sont pondérés en fonction de la proportion du total des obligations des régimes afin d'obtenir l'incidence totale pour chaque hypothèse présentée.

	INCIDENCE SUR L'OBLIGATION AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI		
	VARIATION DE L'HYPOTHÈSE	AUGMENTATION DE L'HYPOTHÈSE	DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE
Taux d'actualisation	0,25 %	(2,40) %	2,30 %
Taux d'augmentation des salaires	0,25 %	0,50 %	(0,50) %
Augmentation du coût des soins de santé	1,00 %	1,60 %	(1,40) %
	AUGMENTATION / DIMINUTION DE L'HYPOTHÈSE D'UNE ANNÉE		
Espérance de vie	1,40 %		

C. RISQUES ET AUTRES CONSIDÉRATIONS RELATIFS AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

De par ses régimes à prestations déterminées, la Société est exposée à un certain nombre de risques, les plus importants étant décrits ci-après.

Volatilité des actifs

Les passifs des régimes sont calculés au moyen d'un taux d'actualisation établi par référence au taux de rendement des obligations de sociétés de qualité supérieure; si le rendement des actifs des régimes est inférieur à ce taux, il y aura une perte d'expérience. La plupart des régimes de la Société détiennent tous des titres de capitaux propres qui, selon les attentes, devraient afficher à long terme un rendement supérieur à celui des obligations de sociétés, tout en introduisant un élément de volatilité et de risque à court terme.

La Société a convenu que lorsqu'un régime sera en meilleure santé financière et/ou lorsque le taux de rendement des obligations utilisé pour fins d'évaluation de solvabilité sera plus élevé, la Société réduira le niveau du risque de placement en investissant dans des actifs qui permettent un meilleur appariement avec les passifs.

Au 31 décembre 2021, 67 % des actifs de régimes étaient investis dans des titres à revenus fixes. Au 31 décembre 2021, la valeur totale des rentes assurées s'élevait à 243 M\$.

Cependant, la Société estime qu'étant donné son expérience et la nature à long terme des passifs des régimes, le maintien d'un certain niveau de placements en titres de capitaux propres demeure approprié dans le cadre de sa stratégie à long terme, qui consiste à gérer les régimes avec efficience. Les placements sont diversifiés, de sorte que la défaillance d'un placement n'aurait pas d'incidence importante sur le niveau des actifs pris dans leur ensemble. Les régimes ne sont pas exposés à un risque de change important.

Variations des rendements des obligations

Une diminution des rendements des obligations de sociétés se traduira par une augmentation des passifs des régimes, bien que celle-ci sera contrebalancée en partie par une augmentation de la valeur des obligations détenues par les régimes.

Risque d'inflation

Les prestations ne sont pas indexées. Seules les prestations futures de membres actifs se fondent sur les salaires. Par conséquent, ce risque n'est pas significatif.

Espérance de vie

Comme l'essentiel des obligations des régimes consistent à verser des prestations pendant la durée de vie du participant, l'accroissement de l'espérance de vie fera augmenter les passifs des régimes.

Chaque analyse de sensibilité présentée dans cette note repose sur la substitution d'une hypothèse, les autres hypothèses étant maintenues constantes. En pratique, cette situation est peu susceptible de se produire, et les changements touchant certaines des hypothèses peuvent afficher une corrélation. Aux fins du calcul de la sensibilité de l'obligation au titre des prestations déterminées aux changements dans les hypothèses actuarielles importantes, la méthode utilisée (valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations déterminées calculée selon la méthode des unités de crédit projetées à la date de clôture) est la même que pour le calcul du passif comptabilisé dans le bilan consolidé.

Au 31 décembre 2021, l'excédent net total des régimes de retraite capitalisés de la Société (pour la plupart au Canada) totalisait 40 M\$ (un excédent de 16 M\$ au 31 décembre 2020). Les cotisations anticipées au titre des services rendus au cours de la période s'établissent à 3 M\$ et seront versées dans le cadre de l'activité normale. En ce qui a trait au besoin de flux de trésorerie, ces régimes devraient nécessiter des cotisations nettes approximatives de 2 M\$ en 2022, puisque 1 M\$ des cotisations de l'employeur seront payées à même les surplus des régimes.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations déterminées est de 12 ans (12 ans en 2020).

Le tableau qui suit présente une analyse de l'échelonnement prévu des versements de prestations de retraite et des autres régimes non actualisés :

(en millions de dollars canadiens)	UN AN	DEUX ANS	ENTRE TROIS ET CINQ ANS	ENTRE SIX ET DIX ANS	TOTAL
Prestations de retraite	31	31	92	635	789
Prestations pour les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	5	6	15	78	104
Au 31 décembre 2021	36	37	107	713	893

Ces montants représentent la totalité des prestations qui seront versées aux participants actuels dans les prochaines années et par la suite sans limite dans le futur. La majeure partie des paiements de prestations sont effectués à partir de fonds administrés par des gardiens de valeurs. La différence proviendra des rendements futurs escomptés sur les actifs des fonds ainsi que des cotisations futures qui seront versées par la Société pour les services rendus après le 31 décembre 2021.

NOTE 19

IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

a. La charge d'impôts sur les résultats se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Impôts exigibles	9	6
Impôts différés	—	20
	9	26

b. La charge d'impôts sur les résultats basée sur le taux réel d'imposition diffère de la charge (le recouvrement) d'impôts basé sur le taux combiné d'imposition de base pour les raisons suivantes :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats basée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et des provinces	(10)	55
Ajustement des impôts sur les résultats découlant des éléments suivants :		
Écart du taux réglementaire d'imposition des établissements étrangers	—	(3)
Réévaluation des années antérieures	4	(5)
Renversement d'un actif d'impôt différé lié à des pertes des années antérieures	18	—
Variation des impôts différés à la suite de modifications à des taux d'imposition statutaires	—	(1)
Écarts permanents	(2)	(12)
Variation d'actifs d'impôt différé sur pertes en capital	—	(8)
Autres	(1)	—
	19	(29)
Charge d'impôts sur les résultats	9	26

Le taux moyen pondéré d'impôts était de 26,03 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (24,63 % en 2020).

c. La charge (le recouvrement) d'impôts lié aux autres éléments du résultat global consolidé s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Conversion des devises liées aux activités de couverture	1	2
Conversion des devises liées aux activités de couverture en activités abandonnées	1	—
Couverture de flux de trésorerie	1	—
Gain (perte) actuariel sur les obligations postérieures à l'emploi	7	(5)
Perte actuarielle sur les obligations postérieures à l'emploi en activités abandonnées	—	(1)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les résultats	10	(4)

d. L'analyse des actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Actifs d'impôt différé :		
Actifs d'impôt différé à récupérer après plus de douze mois	299	331
Reclassement des entités légales par juridiction	(161)	(161)
	138	170
Passifs d'impôt différé :		
Passifs d'impôt différé à utiliser après plus de douze mois	353	371
Reclassement des entités légales par juridiction	(161)	(161)
	192	210
	(54)	(40)

e. La variation du compte d'impôt différé se détaille comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2021	2020
Solde au début de l'exercice		(40)	(45)
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		—	(20)
Variation des crédits d'impôt, après déduction des impôts y afférents		11	15
Par l'intermédiaire des autres éléments du résultat global consolidé		(10)	4
Par l'intermédiaire de la cession d'entreprise et des activités abandonnées	5	(16)	2
Autres		—	2
Écarts de conversion		1	2
Solde à la fin de l'exercice		(54)	(40)

f. Les variations des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes des bilans au sein de la même juridiction fiscale, se détaillent comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	AVANTAGE FISCAL COMPTABILISÉ DÉCOULANT DES PERTES FISCALES	AVANTAGES DU PERSONNEL	DÉPENSES SUR LA RECHERCHE	CRÉDITS D'IMPÔT INUTILISÉS	INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES PASSIFS	DETTE À LONG TERME	CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2020		132	27	10	52	8	—	38	45	312
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		6	3	—	(2)	(8)	—	—	(4)	(5)
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt		—	—	—	15	—	—	—	—	15
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	6	—	—	—	—	—	—	6
Autres		—	—	—	—	—	—	—	1	1
Écarts de conversion		2	—	—	—	—	—	—	—	2
Au 31 décembre 2020		140	36	10	65	—	—	38	42	331
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		12	(4)	(4)	(4)	—	3	2	(8)	(3)
Par l'intermédiaire des crédits d'impôt		—	—	—	11	—	—	—	—	11
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	(7)	—	—	—	—	—	—	(7)
Par l'intermédiaire de la cession d'entreprise et des activités abandonnées	5	(25)	(2)	—	(1)	—	—	—	(5)	(33)
Au 31 décembre 2021		127	23	6	71	—	3	40	29	299

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DETTE À LONG TERME	ACTIFS INCORPORELS	INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES PASSIFS	INVESTISSEMENTS	AUTRES	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2020		287	2	49	—	17	2	357
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		25	4	(14)	—	(1)	1	15
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	2	—	—	—	—	2
Par l'intermédiaire de la cession d'entreprise et des activités abandonnées	5	—	—	—	—	—	(2)	(2)
Autres		—	—	—	—	—	(1)	(1)
Au 31 décembre 2020		312	8	35	—	16	—	371
Par l'intermédiaire des résultats consolidés		19	(8)	(12)	(1)	(2)	1	(3)
Par l'intermédiaire du résultat global consolidé		—	—	—	3	—	—	3
Par l'intermédiaire de la cession d'entreprise et des activités abandonnées	5	(17)	—	—	—	—	—	(17)
Écarts de conversion		(2)	—	—	1	—	—	(1)
Au 31 décembre 2021		312	—	23	3	14	1	353

g. La Société a cumulé des pertes fiscales constatées totalisant environ 511 M\$ qui peuvent être portées en diminution des bénéfices imposables des exercices à venir. L'avantage fiscal découlant du report de 127 M\$ de ces pertes a été comptabilisé à titre d'actif d'impôt différé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où l'utilisation des pertes reportées par l'intermédiaire de revenu imposable futur est probable.

NOTE 20 CAPITAL-ACTIONS

A. GESTION DU CAPITAL

Le capital se définit comme les dettes à long terme, les emprunts et avances bancaires moins la trésorerie et équivalents de trésorerie, et les capitaux propres des actionnaires qui incluent le capital-actions.

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(174)	(384)
Emprunts et avances bancaires	1	12
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	1 524	2 051
Dettes nettes	1 351	1 679
Capitaux propres totaux	1 927	1 957
Capitaux totaux	3 278	3 636

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants :

- préserver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation afin d'offrir un rendement aux actionnaires;
- conserver une structure du capital optimale afin de réduire le coût du capital;
- engager des dépenses en immobilisations adéquates dans l'infrastructure des unités d'affaires afin d'assurer l'aspect concurrentiel des activités; et
- racheter des actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat annuel.

La Société détermine le montant de capital proportionnellement aux risques. Elle gère la structure de son capital et apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions et acquérir ou vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

La Société assure mensuellement et trimestriellement le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement. La Société doit également respecter certaines restrictions imposées par diverses ententes bancaires. Ces ratios sont calculés sur une base consolidée ajustée des filiales avec recours seulement. Ces restrictions se composent du ratio de la dette à long terme sur la capitalisation de 65 % et du ratio de couverture des intérêts de 2,25 x. La Société doit également respecter un ratio de couverture des intérêts consolidés avant de contracter d'autres emprunts. La dette à long terme se compose des passifs figurant au bilan consolidé, y compris les garanties et les privilèges relatifs à la dette à long terme d'une autre personne, mais exclusion faite des autres passifs à long terme, des comptes créditeurs, des obligations au titre de contrats de location-exploitation et des autres obligations à payer (1 362 M\$ en 2021; 1 773 M\$ en 2020). Le ratio de capitalisation est calculé en ajoutant les capitaux propres des actionnaires inscrits au bilan consolidé à la dette à long terme. Les capitaux propres des actionnaires ont été ajustés à la hausse de 208 M\$ pour ajouter l'effet de la transition aux IFRS au 31 décembre 2010. Le ratio de couverture des intérêts est calculé en divisant le bénéfice d'exploitation avant amortissement (BEAA) par les frais de financement. Le BEAA représente le bénéfice net des quatre derniers trimestres majoré des frais de financement, des impôts, de l'amortissement, des charges liées aux options sur actions et des dividendes versés par une personne avec laquelle la Société n'a pas de relation de crédit (360 M\$ en 2021; 507 M\$ en 2020). Sont exclus du bénéfice net, la quote-part des résultats des placements dans des titres de capitaux propres et les gains ou les pertes découlant des éléments non récurrents. Les frais de financement sont calculés en ajoutant aux intérêts et aux frais financiers déterminés selon les IFRS, les intérêts capitalisés, exclusion faite de l'amortissement des frais de financement reportés et des frais de financement ainsi que des gains et pertes non réalisés découlant des ententes de couverture. Ils excluent également les gains et les pertes liés à la conversion de la dette à long terme libellée en devises. Le ratio de couverture des intérêts consolidés pour contracter d'autres emprunts est calculé comme le définissent la convention régissant les billets subordonnés non garantis datée du 26 novembre 2019.

Au 31 décembre 2021, le ratio de la dette à long terme sur la capitalisation s'établissait à 39,41 % et le ratio de couverture des intérêts était de 4,47 x. La Société respecte les exigences relatives aux ratios imposées par ses créanciers.

La convention de crédit de la Société comprend certaines restrictions habituelles pour ces types de prêts telles que des limites pour contracter de nouvelles dettes et pour donner des garanties ou pour vendre des actifs sans le consentement des prêteurs.

Les billets subordonnés non garantis sont sujets à certaines restrictions habituelles qui limitent la capacité de la Société, entre autres, à obtenir des dettes additionnelles et à payer des dividendes et d'autres paiements restreints, comme le définissent la convention régissant les billets subordonnés non garantis de la Société datée du 26 novembre 2019.

Au cours des cinq dernières années, la Société a investi entre 150 M\$ et 250 M\$ par année en achats d'immobilisations corporelles, en excluant les projets majeurs stratégiques. Ces montants sont soigneusement examinés au cours de l'année par rapport aux résultats d'exploitation et aux actions stratégiques approuvées par le conseil d'administration. Ces investissements, combinés à l'entretien annuel, renforcent la stabilité des unités d'affaires de la Société et améliorent sa compétitivité sur le plan des coûts grâce aux nouvelles technologies et aux procédures améliorées.

La Société a mis sur pied un programme de rachat annuel afin de racheter ses actions ordinaires en circulation lorsque la direction juge que le cours du marché est approprié. En plus des limitations par rapport au rachat d'actions ordinaires dans le cours normal des activités, la Société doit respecter certaines restrictions définies dans les conventions régissant les billets subordonnés non garantis, lesquelles précisent le montant qui peut être utilisé pour racheter des actions ordinaires.

B. AUTORISÉ ET EN CIRCULATION

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et en un nombre illimité d'actions de catégories A et B pouvant être émises en séries sans valeur nominale. Au cours des deux derniers exercices, les actions ordinaires ont fluctué de la façon suivante :

NOTE	2021		2020	
	NOMBRE D'ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS	NOMBRE D'ACTIONS ORDINAIRES	EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS
Solde au début de l'exercice	102 276 230	622	94 245 295	491
Actions ordinaires émises lors d'un appel public	—	—	7 441 000	125
Actions ordinaires émises lorsque les options d'achat d'actions sont levées	235 732	2	1 225 489	10
Rachat d'actions ordinaires	(1 651 600)	(10)	(635 554)	(4)
Solde à la fin de l'exercice	100 860 362	614	102 276 230	622

C. RACHAT D'ACTIONS ORDINAIRES

En 2021, dans le cours normal des activités, la Société a renouvelé son programme de rachat d'actions ordinaires pour un maximum de 2 045 621 actions ordinaires auprès de la Bourse de Toronto, ce qui représentait approximativement 2 % des actions ordinaires émises et en circulation. L'autorisation de rachat est valable pour la période du 19 mars 2021 au 18 mars 2022. En 2021, la Société a racheté 1 651 600 actions ordinaires pour un montant de 26 M\$ dans le cadre de ce programme (635 554 actions ordinaires pour un montant de 8 M\$ en 2020).

D. ÉMISSION D' ACTIONS ORDINAIRES

Le 5 octobre 2020, la Société s'est entendue avec des preneurs fermes afin d'émettre des actions ordinaires. Les preneurs fermes ont souscrit à 7 441 000 actions ordinaires au prix de 16,80 \$ pour un produit brut total de 125 M\$. Les frais de transactions s'élevaient à 5 M\$ avant le recouvrement d'impôts de 1 M\$. La transaction a été effectuée le 22 octobre 2020.

La Société a émis 235 732 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options pour un montant de 2 M\$ (7 M\$ en 2020 pour 1 225 489 actions ordinaires émises).

E. BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) PAR ACTION ORDINAIRE

Le bénéfice net (perte nette) de base et dilué par action ordinaire se détaillent de la façon suivante :

	2021	2020
Bénéfice net (perte nette) des activités poursuivies attribuable aux actionnaires (en millions de dollars canadiens)	(59)	169
Bénéfice net attribuable aux actionnaires (en millions de dollars canadiens)	162	198
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation (en millions)	102	96
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	103	97
Bénéfice net (perte nette) des activités poursuivies de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,59) \$	1,74 \$
Bénéfice net (perte nette) des activités poursuivies dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	(0,59) \$	1,72 \$
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	1,60 \$	2,04 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	1,59 \$	2,02 \$

Au 31 décembre 2021, 382 999 options d'achat d'actions ont été exclues en raison de leur effet antidilutif (2020 — aucune).
Au 23 février 2022, la Société n'avait racheté aucune action ordinaire depuis le début de l'exercice 2022.

F. LES DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE SE DÉTAILLENT COMME SUIV :

	2021	2020
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars canadiens)	0,48 \$	0,32 \$

NOTE 21 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

A. OPTIONS

Selon les termes d'un régime de rémunération à base d'actions pour les membres de la direction et les employés clés de la Société, adopté le 15 décembre 1998, révisé le 15 mars 2013 et approuvé par les actionnaires le 8 mai 2013, un solde de 1 382 666 actions ordinaires est spécifiquement réservé pour émission. Chaque option expirera à une date ne pouvant pas dépasser 10 ans suivant la date de son octroi. Le prix d'exercice d'une option ne doit pas être inférieur à la valeur marchande de l'action à la date de l'octroi, déterminée comme étant la moyenne des cours de clôture de l'action à la Bourse de Toronto des cinq jours de Bourse précédant la date d'octroi. Les modalités d'exercice des options octroyées sont de 25 % du nombre d'actions sous option dans les douze mois après la date du premier anniversaire de l'octroi et jusqu'à 25 % additionnels tous les douze mois après les deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d'octroi. Les options ne peuvent pas être exercées si la valeur marchande de l'action est inférieure à sa valeur comptable à la date de l'octroi. Les options exercées sont réglées en actions. Le coût de la rémunération à base d'actions lié à ces options s'élevait à 1 M\$ en 2021 (1 M\$ en 2020).

Les changements dans le nombre d'options en circulation aux 31 décembre 2021 et 2020 se détaillent comme suit :

	2021		2020	
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)
Solde au début de l'exercice	2 433 090	8,42	3 476 296	7,24
Octroyées	189 752	14,67	184 193	13,95
Exercées	(235 732)	6,50	(1 225 489)	5,89
Annulées	(13 694)	10,76	(1 910)	12,39
Solde à la fin de l'exercice	2 373 416	9,10	2 433 090	8,42
Options acquises - à la fin de l'exercice	1 920 056	8,01	1 981 675	7,36

Le prix moyen pondéré de l'action au moment de l'exercice des options était de 14,81 \$ (13,20 \$ en 2020).

Les options suivantes étaient en circulation le 31 décembre 2021 :

ANNÉE DE L'OCTROI	OPTIONS EN CIRCULATION		OPTIONS ACQUISES		DATE D'EXPIRATION
	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	NOMBRE D'OPTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ (\$)	
2012	354 686	4,46	354 686	4,46	2022
2013	304 203	5,18	304 203	5,18	2022 - 2023
2014	297 030	6,10	297 030	6,10	2022 - 2024
2015	271 986	7,66	271 986	7,66	2022 - 2025
2016	244 654	9,75	244 654	9,75	2022 - 2026
2017	194 810	14,28	194 810	14,28	2022 - 2027
2018	149 981	12,39	112 475	12,39	2022 - 2028
2019	188 702	11,97	95 228	11,97	2022 - 2029
2020	179 175	13,95	44 984	13,95	2023 - 2030
2021	188 189	14,67	—	14,67	2031
	2 373 416		1 920 056		

JUSTE VALEUR DES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS OCTROYÉES

Les prix des options ont été établis à partir du modèle d'évaluation de Black & Scholes. La volatilité attendue est basée sur la volatilité du cours historique des six dernières années. Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de 4,09 \$ (2020 — 4,01 \$) à la date d'octroi de chaque option émise aux employés :

	2021	2020
Prix de l'action à la date d'octroi	14,94 \$	14,13 \$
Prix d'exercice	14,67 \$	13,95 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,07 %	0,50 %
Taux de dividende prévu	3,21 %	2,26 %
Durée prévue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	39 %	37 %

B. RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS

La Société offre à ses employés canadiens un régime d'achat d'actions ordinaires. Les employés peuvent cotiser volontairement jusqu'à un maximum de 5 % de leur salaire et, si certaines conditions sont remplies, la Société cotisera au régime à raison de 25 % de la cotisation de l'employé.

Les actions sont achetées sur le marché à une date prédéterminée chaque mois. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, la participation de la Société au régime s'élevait à 2 M\$ (1 M\$ en 2020).

C. RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a mis en place un régime d'unités d'actions liées au rendement (UAR) au profit de ses dirigeants et employés clés, leur permettant de recevoir une partie de leur rémunération sous forme d'UAR. Une UAR est une unité nominale de valeur équivalente à une action ordinaire de la Société. Périodiquement, le nombre d'UAR faisant partie de la rémunération est ajusté en fonction du rendement sur le capital utilisé moyen de trois ans (RCU). Ce nombre est obtenu en multipliant le nombre d'UAR à l'octroi par un facteur selon le RCU atteint. Les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAR sous forme d'espèces et basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date d'acquisition.

Les UAR s'acquiescent sur une période de deux ans à compter de l'octroi. La charge liée aux UAR et le passif correspondant sont comptabilisés durant la période d'acquisition. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires, le RCU moyen anticipé et le passage du temps. Au 31 décembre 2021, la Société avait émis un total de 611 847 UAR (626 324 UAR en 2020), pour une juste valeur de 2 M\$ (3 M\$ en 2020). En 2021, la Société a payé 2 M\$ pour les UAR (moins d'un million de dollars en 2020).

D. RÉGIME D'UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) au profit de ses administrateurs externes, dirigeants et employés clés leur permettant de recevoir la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale de valeur équivalente aux actions ordinaires de la Société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration ou quittent la Société, les participants sont en droit de recevoir le paiement de leurs UAD cumulées sous forme d'espèces basé sur le prix moyen des actions ordinaires de la Société négociées sur le marché libre au cours des cinq jours avant la date de démission du participant.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date d'octroi. Le passif est ajusté périodiquement pour refléter toute variation de la valeur marchande des actions ordinaires. Au 31 décembre 2021, la Société avait un total de 759 927 UAD en circulation (684 454 UAD en 2020), représentant un passif de 13 M\$ (12 M\$ en 2020). En 2021, la Société a payé 2 M\$ pour les UAD (2 M\$ en 2020). Au 15 janvier 2022, la Société a émis 79 040 UAD.

NOTE 22

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)	ÉCARTS DE CONVERSION	VARIATION NETTE DE LA COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TOTAL
Exercice terminé le 31 décembre 2020			
Montant net au début	(15)	(2)	(17)
Autres élément du résultat global	(12)	2	(10)
Autres éléments du résultat global en activités abandonnées	(1)	—	(1)
Montant net à la fin	(28)	—	(28)
Exercice terminé le 31 décembre 2021			
Montant net au début	(28)	—	(28)
Autres élément du résultat global	3	1	4
Autres éléments du résultat global en activités abandonnées	1	—	1
Montant net à la fin	(24)	1	(23)

NOTE 23

COÛT DES PRODUITS VENDUS PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Matières premières	1 338	1 333
Salaires et avantages	696	710
Énergie	191	182
Livraison	462	454
Amortissement	252	251
Autres	526	514
	3 465	3 444

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION PAR NATURE

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Salaires et avantages	285	293
Technologies de l'information	51	48
Publicité et marketing	16	15
Autres	4	11
	356	367

NOTE 24

CHARGES DU PERSONNEL

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2021	2020
Salaires et avantages	23	981	1 003
Options d'achat d'actions octroyées aux administrateurs et employés	21 A	1	1
Régimes de retraite à prestations déterminées	18	6	7
Régimes de retraite à cotisations déterminées	18	35	33
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes de retraite à prestations déterminées	18	6	4
		1 029	1 048

En 2021, la Société a reçu 1 M\$ (3 M\$ en 2020) du programme d'aide « Subventions salariales d'urgence du Canada », qui ont été comptabilisés dans les « Salaires et avantages ».

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les membres du conseil d'administration, le président et les vice-présidents de la Société. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants pour leurs services est présentée ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Salaires et autres avantages à court terme	14	14
Avantages postérieurs à l'emploi	2	2
Paiements fondés sur des actions	3	7
	19	23

NOTE 25

GAIN SUR ACQUISITIONS, CESSIONS ET AUTRES

2021						
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE			PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Gain sur cession d'actifs	—	—	—	(40)	—	(40)

2020						
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE			PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Gain sur cession d'une participation	—	(3)	(3)	—	—	(3)
Gain sur cession d'actifs	(45)	—	(45)	(2)	—	(47)
Provisions environnementales	—	5	5	2	—	7
	(45)	2	(43)	—	—	(43)

2021

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 40 M\$ sur la vente de bâtiments liés aux usines fermées aux États-Unis et au Canada.

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 40 M\$ provenant de la vente du bâtiment et du terrain de son usine d'emballage carton-caisse située à Etobicoke, en Ontario, au Canada.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a comptabilisé un gain de 5 M\$ provenant de la libération d'un montant mis en fidéicomis relatif à la vente en 2018 d'un bâtiment de son usine de Maspeth, dans l'État de New York, aux États-Unis.

Le secteur des produits spécialisés a comptabilisé des provisions environnementales de 5 M\$ liées à des usines au Canada qui ont été fermées ces dernières années.

Le secteur des produits spécialisés a également enregistré un gain de 3 M\$ à la vente d'un placement en actions d'une entreprise associée non stratégique.

Le secteur des papiers tissu a généré un gain de 2 M\$ sur la vente d'actifs et une provision environnementale de 2 M\$ liés aux usines fermées aux États-Unis.

NOTE 26

BAISSE DE VALEUR ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

A. BAISSE DE VALEUR

La Société a enregistré des baisses de valeur totalisant 89 M\$ en 2021 et 30 M\$ en 2020. Les baisses de valeur se détaillent comme suit :

2021						
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE			PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Pièces de rechange	—	—	—	1	—	1
Immobilisations corporelles	1	—	1	16	—	17
Listes et relations avec les clients	—	—	—	35	—	35
Écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée de vie limitée	—	—	—	36	—	36
	1	—	1	88	—	89

2020						
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE			PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Pièces de rechange	—	—	—	12	—	12
Immobilisations corporelles	6	—	6	11	1	18
	6	—	6	23	1	30

La valeur recouvrable a été déterminée selon un modèle de juste valeur diminuée des coûts de la vente utilisant des données de niveau 2.

2021

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ sur un équipement devenu inactif à la suite de l'introduction d'une nouvelle technologie. La valeur recouvrable était inférieure à la valeur comptable qui était basée sur sa juste valeur diminuée du coût de sortie estimé déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché.

Le secteur des papiers tissu a comptabilisé une baisse de valeur s'élevant à 1 M\$ sur les pièces de rechange découlant de la fermeture d'usines.

La pandémie de COVID-19 a entraîné des volumes inférieurs à la normale dans le secteur des papiers tissu. Plus précisément, les impacts sur les volumes dans le marché hors foyer ont commencé depuis le deuxième trimestre de 2020, tandis que la baisse des volumes dans le marché des produits de consommation a commencé à partir du deuxième trimestre de 2021 en raison d'une demande plus forte que d'habitude l'année précédente. La dynamique actuelle du marché a amené la Société à comptabiliser une baisse de valeur de 35 M\$ sur les listes et relations avec les clients et de 36 M\$ sur l'écart d'acquisition afin de refléter le fait que la valeur recouvrable du secteur était inférieure à sa valeur comptable. Le montant recouvrable des listes et relations avec les clients a été déterminée selon l'approche du marché. L'hypothèse la plus significative utilisée était un multiple de BEAA de 7 x. La valeur recouvrable de l'écart d'acquisition a été déterminée selon l'approche basée sur les bénéfices. Les principales hypothèses étaient le taux d'actualisation, les niveaux d'expéditions, les taux de change, le taux de croissance des revenus, les marges de BEAA et les dépenses en immobilisations.

Le secteur des papiers tissu a également comptabilisé une baisse de valeur de 16 M\$ sur les immobilisations corporelles de l'une de ses UGT aux États-Unis en raison de conditions de marché difficile et d'une sous-performance des actifs. La valeur recouvrable des actifs a été déterminée en utilisant l'approche de marché pour un actif similaire sur le marché.

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré une baisse de valeur de 6 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur des papiers tissu a comptabilisé une baisse de valeur s'élevant à 13 M\$ sur les actifs de certaines usines, leur valeur recouvrable étant inférieure à leur valeur comptable à la suite d'une baisse de la demande dans le sous-secteur des produits hors foyer qui souffre des répercussions de la pandémie de COVID-19.

Le secteur des papiers tissu a également enregistré une baisse de valeur de 10 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Les activités corporatives ont enregistré une baisse de valeur de 1 M\$ liée à des actifs d'énergie renouvelable.

B. TEST DE DÉPRÉCIATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE ILLIMITÉE

La répartition des écarts d'acquisition et des autres actifs à durée de vie illimitée se présente comme suit :

- L'écart d'acquisition de 470 M\$ du secteur de l'emballage carton-caisse est affecté à ce secteur;
- L'écart d'acquisition du secteur des produits spécialisés est affecté aux sous-secteurs des partitions pour un montant de 3 M\$.

Annuellement, la Société doit effectuer un test de baisse de valeur pour tous ses écarts d'acquisition. Le calcul détaillé le plus récent d'une période précédente peut être utilisé lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

- les actifs et les passifs composant l'unité n'ont pas changé de façon significative depuis le dernier calcul de la valeur recouvrable;
- le dernier calcul de la valeur recouvrable a donné lieu à un montant qui a dépassé la valeur comptable de l'unité par une marge substantielle; et
- sur la base de l'analyse des événements qui se sont produits et des circonstances qui ont changé depuis le plus récent calcul de la valeur recouvrable, la probabilité qu'une détermination de la valeur recouvrable actuelle soit inférieure à la valeur comptable actuelle de l'unité est faible.

Les trois conditions étaient remplies pour le secteur de l'emballage carton-caisse.

C. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Les frais de restructuration se détaillent comme suit :

						2021
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE			PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Frais de restructuration	4	—	4	17	—	21

						2020
(en millions de dollars canadiens)	PRODUITS D'EMBALLAGE			PAPIERS TISSU	ACTIVITÉS CORPORATIVES	TOTAL
	CARTON-CAISSE	PRODUITS SPÉCIALISÉS	SOUS-TOTAL			
Frais de restructuration	4	—	4	7	2	13

2021

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des indemnités de départ totalisant 3 M\$ dans le cadre du programme d'initiative d'accroissement des marges.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré des frais de fermeture totalisant 1 M\$ découlant de la fermeture des usines en Ontario, au Canada.

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais de restructuration additionnels et des frais de fermeture totalisant 17 M\$ découlant de la fermeture d'usines.

2020

Le secteur de l'emballage carton-caisse a enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ à la suite de l'annonce de la fermeture de son usine de conversion d'Etobicoke, en Ontario, au Canada, qui a été définitivement fermée à la mi-septembre 2021.

Le secteur de l'emballage carton-caisse a également enregistré un gain de 2 M\$ lié au renversement d'une provision reliée à une usine vendue les années précédentes.

Le secteur des papiers tissu a enregistré des frais de restructuration totalisant 4 M\$ dans le cadre d'un plan d'optimisation et d'amélioration de la rentabilité.

Le secteur a également enregistré des frais de restructuration totalisant 3 M\$ découlant de l'annonce de la fermeture des usines de Ransom et de Pittston, situées en Pennsylvanie et de Waterford, situé à New York, aux États-Unis.

Les activités corporatives ont enregistré des frais de restructuration totalisant 2 M\$ dans le cadre d'un plan d'amélioration de la rentabilité.

NOTE 27

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

A. LA VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT SE DÉTAILLE DE LA FAÇON SUIVANTE :

(en millions de dollars canadiens)	2021	2020
Comptes débiteurs	17	(64)
Impôts débiteurs	4	10
Stocks	(91)	19
Comptes créditeurs et charges à payer	46	69
Impôts créditeurs	(12)	(15)
	(36)	19

B. FRAIS DE FINANCEMENT ET CHARGE (PRODUIT) D'INTÉRÊTS SUR AVANTAGES DU PERSONNEL ET AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	2021	2020
Intérêts sur la dette à long terme (incluant les intérêts sur les contrats de location)	14(b)	79	93
Revenus d'intérêts		(1)	(1)
Amortissement des frais financiers		3	4
Autres intérêts et frais bancaires		3	5
Charge d'intérêts sur avantages du personnel		4	4
Charge (produit) d'intérêts sur autres passifs		1	(11)
		89	94

Charge (produit) d'intérêts sur avantages du personnel et autres passifs

En 2021, la Société a comptabilisé une perte non réalisée de 1 M\$, comparativement à une perte non réalisée de 2 M\$ en 2020, relative à une option d'achat octroyée à la Société par l'un des actionnaires sans contrôle de Falcon Packaging LLC.

En 2020, la Société a comptabilisé un gain non réalisé de 13 M\$ sur la réévaluation à la juste valeur d'une option unique octroyée à White Birch pour acquérir un intérêt pouvant atteindre jusqu'à 10 % dans le projet d'usine de fabrication de carton-caisse de Bear Island, parce qu'elle n'a pas été exercée.

C. TOTAL DE LA DETTE NETTE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en millions de dollars canadiens)	NOTE	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	EMPRUNTS ET AVANCES BANCAIRES	DETTE À LONG TERME	DETTE NETTE
Au 1^{er} janvier 2020		(155)	11	2 107	1 963
Flux de trésorerie					
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(192)	—	—	(192)
Emprunts et avances bancaires		—	1	—	1
Évolution des crédits bancaires		—	—	(131)	(131)
Émission de billets subordonnés non garantis, déduction faite des frais de financement	13	—	—	409	409
Rachat de billets subordonnés non garantis	13	—	—	(264)	(264)
Augmentation des autres dettes à long terme		—	—	31	31
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives		—	—	(117)	(117)
Activités abandonnées	5	(41)	—	(37)	(78)
Variations non monétaires					
Activités abandonnées	5	—	—	18	18
Conversion de devises sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		—	—	(17)	(17)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et d'immobilisations corporelles incluses dans les autres emprunts		—	—	55	55
Dispositions d'actifs au titre du droit d'utilisation		—	—	(3)	(3)
Amortissement des frais de financement		—	—	3	3
Radiation des frais de financement à la suite du rachat de billets subordonnés non garantis		—	—	2	2
Autres		—	—	7	7
Écarts de conversion		4	—	(12)	(8)
Au 31 décembre 2020		(384)	12	2 051	1 679
Flux de trésorerie					
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		565	—	—	565
Emprunts et avances bancaires		—	(11)	—	(11)
Évolution des crédits bancaires		—	—	5	5
Rachat de billets subordonnés non garantis	13	—	—	(372)	(372)
Augmentation des autres dettes à long terme		—	—	5	5
Versements sur les autres dettes à long terme, incluant les obligations locatives		—	—	(75)	(75)
Cession d'entreprise incluse dans les activités abandonnées	5	(454)	—	—	(454)
Variations non monétaires					
Cession d'entreprise incluse dans les activités abandonnées	5	98	—	(111)	(13)
Conversion de devises sur la dette à long terme et sur les instruments financiers		—	—	(10)	(10)
Acquisitions d'actifs au titre du droit d'utilisation et d'immobilisations corporelles incluses dans les autres emprunts		—	—	45	45
Dispositions d'actifs au titre du droit d'utilisation		—	—	(4)	(4)
Amortissement des frais de financement		—	—	2	2
Radiation des frais de financement à la suite du rachat de billets subordonnés non garantis		—	—	(4)	(4)
Autres		—	—	(2)	(2)
Écarts de conversion		1	—	(6)	(5)
Au 31 décembre 2021		(174)	1	1 524	1 351

NOTE 28

ENGAGEMENTS

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES, EN ACTIFS INCORPORELS ET EN CONTRATS DE SERVICE

Les dépenses en immobilisations corporelles, en actifs incorporels et en contrats de service qui sont contractées à la fin de l'exercice, mais non encourues, sont présentées dans le tableau suivant :

	2021			2020		
(en millions de dollars canadiens)	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	CONTRATS DE SERVICE ET BAUX EXEMPTÉS	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	ACTIFS INCORPORELS	CONTRATS DE SERVICE ET BAUX EXEMPTÉS
Moins d'un an	104	8	29	50	8	17
Plus d'un an mais moins de cinq ans	—	—	9	2	1	10
Plus de cinq ans	—	—	1	—	—	1
	104	8	39	52	9	28

NOTE 29

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a conclu les opérations suivantes avec des parties liées :

(en millions de dollars canadiens)	COENTREPRISES	ENTREPRISES ASSOCIÉES
Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021		
Ventes aux parties liées	263	61
Achats auprès des parties liées	40	36
Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020		
Ventes aux parties liées	191	55
Achats auprès des parties liées	34	50

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la juste valeur.

Les soldes suivants étaient en cours à la date de clôture :

(en millions de dollars canadiens)	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Débiteurs provenant des parties liées :		
Coentreprises	14	10
Entreprises associées	8	23
Créditeurs envers les parties liées :		
Coentreprises	5	5
Entreprises associées	1	3

Les comptes débiteurs provenant des parties liées résultent principalement de transactions de vente. Les comptes débiteurs ne sont pas garantis en nature et ne portent pas intérêt. Il n'y a pas de provision contre les comptes débiteurs provenant des parties liées. Les comptes créditeurs envers les parties liées résultent principalement de transactions d'achat. Les comptes créditeurs ne portent pas intérêt.



Alain Lemaire

Président exécutif du conseil d'administration
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 1967
Non indépendant



Sylvie Lemaire

Administratrice de sociétés
Otterburn Park (Québec) Canada
Administratrice depuis 1999
Non indépendante



Élise Pelletier

Administratrice de sociétés
Sutton (Québec) Canada
Administratrice depuis 2012
Indépendante



Sylvie Vachon

Administratrice de sociétés
Longueuil (Québec) Canada
Administratrice depuis 2013
Indépendante



Michelle Cormier

Associée exploitation,
Wynchurch Capital Canada
Montréal (Québec) Canada
Administratrice depuis 2016
Indépendante



Patrick Lemaire

Administrateur de sociétés
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 2016
Non indépendant



Nelson Gentiletti

Administrateur de sociétés
Kirkland (Québec) Canada
Administrateur depuis 2019
Indépendant



Elif Lévesque

Chef de la direction financière,
Redevances Nomad Ltée
Montréal (Québec) Canada
Administratrice depuis 2019
Indépendante

Conseil d'administration

Le conseil d'administration et la direction de Cascades estiment qu'une régie d'entreprise de qualité contribue à l'exploitation efficace de la Société et au maintien de la confiance de ses investisseurs. Cascades revoit donc régulièrement ses pratiques en la matière, et ce, tant pour se conformer à la législation applicable que pour améliorer l'efficacité de la Société.

C'est le conseil d'administration qui veille, entre autres choses, à la bonne gouvernance d'une entreprise. Par conséquent, sa composition doit être déterminée avec soin. Cascades peut compter sur des administrateurs chevronnés et reconnaît l'importance des administrateurs indépendants. En effet, parmi les douze membres actuels de son conseil, huit étaient indépendants en date du 31 décembre 2021. Ces derniers se réunissent sans les membres de la direction après chaque réunion régulière du conseil, en plus de tenir une rencontre annuelle distincte. De plus, afin que les nouveaux arrivants au conseil se familiarisent avec les activités, les enjeux et les défis de la Société, Cascades leur offre un programme d'orientation et de formation.



Mario Plourde

Président et chef de la direction, Cascades inc.
Kingsey Falls (Québec) Canada
Administrateur depuis 2014
Non indépendant



Martin Couture

Chef de la direction,
Sanimax inc. (Canada)
Montréal (Québec) Canada
Administrateur depuis 2016
Indépendant



Hubert T. Lacroix

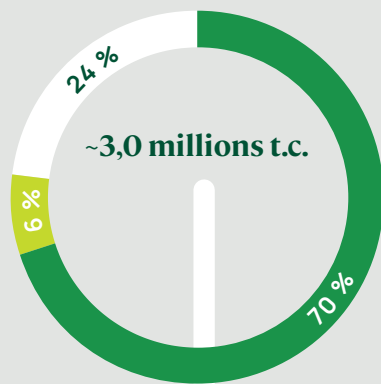
Conseiller stratégique, Blake,
Cassels & Graydon LLP
Westmount (Québec) Canada
Administrateur depuis 2019
Indépendant



Mélanie Dunn

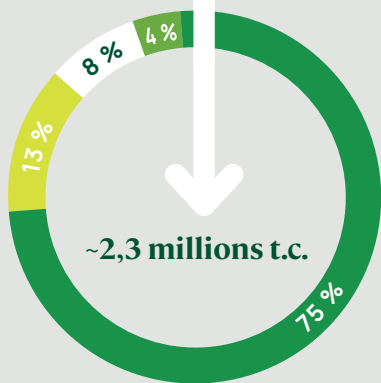
Présidente et chef de la direction, Cossette
Montréal (Québec) Canada
Administratrice depuis 2019
Indépendante

Matières premières



Fibres utilisées, achetées et vendues par Cascades¹

- Fibres recyclées utilisées par Cascades
- Pâte utilisée par Cascades
- Fibres vendues à l'extérieur

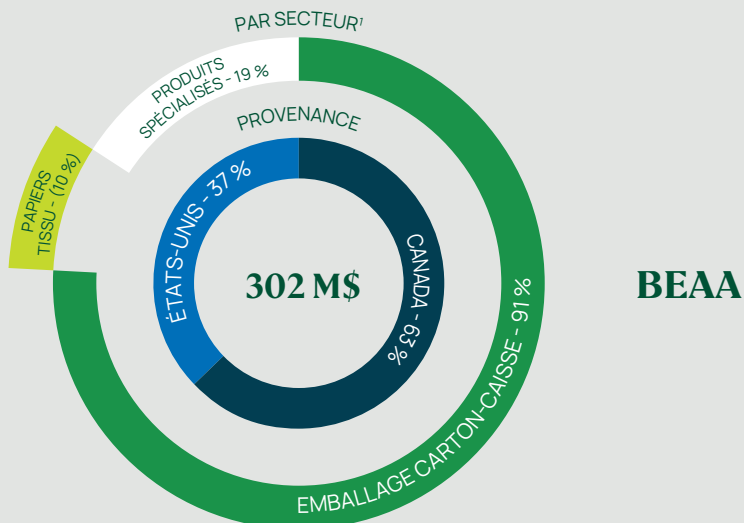
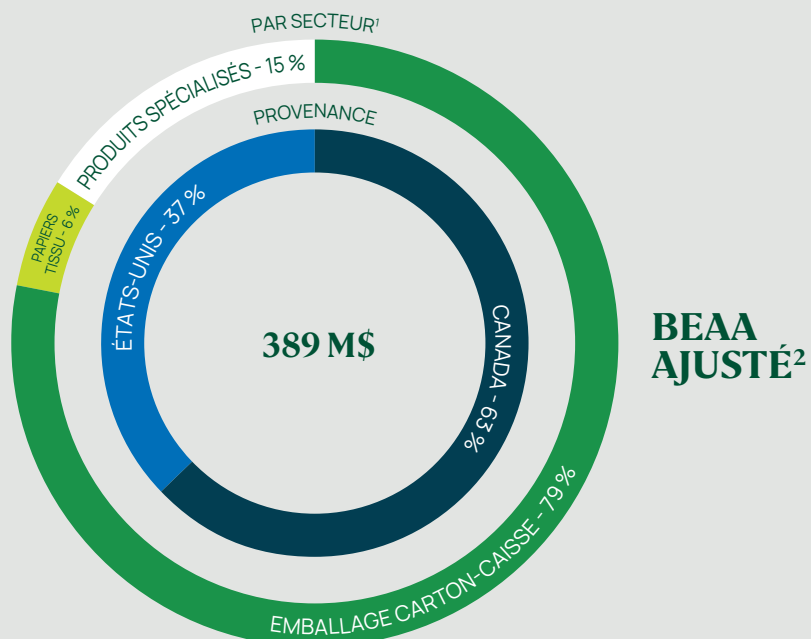
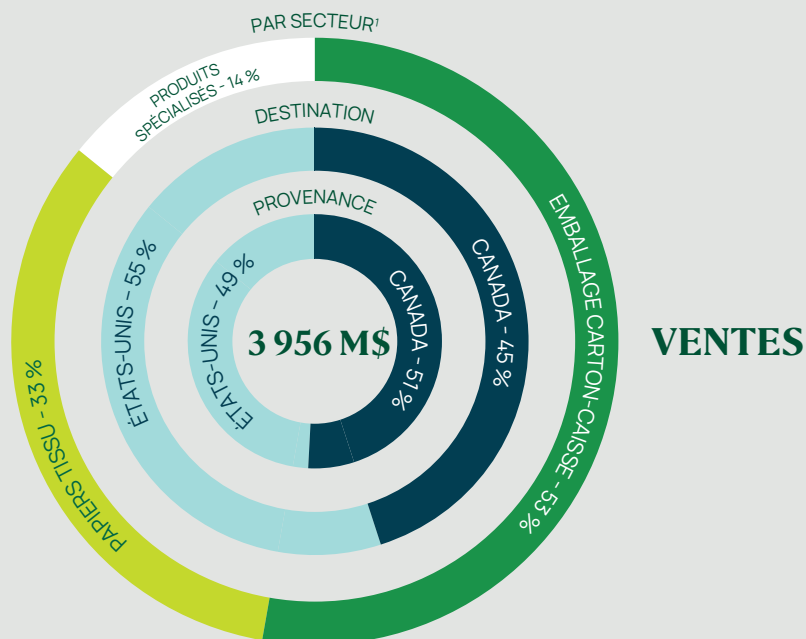


Fibres utilisées par Cascades

- Fibres recyclées brunes
- Fibres recyclées blanches
- Pâte
- Fibres recyclées de pâte mécanique

¹ Incluant les entreprises associées et coentreprises.

Ventilation de nos résultats

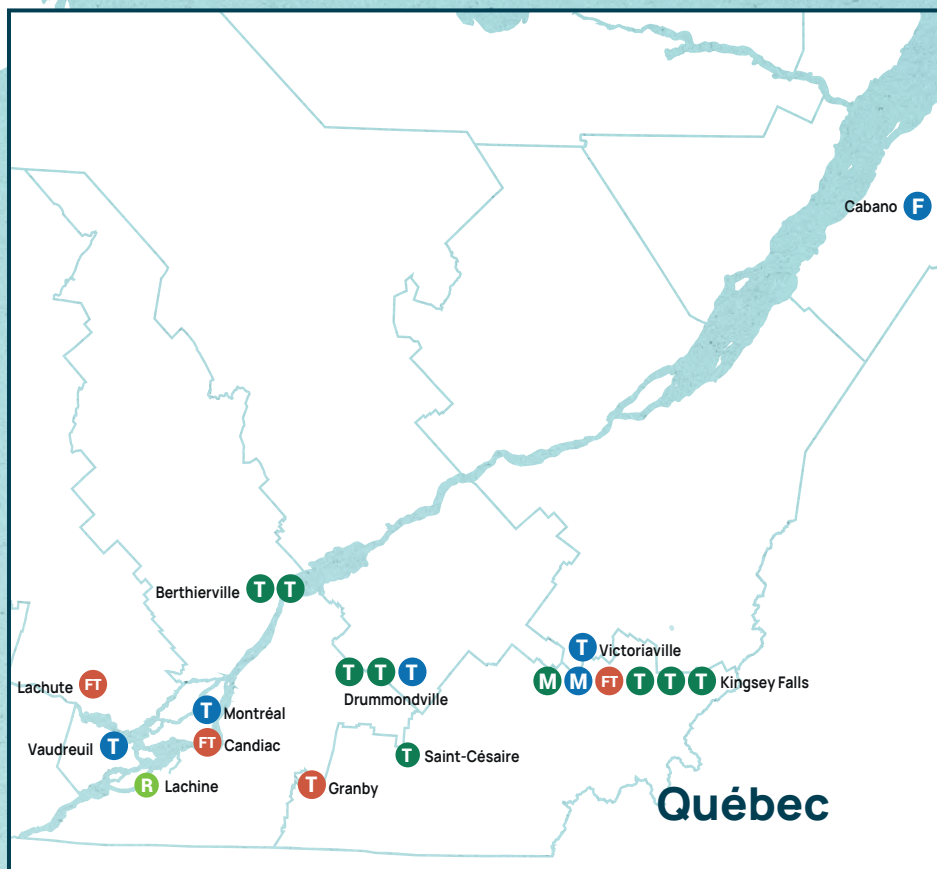


¹ Avant les éliminations intersectorielles et excluant les activités corporatives.

² Voir la section « Information supplémentaire sur les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » pour un rapprochement complet des montants.



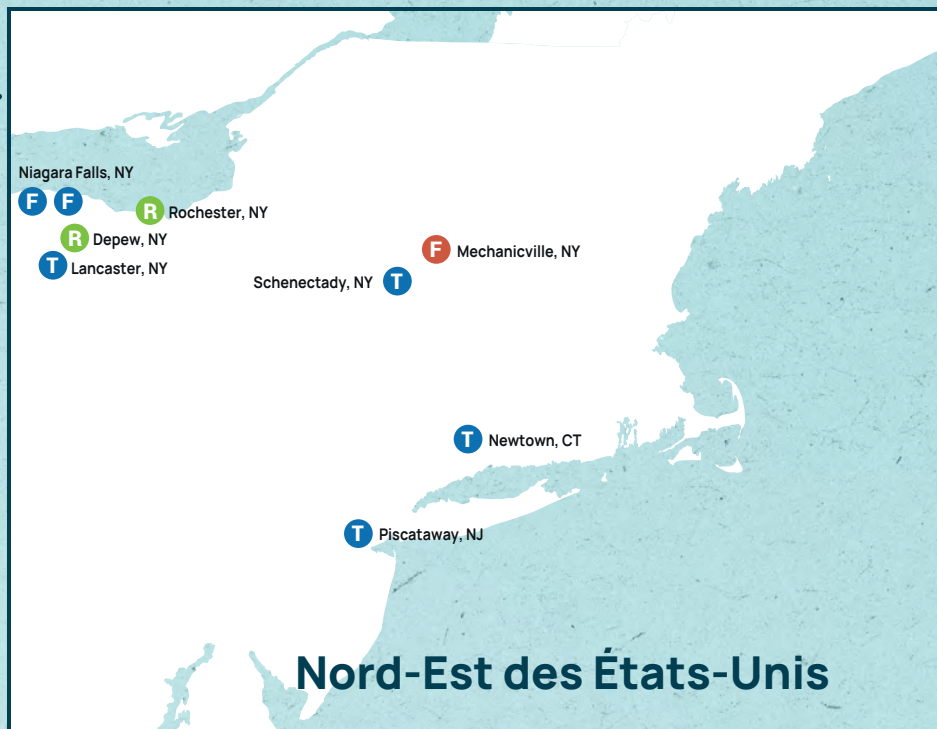
¹ Incluant les principales entreprises associées et les coentreprises.



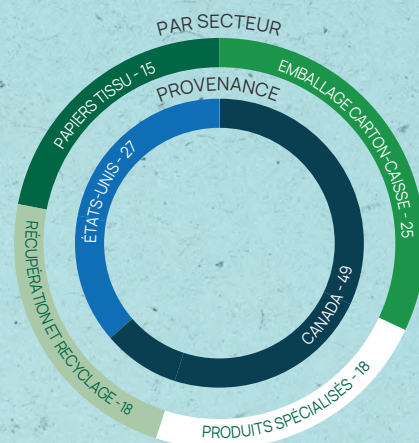
76¹
usines au Canada
et aux États-Unis



10 000
employé(e)s
dans 2 pays



Usines de production¹



¹ Incluant les principales entreprises associées et coentreprises.



cascades.com

Imprimé sur du papier **Rolland Enviro^{MC} Satin**, 120M texte et **Rolland Enviro^{MC} Print**, 160M couverture, des papiers contenant 100 % de fibres postconsommation qui sont certifiés Procédé sans chlore. Ces papiers sont également certifiés FSC^{MC} et ÉcoLogo et sont fabriqués à partir d'énergie biogaz.

Production : **Service des communications de Cascades** — Design : **Absolu**
Préresse et impression : **Héon & Nadeau** — Photographies : **Brühmüller photographe**
Imprimé au Canada



PCF

BIOGAZ
ÉNERGIE



FSC